Aleksander Glogowski

L'attitude du PSE et du PPE à l'égard de l'élargissement de l'Union européenne aux Pays d'Europe Centrale

Mémoire de maîtrise de Sciences politiques
Travail supervisé par M. Georges LOMNÉ, Centre d'Etudes Européennes,
Université de Marne-la-Vallée, France

Avertissements

L'étude menée dans ce document a principalement été motivée par le caractère très actuel du sujet. En effet, avec la présentation par Jacques Santer, président de la Commission, de l'*Agenda 2000* devant le Parlement européen lors de la session plénière de juillet 1997, le débat vient à peine d'être ouvert sur la place publique. Aussi, il n'y a rien d'étonnant à ce que la mobilisation des ressources bibliographiques ait été rendue difficile.

Cette lacune documentaire a singulièrement compliqué les recherches. De plus, les archives, tant nationales qu'européennes, n'ont pour la plupart pas encore été approvisionnées. Ce qui a conduit à un travail essentiellement empirique. C'est pourquoi, les sources citées dans cet ouvrage proviennent pour la grande majorité d'entre elles d'interviews données par des députés européens, de comptes-rendus des débats, ainsi que des textes programmatiques des deux organisations. Certains documents étant en anglais et parfois en allemand, j'ai pris le parti de les retranscrire dans leur version d'origine et d'en faire une traduction en bas de page. En ce reportant à la fin, le lecteur pourra trouver un index des personnes, des organisations et des institutions mentionnées.

En outre, le caractère tout à fait contemporain du sujet obscurcit l'étude des développements à venir, même si elle n'a pas empêché l'auteur de rendre compte le plus fidèlement possible de l'évolution prévisibles des discussions au sein des deux partis européens.

Aleksander Glogowski

Introduction

> *"In all CEEC's where Christian-democratic parties came in power after the fall of the Berlin Wall, we have seen similar problems. In all countries, except the Czech republic, former communist, grouped in newly formed social-democrat parties, returned to power in 1994. Very often they made election promises which gave the population the impression that change (from communism into a social market economy) would take place without any pain.*
> *[…]*
> *The EPP wishes to see substantial strong peoples' parties in CEEC. Parties which obtain less than under 10% will face large difficulties in the future.*[1]"

Pour tous les congressistes hongrois du Keresztenydemokrata Neppart (KDNP)[2] venus écouter Win van Velzen, le président de l'Union Européenne des Démocrates-Chrétiens-(UEDC) le message a le mérite de la clarté. Il s'agit principalement pour le Parti Populaire Européen (PPE), ni plus ni moins, que de travailler à la création, dans ces pays, de passerelles politiques entre les différentes partis d'opposition. Les inviter en quelque sorte à trouver un terrain d'entente pour faire barrage à la montée des nouveaux sociaux-démocrates dans les pays de l'ancien bloc communiste.

Mais cela n'est pas une tâche aisée car si l'élargissement de l'Union européenne aux Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO), et en particulier à la Pologne, à la Hongrie, à la République tchèque et à la Slovaquie, pose d'incommensurables problèmes aux responsables politiques de ces pays, il soulève aussi de nombreuses interrogations pour les dirigeants politiques de l'Union européenne.
Après avoir inscrit l'élargissement sur le calendrier, les deux principaux partis européens au Parlement de Strasbourg sont tenus d'en relever le défi. Un défi qui, selon l'article 138A[3] du Traité de Maastricht sur l'Union européenne, est,

---

1 "Dans tous les Pays d'Europe Centrale et Orientale où les partis démocrates-chrétiens étaient arrivés au pouvoir après la chute du Mur de Berlin, on a assisté à des problèmes similaires. Dans tous ces pays, à l'exception de la République tchèque, les anciens communistes, rassemblés dans des partis sociaux-démocrates nouvellement formés, ont retrouvé le pouvoir en 1994. La plupart du temps, ils firent des promesses électorales qui ont donné l'immpression à la population que le changement (du communisme à une économie sociale de marché) se ferait sans douleur. […]
Le PPE souhaite voir des partis populaires importants dans les PECO. Les partis qui n'obtiendraient pas plus de 10% devront faire face à l'avenir à de grosses difficultés." Adresse au Keresztenydemokrata Neppart de Wim van Velzen, président de l'Union Européenne des Démocrates-Chrétiens. Conférence du 9 novembre 1996, Budapest. Traduction libre.
2 Parti Démocrate-Chrétien (Hongrie). Cf le glossaire des organisations dans le Lexique en fin de document.
3 "Les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union. Ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union." : Article 138A. Traité sur l'Union européenne, signé le 7 février 1992 à Maastricht.

avant tout, un défi lancé à eux-mêmes. Car les formations qui envoient des députés siéger à Bruxelles, en commissions, et à Strasbourg, en session plénière, n'ont véritablement de partis européens que le nom[4] et le désir de l'être un jour. Sauront-ils sortir de leur marginalité pour exprimer leur vision particulière de l'élargissement ?

Plus largement, quelle vision ont le Parti des Socialistes Européens (PSE) et le Parti Populaire Européen (PPE) des enjeux de l'élargissement, notamment dans les domaines sensibles de la sécurité, de l'économie et de la politique ? Cette vision correspond-elle à celle de leurs homologues des Pays de l'Europe Centrale ?

Enfin, la volonté de réaliser un acte politique, régulièrement qualifié d'historique, trouve souvent sa traduction dans l'architecture interne d'une organisation. C'est pourquoi, sur ce point, la place faite aux PECO dans la préparation de l'élargissement revêt un caractère particulièrement sensible. Les partis européens sont-ils prêts à accepter des représentants de l'Europe du Centre-Est en leur sein à part entière ?

---

4 Wilfried Martens, président du PPE et du groupe parlementaire du PPE, Discours d'ouverture du 11e Congrès du PPE, Madrid, 5 - 7 novembre 1995. Lors du 11 congrès, il avait dit "Without a permanent political presence it is impossible to build up a European party worthy of the name."

I De la difficulté d'avoir une position politique particulière ?

Alors que les députés siégeants au Parlement européen sont désignés tous les cinq ans lors d'élections au scrutin universel direct depuis près de 20 ans, les partis européens ont encore beaucoup de mal à faire connaître leurs positions et reconnaître leur singularité.
La difficulté liée à l'appréhension des termes du débat sur l'élargissement tient avant tout au fait qu'il est difficile, en tant que tel, de déterminer avec précision les positions respectives des uns et des autres. Quels sont les fondements d'une telle situation pour les partis européens que sont le PPE et le PSE ?
Bien souvent, le débat n'est pas caractérisé par l'opposition de deux conceptions de l'organisation de la société, à l'image de ce que l'on peut retrouver dans le débat politique propre à chaque pays membre. Au niveau de l'Union, la multiplicité des approches nationales et le jeu subtil, complexe de ménagements et d'affrontements entre et à l'intérieur des partis politiques européens, est l'une des choses les plus frappantes.
Pour la population des États membres, le corollaire d'une telle situation est l'atténuation des termes du débat. Engoncées dans la crise économique, les opinions publiques ont du mal à s'intéresser à d'autres thèmes que la lutte contre le chômage, la préservation de l'environnement ou l'avenir des systèmes de sécurité sociale[5]. Le débat sur l'élargissement paraît lointain et difficilement intelligible.

Une situation qui risque fort de perdurer d'autant plus que la nature des partis européens, leur taille, les personnes qui sont à leur tête sont autant d'éléments qui influencent la conduite du débat et l'intensité et la virulence des échanges. Or, généralement, le besoin de se démarquer est d'autant plus important que l'on est une petite formation. Et le PPE et le PSE, ne sont pas précisément de petites formations. Un jugement hâtif pourrait même faire croire, à tort, à l'assoupissement des deux plus grands groupes parlementaires. Le "*gentlemen's agreement*" passé entre le PSE et le PPE, bien qu'extrêmement solide, n'empêche pas la compétition pour la détention du plus grand nombre de sièges et par voie de conséquence des places à responsabilité. Il est des combats qui rendent toute tempérance fragile. Les batailles électorales avec leurs pourcentages et leur perspective d'accroissement à l'Est sont de ceux- là.

---

5 "Envie d'en savoir plus sur…" in Rapport Eurobaromètre Standard n°43, Offices des publications officielles des Communautés européennes, édition : Automne 1995, page 65.

A] Des partis européens et un débat ignorés par les opinions publiques

Il est difficile de bien comprendre la façon dont le PSE et le PPE conduisent les négociations sur l'élargissement futur de l'Union européenne aux Pays de l'Europe Centrale si l'on ne prend pas en compte différents éléments aux rangs desquels figurent en bonne place d'un côté l'indifférence voire l'ignorance de la population pour un tel débat et de l'autre le sentiment chez les parlementaires européens d'être des pièces rapportées sur l'échiquier politique. Constamment en quête de légitimité et de publicité pour leurs actions[6], les partis démocrate-chrétien et social-démocrate vivent mal le décalage entre la conscience des problèmes fondamentaux auxquelles les économies et les démocraties d'Europe vont être confrontées dans les années à venir et la place somme toute secondaire dans laquelle ils sont cantonnés.

Le scepticisme et la désaffection croissants des citoyens pour les questions communautaires[7] à partir du printemps 1991 handicapent les partis européens. Enfermés dans une institution, le Parlement européen - qui jouit d'une bonne notoriété, mais d'une image d'assemblée sans pouvoir - ils ont du mal à faire valoir leurs points de vue. Le processus politique par lequel pourrait se former un espace public européen unique étant un processus lent, les partis européens se retrouvent confrontés à des citoyens qui forment leur opinion dans 15 espaces publics différents et n'ont pas par conséquent qu'une vision parcellaire du débat qui s'engage.

En outre, les délégations nationales, composantes essentielles des groupes parlementaires, sont attentives aux revendications de leur électorat. En l'absence de procédure uniforme de désignation, les députés européens sont enclins à se laisser aller à des préoccupations nationales. L'usage de leur langue ou encore la proximité culturelle et géographique de certains pays candidats les y incitent. Aussi, le poids de chacune des délégations nationales n'est pas sans conséquence sur le comportement général des groupes.

Le problème du débat sur l'élargissement pour les partis européens est de trouver le moyen de rendre compréhensibles les principaux enjeux du débat à 15 opinions publiques ayant chacune leurs préoccupations quotidiennes.

---

6 Programme d'activités du PSE (1997-199), Axe principal organisationnel, adopté par le 3ème Congrès à Malmö.

7 Rapport Eurobaromètre Standard n°43, Op. cit., p. X.

.m. 1) L'ignorance de la population et l'indifférence des militants

La démocratie réside dans l'alternance au pouvoir de forces politiques d'orientations différentes suivant des périodicités et des rythmes variables. Dans ce cadre, "*le parti apparaît [...] comme un rouage indispensable au bon fonctionnement de la démocratie occidentale*"[8]. Un maillon essentiel selon Jean-Louis Quermonne qui constate que "*la démocratie est d'autant plus forte que les partis le seront*". Il ajoute : "*Bien que les constitutions en parlent peu, ils sont les acteurs majeurs de la vie politique et sont comptables de la légitimité du régime"*. Par conséquent, le rôle des partis politiques est double. Par la place centrale qu'ils occupent dans l'existence même du jeu démocratique, ils sont nécessaires. Sans formations partisanes l'élaboration démocratique des politiques n'est plus possible. C'est à dire une élaboration qui soit argumentée, discutée et finalement adoptée par une majorité. Mais les partis sont également les médiateurs des angoisses et des aspirations de l'opinion publique. Du fait de cette fonction tribunicienne, ils portent la responsabilité du caractère démocratique ou non des règles de la vie sociale.

Or, pour exister, un parti doit s'appuyer sur la volonté et l'action de forces sociales : classes, confessions religieuses ou appartenances nationales. Il serait possible d'y d'ajouter les pratiques sociales - à l'images du parti *Chasse, pêche, nature et traditions* en France, ou encore le *Parti des buveurs de bières* en Pologne - mais généralement, ces partis catégoriels ont une base électorale trop restreinte pour peser véritablement et durablement sur la scène politique. Aussi en son absence, les partis européens sont comme maintenus en suspension. Or, dès le départ, cette base sociale fait défaut aux partis européens. Soit par absence de motivation, soit par sens critique exacerbé. A propos de l'action des forces populaires, Daniel Seiler note "*c'est en vain que dans l'analyse des scrutins de 1979 on chercherait même leur présence*"[9]. Depuis cette date, ce sont les groupes parlementaires des partis européens qui ont fait office de porte-voix. Ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes de relations. La lecture en creux des têtes de chapitre du programme d'activités du PSE pour les années 1997-1999 est saisissante. Il y est prévu au titre de l'axe principal organisationnel de *"renforcer le lien entre le PSE et le Groupe parlementaire du PSE au Parlement européen et [de] définir plus clairement les liens organisationnels*". Dans le détail, il est précisé qu'"*un lien organisationnel et des priorités politiques communes entre le PSE et le Groupe parlementaire du PSE au Parlement européen est une condition nécessaire pour maximiser l'impact de*

---

8 Jean-Louis QUERMONNE, Les régimes politiques occidentaux, coll. Point Essais, Seuil, Paris, 1994, page 300.
9 Daniel L. SEILER, Les partis politiques en Europe, coll. Que sais-je ?, PUF, Paris, 1982, p. 103.

chaque organisation." Contrairement à la situation classique d'un groupe d'élu qui prend son indépendance à l'égard de son parti d'origine, le troisième Congrès du PSE a adopté un texte qui sonne comme une réclamation : "*Le PSE, comme les autres partis européens n'a pas encore de base juridique. Le Bureau devra établir un programme d'action progressif pour que les organes du PSE, qui peuvent donner une réalité juridique aux partis européens, soient impliqués. Dans ce contexte, les relations organisationnelles 'incommensurables' entre le PSE et le Groupe parlementaire ont besoin d'être définies, rendues plus transparentes et orientées vers l'indépendance grandissante du PSE*".

Depuis 1994, le Parti Populaire Européen a réglé le problème en faisant de l'ancien Premier ministre belge Wilfried Martens, non seulement le président du Parti, mais aussi le président du Groupe parlementaire. Ainsi, l'adéquation entre les positions du Parti et celle du Groupe est assurée. En revanche, cette solution a le défaut de placer une seule et même personne à deux postes aux responsabilités complémentaires mais différentes. Sans compter qu'il n'y a pas à proprement parler une base politique uniforme au sein du PPE. Si l'on se réfère aux travaux de Daniel Seiler, il apparaît que le PPE repose, au moins depuis 1982, sur quatre familles politiques distinctes : un noyau historique d'inspiration authentiquement chrétienne autour de partis comme le *CVP* et le *PSC* belges, le *PCS* Luxembourgeois, le *CDA* néerlandais et la *DC* italienne - qui depuis mars 1993 a explosé en plusieurs groupes -, une aile autonomiste avec le *Südtiroler Volkspartei (SVP)* Italien[10], une aile centraliste[11] avec le *Fine Gael* irlandais et la *Nouvelle Démocratie* grecque et enfin un important groupe Conservateur dont un sous-groupe se rattache historiquement à la démocratie-chrétienne comme la *CDU* allemande, la *CSU* bavaroise et le *CDS* français mais ayant opéré une réorientation libérale et un autre sous-groupe rassemblant les *Tories* britanniques et les Conservateurs danois. La prochaine élection du président par le Congrès, à compter de 1999, est vécue comme une étape importante vers l'établissement du PPE comme un authentique parti européen. Ce processus s'effectue en dépit des réticences des partis conservateurs peu pressés de faire du PPE un parti politique de masse.

Cette divergence d'appréciation inquiète le noyau démocrate-chrétien qui craint une régression du parti en simple organisation-parapluie :

---

10 Selon les explications données dans Les Echos du Parlement n° 96, il est rappelé que "la loi électorale italienne dispose que si [sic] la liste Tyrol du Sud dépasse les 50 000 voix elle obtient automatiquement un siège".

11 Daniel SEILER définit les partis centralistes comme ayant "une position de droite, une certaine sensibilité de gauche, le caractère populaire et 'attrape-tout' et le projet politique". op. cit., page 75.

> *"Without this core of common Christian Democratic basic values, the EPP would fall back and become an umbrella organization and as a result lose influence and cohesion in the European Parliament as well."*[12]

Sans parti européen, la création, ex-nihilo, d'un espace public commun de débat à l'échelon continental relève de la gageure. De plus, une enquête, menée en 1995, montre que la construction européenne n'intéresse que les personnes les plus politisées[13]. Il peut paraître paradoxal de ranger ce dernier critère parmi les éléments négatifs. En effet, les "leaders d'opinion", tels que définit par *Eurobaromètre* à savoir des "*personnes qui déclarent avoir fréquemment discuté de politique avec des amis et leur famille et qui, simultanément, se considèrent comme des individus essayant de convaincre les autres de leur point de vue*", débordent le cadre traditionnellement dévolu aux personnes occupant "*des fonctions politiques, économiques ou sociales importantes*". Par ce qu'elles sont, ces personnes agissent comme des démultiplicateurs d'opinion, à savoir qu'elles favorisent et accélèrent la propagation d'une opinion. Mécaniquement, on pourrait en attendre un effet bénéfique pour la construction européenne. Or, il n'en est rien car le second handicap des partis européens tient au scepticisme croissant de la population à l'égard de la politique. Ainsi, une enquête réalisée en 1984 par la SOFRES pour le compte du quotidien *Le Monde* à l'occasion des 25 ans de la Ve République montre qu'"*à la question : D'une façon générale, estimez-vous que les hommes politiques disent la vérité ? 82% des enquêtés ont répondu : non, plutôt pas, contre 10% plutôt oui et 8% sans opinion*"[14]. Entre 1986 et 1988, La situation ne s'améliore pas. En France et en Allemagne, des manifestations très mobilisatrices éclatent pour protester contre la réforme en profondeur du système d'enseignement supérieur d'un côté et contre la détérioriation des conditions d'études de l'autre. A cette occasion, Bernard Dréano et Daniel Cohn-Bendit estiment :

> *"Tout le monde sent que la méfiance des jeunes manifestants de novembre-décembre 1986 envers la «politique» n'avait rien d'apolitique. En fait, ils étaient sûrement proches d'une conscience «antipolitique, c'est-à-dire de cette «activité politique de ceux qui ne veulent pas être politiciens et refusent de participer au pouvoir»"*[15].

---

12 "Sans ce noyau commun de valeurs démocrates-chrétiennes, le PPE retomberait et deviendrait une organisation-parapluie avec comme résultat une perte d'influence et de cohésion y compris au Parlement européen". "The EPP on its way to a european party", décision du Bureau politique du PPE, 11 Janvier 1996. Traduction libre.

13 Eurobaromètre n°43, Op. cit., pages 9 & 10.

14 Jean-Louis Quermonne, Op. cit., page 303.

15 György KONRAD, L'Antipolitique, Préface de Bernard Dréano & Daniel COHN-BENDIT, juin 1987, page 13.

Dix ans plus tard, les résultats d'une enquête tend à montrer que le niveau de satisfaction des citoyens européens à l'égard de la démocratie, dans les Etats membres et au niveau de l'Union, reste négatif[16].
De la même manière, en Hongrie, en Pologne, en République tchèque et en Slovaquie, le contentement à l'égard de la façon dont s'opère la démocratisation est partout négative à l'exception d'un timide pic à l'occasion des élections présidentielles de 1994 en Pologne[17].
il faut ajouter que dans la période récente, un autre courant traversant la société civile est apparu. Selon Albert Lévy, chercheur au CNRS au laboratoire Théorie des mutations urbaines de l'Université Paris VIII, une "*sphère intermédiaire émergente se constitue et s'organise autour de l'action critique, civique, cognitive et revendicative de nombreux agents et acteurs sociaux, issus surtout de la société civile*"[18]. "*On assiste*, dit-il, *à une évolution inquiétante de la sphère du pouvoir politique, qui se manifeste par une crise multiforme largement analysée et commentée : crise de la représentation politique [...], crise de la classe politique [...], crise des élites [...], crise des structures centralisées [...], crise de la citoyenneté (exclusion, abstentionnisme croissant, extrême-droite antirépublicaine).*"[19]

Partis / Elections	1979	1984	1989	1994
Taux de participation	63%	61%	58,4%	56,8%

Fig. 1 : Evolution du taux de participation entre 1979 et 1994[20]

Cette dernière constatation correspondait à une analyse de la situation en France. Pourtant, si l'on établit la courbe du taux de participation aux élections européennes depuis que la population est appelée à désigner ses représentants, on constate qu'il ne s'agit pas seulement d'un élément national particulier, mais bien d'un mouvement général de l'opinion publique à travers toute l'Union. Détaillés au niveau national, la participation n'augmente que dans trois Etats : Danemark, Espagne et France selon une fourchette comprise entre 4 et 6 points. En revanche, le taux de participation diminue très fortement partout ailleurs, y

16 Eurobaromètre standard n°41, Commission européenne, DG X, Bruxelles, Juillet 1994, pages 1 à 3. L'indice de satisfaction à l'égard de la démocratie dans l'UE indique une moyenne pour les 12 Etats membres de 48% de "pas satisfaits" contre 40% de "satisfaits" et celui sur la satisfaction à l'égard de la démocratie dans son propre pays signale 53% de "pas satisfaits" contre 43% de "satisfaits".
17 Eurobaromètre d'Europe centrale et de l'Est n°7, Commission européenne, DG X, Mars 1997, figures Annexes 4, 9, 11, 14 et 16. Selon l'Eurobaromètre précédent, réalisé 5 jours après le second tours des élections présidentielles, "[la] spectaculaire augmentation de satisfaction vis-à-vis de la démocratie semble être due à la récente campagne électorale présidentielle dont le déroulement était jugé par beaucoup d'observateurs comme satisfaisant et démocratique". Eurobaromètre de l'Europe centrale et de l'Est n°6, page 25.
18 Albert LEVY, "Cette sphère publique critique qui émerge" in Le Monde, rubrique Horizons-Débats, Mercredi 26 février 1997.
19 Ibid.
20 Tableau réalisé à partir des données fournies dans "Dossier Elections européennes du 12 juin 1994" in Les Echos du Parlement européen, n°96, Division Centrale de Presse, Strasbourg, Juillet / Août 1994, page 11.

compris en Belgique ou au Luxembourg - pays où le vote est obligatoire. Et les pertes rapportées au dernier scrutin de 1989 s'établissent dans une fourchette de -0,4 à -24 points. Pris en tendance, ces résultats montrent une baisse continue de la participation en Belgique, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Portugal, autrement dit dans quatre des six Etats fondateurs de la première Communauté Européenne.

Le taux de renouvellement des sièges sortants est également un bon indicateur pour mesurer l'attraction qu'exerce le mandat de député européen sur le personnel politique à travers l'Union. Or, sur une assemblée de 567 représentants, en juin 1994, 246 étaient des députés européens sortants. Le reste, soit 321 personnes au total, étaient de nouveaux élus[21]. Le taux de renouvellement est donc de 56,61%. C'est un nombre considérable que la déroute électorale des *Tories* au Royaume-Uni ou des socialistes en France et en Espagne ainsi que la redistribution des cartes politiques en Italie ne suffisent pas à expliquer. Les hautes responsabilités au niveau européen continue d'être perçue comme moins noble que celles mises au service de la nation. Ainsi, après 16 ans passés au Parlement européen et être arrivée à en devenir l'une des principales vice-présidentes, Nicole Pery a quitté les rangs du Parlement pour rejoindre ceux de l'Assemblée nationale française. Elle a été imitée par 7 autres de ses collègues sur une délégation de 15 socialistes. Placés par leur parti ou par la loi électorale de leur pays - en raison du non cumul des mandats électifs - devant le choix entre leur mandat national et leur mandat européen, rares sont les députés qui optent pour Strasbourg, même si cela ne se fait pas forcément de gaieté de coeur comme dans le cas de la socialiste française Frédérique Bredin. Celle-ci ayant protester de sa volonté de garder les deux mandats auprès de la direction de son parti. Seul, Michel Rocard a su obtenir un fauteil de sénateur sans perdre son siège à Strasbourg.

Dans un relevé[22] de la réunion des Leaders du PSE à Budapest les 26 et 27 novembre 1996, les dirigeants socialistes semblent avoir pris conscience du problème. Massimo d'Alema, secrétaire général du PDS, constate que "*le consensus pro-européen est en voie de disparition*". Lionel Jospin, pas encore Premier ministre, s'inquiète de ce que "*l'idée d'Europe recule dans les pays de l'UE, surtout à gauche*". Au constat amer de Rudolf Scharping, président du PSE, que "*pour beaucoup de gens aujourd'hui l'Europe, c'est la bureaucratie + les vaches folles*" Philippe Busquin, président du PS belge et vice-président du PSE, note, plus optimiste, qu"'*il faut que la politique reprenne les commandes*". Poul

21 Ibid., page 13.
22 "L'opinion publique et l'Europe", Note interne au Secrétariat du PSE, Réunion des Leaders à Budapest, 26/27/10/96.

Nyrup Rasmussen, leader du Danemark Socialdemokratiet, renchérit de son côté sur le volet social en déclarant en substance que "*seuls les sociaux-démocrates peuvent convaincre le peuple que l'UE peut les protéger en sauvant la «welfare society»"*. D'Alema veut croire que "*le PSE est devenu une réalité*", mais Lionel Jospin modère fortement son avis en estimant que "*l'efficacité du PSE a sensiblement augmenté mais ses travaux, y compris les Sommets, restent confidentiels et sont rarement mentionnés par la presse*" . Reprenant une formule qui lui servira durant la campagne législative de mai-juin 1997, il complète par la proposition de "*passer de la parole (position au sein du PSE) aux actes (prises de décisions gouvernementales au Conseil)*". Le relevé, à lui seul, de l'intervention de Constantinos Simitis, président du PASOK, est révélateur des affres dans lesquelles sont plongés les partis nationaux :

> *"Il faudrait faire connaître le PSE. Il faudrait que l'article 138A définisse des règles minimum et garantisse un statut aux partis européens, mais si personne ne relaie sa proposition à la CIG, il n'insistera pas".*[23]

Car le problème pour chacun des partis nationaux, tient au fait que la marche en avant vers des partis européens est aussi une remise en cause de leur propre maîtrise de l'agenda politique, de leur propre souveraineté. Éléments qu'ils ne souhaitent à aucun moment laisser échapper.
Les luttes feutrées entre les différentes délégations nationales à l'intérieur des groupes parlementaires, résultant d'élections européennes où les modes de scrutins sont presque aussi nombreux qu'il y a d'Etats membres, sont révélatrices de cet état de fait.

2) Des délégations nationales qui brouillent le message des Groupes parlementaires

Les thèmes de la campagne pour les élections européennes des 9 et 12 juin 1994 ont été assez illustratifs du retour des opinions publiques à des thèmes nationaux[24]. Ainsi, en France les élections ont aggravé le vote sanction de 1993 contre la direction du parti socialiste et se sont présentées comme une revanche des Gaullistes et des tenants d'une "autre Europe" sur la politique européenne de François Mitterrand. En Italie Marie-Claude Descamps croit pouvoir dire de l'Europe, *"qu'il n'en a pratiquement pas été question au cours de*

---

23 "Le PSE", ibid.
24 Cahiers "Les résultats des élections européennes" in Le Monde daté du Mardi 14 juin 1994, pages 52 à 56.

cette campagne, la moins passionnée depuis longtemps"[25]. Elle rajoute en correctif que "*les Italiens restant les plus fervents «tifosi» de la construction européenne, le débat de fond n'existe pas vraiment."* Il est, néanmoins, révélateur, que Forza Italia, qui est sorti grand vainqueur de la consultation avec 27 députés, l'ait alimenté par des slogans du type "*Compter plus en Europe"*. C'est à dire par le renversement du rapport entre les Etats membres et l'Union, selon une inspiration de nature libérale et nationale[26]. En Espagne, le PSOE est sévèrement sanctionné pour des raisons dues "*à la crise économique et aux affaires de corruption qui ont causé un tort énorme au gouvernement et au partis au pouvoir*". Il n'y a qu'en Allemagne où le score de 38,8% pour la liste de coalition CDU/CSU[27] conduite par le Chancelier Helmut Kohl, est analysé comme une approbation populaire du Traité de Maastricht[28]. Ce résultat ne doit pas pour autant cacher que "*la peur de l'abandon du Deutschmark reste forte, avec 67% d'opinions défavorables à cette éventualité. 55% des personnes interrogées souhaitent le maintien d'un Etat allemand autonome contre 40% un Etat européen commun*"[29].

Dans une enquête pré-électorale[30] sur l'influence attendue des questions nationales et européennes sur le vote aux élections européennes, il ressort que 55%, soit une large majorité des personnes interrogées comptaient se déterminer suivant des critères nationaux[31]. Seuls 37% en moyenne sur l'Europe des 12 envisageaient de voter selon des critères européens. Il n'y a que dans un seul pays, les Pays-Bas, que ces-derniers dépassaient - à 53% contre 38% - les critères nationaux.

L'enquête ajoute pour "*la plupart des personnes qui déclarent avoir l'intention de voter pensent que c'est le contenu de la politique proposée (58%) qui sera extrêmement important à leurs yeux au moment de voter, suivi par la couleur du parti (21%) puis par les caractéristiques individuelles des candidats (17%)*"[32].

Les partis socialistes et sociaux-démocrates, ainsi que leurs compétiteurs démocrates-chrétiens, ont bien tenté d'évacuer les thèmes nationaux en rédigeant et en adoptant chacun de leur côté, depuis les premières élections[33] du Parlement européen au scrutin universel direct, un Manifeste, sorte de plateforme électorale transcendant officiellement les frontières.

---

25 "Silvio Berlusconi en plein état de grâce", Le Monde, Op. cit., page 53.
26 Ibid.
27 Respectivement 32 % pour la CDU et 6,8 % pour la CSU.
28 Henri de BRESSON, "Une approbation massive de la poursuite de l'intégration européenne" in Le Monde, Op. cit., p. 52.
29 Ibid. L'article précise qu'il s'agit "d'un sondage effectué à la sortie des urnes par l'institut de recherches électorales de Mannheim, pour le compte de la chaîne de télévision ZDF".
30 Eurobaromètre n°41, Op. cit., p. 5 & 6.
31 Ibid., La question posée était "A propos de votre vote aux élections européennes, qu'est ce qui sera le plus important pour vous : votre opinion sur les problèmes nationaux ou votre opinion sur l'Europe ?", page A16.
32 Ibid., tableau 7, page A18.
33 Daniel SEILER, Op. cit., p. 118.

Sur le plan symbolique cela se traduit par l'adjonction du logo du PSE sur les affiches françaises du Parti socialiste pour les élections du 12 juin 1994. Pourtant en Allemagne, les affiches du SPD. n'arborent pas le logo. Pas plus que la CDU ne fait figurer le logo du PPE sur les siennes. Ces-dernières marquent bien la dimension européenne : le drapeau de l'Union côtoyant le drapeau allemand, mais cela s'arrête là.

C'est pourquoi, on serait tenté d'acquiescer à l'idée qu'"*à l'instar des gouvernements nationaux qui monopolisent la décision politique européenne, les directions nationales des partis entendaient se réserver la médiation de la volonté politique des électeurs européens. [...] Les premières élections européennes, dénuées de partis européens et fractionnées par la multiplicité des modes de scrutins, se résumèrent au déroulement presque simultané de neuf élections* nationales. *Le but de l'opération étant la désignation des* délégués nationaux *au Parlement européen. C'est un abus de langage d'évoquer l'élection européenne au singulier*"[34].
Cette analyse faite pour les élections de 1979 est valable 15 ans après à l'exception du nombre de pays et de partis impliqués dans le scrutin. Car il y a bien un paradoxe. Les partis élaborent à l'occasion des élections des Manifestes électoraux pour l'ensemble du territoire de l'Union, les électeurs disent se déterminer sur lesdits programmes électoraux et pourtant la motivation du vote reste malgré tout nationale.
L'échec de cette volonté de produire des élections à forte connotation européenne tend à démontrer deux éléments contradictoires : soit les partis n'ont pas su ou voulu populariser leur Manifeste, soit cette stratégie est inefficace et qu'il faudrait un changement qualitatif qui permette la tenue d'une véritable élection européenne. A l'appui de cette dernière thèse, il est possible de citer Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE[35] :

> *"Le PSE doit avoir une plate-forme idéologique distincte. […]. Le PSE a un problème de communication. […] Il faut dépasser le cadre des partis nationaux."*

Le nœud de ce paradoxe tient en effet dans cette difficulté pour les partis nationaux de céder un pouce de leur pouvoir à une structure les dépassant.

Pendant longtemps, les partis nationaux ont veillé, pour assurer leur pérennité, à ce que les députés européens soient élus selon un mode de scrutin propre à chaque Etat membre. Or, chacun sait qu'il y a de grandes variations suivant que

---

34 Ibid., pages 103 & 104.
35 "Le PSE" in Note interne au secrétariat du PSE, op. cit.

les députés aient été élus par un scrutin proportionnel national intégral comme en Espagne, en France, en Grèce[36], aux Pays-Bas et au Portugal, par un scrutin proportionnel national avec choix possible sur la liste comme en Allemagne[37], au Danemark et en Italie, par un scrutin proportionnel national plurinominal comme au Luxembourg, par un scrutin proportionnel par collège linguistique avec choix possible à l'intérieur de la liste comme en Belgique, par un scrutin semi-proportionnel par quorum à atteindre comme en Irlande ou enfin par un scrutin majoritaire uninominal à un tour comme au Royaume-Uni.
En effet, "*tout mode de scrutin, au-delà de la transmutation des voix en sièges, constitue un élément fondamental du processus global de fabrication d'un pouvoir majoritaire. Il a nécessairement des conséquences sur le nombre des acteurs politiques, sur leur autonomie et leur latitude d'action, sur les conditions, les lieux et les moments de leurs alliances et de leurs affrontements, sur la naissance, la durée et la mort des gouvernements qui en sont issus, sur le resserrement ou le desserrement des contraintes institutionnelles, sur le principe légitimant de l'ensemble du système politique et sur la perception générale de celui-ci*"[38].

Avec toutes les précautions d'usage qu'imposent la détermination des liens entre suffrages et répercussion sur les partis politiques, on peut dire avec Jean-Louis Quermonne citant Maurice Duverger que "*le scrutin majoritaire à un tour tend à instaurer un système bipartite (ou en tout cas bipolaire) constitué de partis à structure forte [...et] la représentation proportionnelle favorise un système multipartiste formé de partis à structure forte et indépendants les uns des autres*"[39].

Dans les deux cas, les modes scrutins majoritairement utilisés pour les élections européennes aboutissent à un renforcement des partis qui participent aux élections. Mais, en l'occurence, ce sont les partis nationaux qui sortent confortés et renforcés et non les partis européens. Ces derniers n'étant que la résultante de la consultation électorale.

Mais par delà les élections, l'attitude générale des groupes parlementaires - qui, on l'a vu, sont les détenteurs réels de la représentation - est largement influencée par le poids des principales délégations nationales qui les composent.

---

36 En Grèce, le scrutin n'est pas totalement intégral puisqu'il existe un seuil de 3% du total national à franchir pour être admis à la répartition, Le Monde, Op. cit., page 55.
37 A noter qu'en Allemagne, le scrutin à la proportionnelle n'est pas intégrale mais que seules les listes ayant reccueilli 5% des voix du total fédéral sont admises à la répartition, Le Monde, Op. cit., page 52.
38 Jean-Luc PARODI, "La proportionnalisation du système institutionnel ou les effets pervers d'un système sans contrainte", Pouvoirs, n°32, 1985, page 43.
39 Jean-Louis Quermonne, Les régimes politiques occidentaux, op. cit., pages 180 & 181.

PPE (D)	25,97%	**PSE (RU)**	29,44%
PPE (E)	16,57%	**PSE (D)**	18,69%
PPE (RU)	9,945%	**PSE (E)**	9,813%
PPE (F)	6,63%	**PSE (F)**	7,009%
Total	59,115%	**Total**	64,952%

Fig. 2 : Poids relatif des 4 premières délégations nationales au sein du PPE et du PSE en juillet 1997 [40]

Or, comme l'illustre le tableau représentant le poids relatifs des quatre principales délégations nationales au sein de chacun des deux principaux groupes parlementaires (Fig. 2), il existe une importante distorsion en terme quantitatif entre les délégations nationales. Ce phénomène s'explique de deux façons.

Premièrement, ce sont les traités qui fixent le nombre plafond de députés de chacune des délégations nationales au Parlement européen. Fixé initialement à 410, le nombre global de députés n'a cessé de croître. Passant successivement à 434 puis 518 et 567. Il s'est établit dernièrement à 626 avec l'élargissement à la Finlande, à l'Autriche et à la Suède. Ce nombre devrait, selon la modification apportée à l'article 137 du Traité de Rome par le projet de Traité d'Amsterdam, être porté à 700. Le 2ème paragraphe de l'article 138 du Traité de Rome assure qu'à l'intérieur de ce cadre "*le nombre des représentants élus dans chaque Etat membre doit assurer une représentation appropriée des peuples Etats réunis dans la Communauté*". En clair, les députés sont élus lors des élections européennes sur la base d'un nombre déterminé à l'avance proportionnellement à la taille de la population des Etats membres.

Deuxièmement, les scrutins provoquent des résultats très différents suivant le mode employé. Dans le cas du scrutin majoritaire uninominal à un tour, "*un changement d'un point peut provoquer un changement substantiel et complètement disproportionné sur la façon dont les sièges sont distribués*"[41]. Dans le cas d'un scrutin proportionnel, les variations d'une élection à une autre sont faibles et les risques d'alternance sont fortement limités.

La principale implication de l'hétérogénéité des modes de scrutin et particulièrement du scrutin britannique est l'imprévisibilité de la configuration de la future assemblée à l'occasion de son renouvellement quinquennal. Le scrutin majoritaire induit une telle distorsion que l'équilibre interne des groupes du PSE et du PPE s'en trouve perturbé.

---

40 Tableau réalisé à partir des données fournies dans "Le point de la session" in Info session, Division Centrale de Presse, Strasbourg, Juin II 1997, PE 256.851/FR, page 4.

41 Klaus WELLE, secrétaire général du PPE, "Must the EP be dominated by the Socialists ?", 1997 <http://www.evppe.be>.

Pour le PSE, la part occupée par la première délégation, la délégation britannique, est extrêmement importante. Avec 63 députés - soit 29,44% du groupe parlementaire - le *Labour Party* est en mesure de peser largement sur la position du Groupe. Combiné à la social-démocratie allemande, c'est plus de 38% du groupe parlementaire qui est sous son contrôle. John Prescot, membre du *Labour Party* et du Bureau du PSE chargé des relations avec les syndicats, a beau assuré que "*le Labour est devenu le seul parti pro européen de Grande-Bretagne*"[42]. Nicole Fontaine (PPE, F), première vice-présidente du Parlement, estime pour sa part : "*je n'ai pas l'impression qu'il y ait de grandes différences finalement entre ce qui se passe chez nous [au PPE] et ce qui ce passe au PSE. Et c'est d'ailleurs normal, on retrouve les mêmes états d'âme si vous voulez. Je crois que la position britannique est au fond la même. Elle n'est pas exprimée de la même façon, mais les Tories et les travaillistes, ils disent «élargissons» mais ils ne sont pas du tout pour une Europe fédérale"*[43].

Pour le PPE, en revanche, c'est la délégation allemande qui pèse le plus. Avec ses 47 députés - soit 25,97% du groupe - la CDU/CSU a réussi, en dépit de l'opposition initiale des partis authentiquement démocrates-chrétiens[44], à imposer l'ouverture du groupe aux *Tories* britanniques et à devenir le pilier central du groupe parlementaire. Nicole Fontaine reconnaît le poids de la délégation allemande en ces termes :

> *"Il y a au sein de notre Groupe, quelque chose qui évidemment pèse très très lourd. Cela ne vous aura certainement pas échappé, c'est que nous avons 47 Allemands. Et que les Allemands, disons depuis le début, sont particulièrement motivés pour l'intégration de tous les Pays de l'Europe Centrale et Orientale pour des raisons évidentes que je n'ai pas besoin de vous décrire, et à l'égard desquels ils faut que nous soyons attentifs, parce qu'il ne faudrait pas qu'il y ait une dérive de l'Europe vers le Grand Est, le grand Nord et qu'un équilibre entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud soit trop…."*[45]

Bien souvent, et pour rajouter à la confusion, des raisons divergentes sur le fond se retranscrivent par des prises de positions convergentes quant à la forme. Ainsi, les délégations allemande et anglaise au Parlement européen poussent toutes les deux à l'élargissement.

> *"Pour certains, à l'intérieur du PPE, pas du Parti, mais du groupe il s'agit des Britanniques, les intentions sont beaucoup moins claires. Et là, vous retrouvez deux conceptions qui sont diamétralement opposées. Les uns qui se disent la venue de ces pays va renforcer l'Europe que*

---

42 "L'Elargissement" in Note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.
43 Nicole Fontaine, op. cit.
44 Daniel SEILER, Op. cit., page 111
45 Nicole FONTAINE, interview donnée le 18 juillet 1997 à Strasbourg au Palais de l'Europe.

nous voulons et puis, les autres, dont les Britanniques, mais pas seulement les Britanniques, qui se disent «nous sommes partisans de la grande l'Europe ouverte parce qu'elle va amplifier l'Europe du Grand Marché, l'Europe du Libre-échange. Et plus le marché est grand et plus, bien sûr, les possibilités et les potentialités pour les entreprises seront grandes, mais on s'arrête là. Et plus on sera nombreux et moins ce sera facile de réformer l'Union»."[46]

Cette convergence provoque une réaction de méfiance parmi les membres des délégations des pays de l'Europe du sud, comme le laisse entendre le précédent extrait de l'interview donnée par Nicole Fontaine ou encore Helena Marinacci (PSE, I) qui se prononce contre l'élargissement, tel que prévu, dans la mesure où les pays candidats ne sont pas encore en mesure de répondre aux critères économiques fixés par le Conseil de Copenhague. Elle reconnaît cependant que certains pays, la Slovénie par exemple, sont très proches des conditions du nord-est de l'Italie. Felipe Gonzalez va plus loin : "*s'il n'y a pas de redistribution [au sein de la PAC et des Fonds structurels], cela signifie que les pauvres devront payer l'élargissement, alors qu'un pays en sera le principal bénéficiaire puisqu'il est le principal exportateur, dans ces conditions il n'y aura pas de ratification de l'élargissement*"[47]. C'est ainsi que les convergences de certaines délégations se révèlent être les divergences des autres.

De plus, György Konrad soulève, avec à propos, un autre point sensible sur lequel se greffent des discussions feutrées mais fermes au sein des groupes parlementaires et des partis. Selon lui "*la solution européenne convient plus aux petites nations européennes que le point de vue des grandes nations résolues à assurer leur hégémonie.*[48]" Il ajoute : "*Les petites nations doivent enseigner aux grandes la philosophie plus patiente qui leur est propre, de peur de voir les géants vaniteux commencer à faire des moulinets menaçants*".
Cet avis n'est pas infondé puisque Paavo Lipponen, leader du SDP finlandais, estime à propos de la conférence intergouvernementale que "*ce sont les grands pays qui posent des problèmes, pas les petits*"[49]. Derrière cette remarque se cache en réalité la critique du refus des grands pays ayant deux Commissaires à la Commission européenne de n'en avoir qu'un seul dans le cas d'une réforme institutionnelle allant dans le sens d'un renforcement du Conseil au détriment de la Commission. Mais une meilleure disposition des petits Etats à l'égard de la conférence intergouvernementale est un élément qui reste à confirmer. En effet, sur le plan de l'harmonisation fiscale au regard de la position très particulière qu'occupent certains pays, dont le Luxembourg, il convient d'être très prudent.

---

46 Ibid.
47 Note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.
48 G. KONRAD, L'antipolitique, op. cit., page 63.
49 "La CIG", Note interne au Secrétariat du PSE, Op. cit.

Aussi, la remarque qu'adresse György Konrad aux grands Etats est également valable pour les petits : "*Les grands Etats-nations de l'Europe ont toujours subordonné les intérêts divers de l'Europe à leurs propres intérêts nationaux égoïstes, et comme résultat leur importance nationale n'a fait que s'affaiblir : ils sont devenus des victimes*"[50].

Les divergences d'appréciations s'appuient également sur les sphères linguistiques. Les Pays d'Europe Centrale où l'allemand et l'anglais sont les langues les mieux maîtrisées ont plus de chances d'obtenir le soutien de ces deux pays que les autres. De fait, c'est ce qui se produit. Selon une étude sur les langues pratiquées en Europe centrale et orientale[51], l'allemand est parlé par 33% de la population en République tchèque, par 13% en Pologne, par 19% en Slovaquie et par 8% en Hongrie. L'anglais arrive dans la majeure partie des cas deuxième ou troisième langue étrangère après le russe et l'allemand. L'anglais est le plus parlé en Slovénie avec 31%, en République tchèque avec 16% et en Pologne avec 11%. Le français n'est parlé qu'en Roumanie, en Bulgarie et en Pologne par respectivement 10%, 4% et 3% de la population de ces pays. Il est frappant de constater que l'usage et la compréhension de l'allemand sont plus importants (33%) que ceux du slovaque (26%) en République tchèque. Alors qu'en Slovaquie, le pourcentage est de 35% de locuteurs et de comprenants du tchèque pour 19% en allemand. La langue allemande est sans conteste la première langue de l'Union européenne parlée en Europe centrale. Elle se place en moyenne 15 points derrière le russe. L'ensemble de ces données sont à prendre avec énormément de circonspections puisque de puissantes évolutions sont actuellement en œuvre. Ainsi, dans une autre enquête[52], l'allemand et le russe diminuent fortement respectivement de 10 et 14 points en République tchèque replaçant de ce fait, le slovaque comme première langue étrangère comprise et parlée. L'analyse et la comparaison des deux enquêtes, réalisées à un an d'intervalle, tendent à montrer un renforcement léger mais progressif en faveur de l'allemand et de l'anglais au détriment du russe et des autres langues de l'Europe centrale. Le français régresse et disparaît même des statistiques pour la Pologne, en franchissant la barre des langues comprises et parlées par moins de 3% de la population. Un coup d'œil rapide sur le paysage linguistique de l'Europe du Centre-Est permet donc de saisir à quel point, la République fédérale d'Allemagne dispose d'un avantage dans cette partie du continent. La pénétration des marchés et la diffusion des produits allemands sont d'autant plus faciles que les consommateurs sont en mesure de comprendre les notices et les arguments qui en entourent la vente. Il s'agit là d'un plus non négligeable que

---

50 G; KONRAD, Op. cit., page 61.

51 Eurobaromètre Europe Centrale et orientale, n°6, Commission, DG X, Bruxelles, mars 1996, pages 64 et 65.

52 Eurobaromètre Europe Centrale et orientale, n°7, Commission, DG X, Bruxelles, mars 1997, Annexes, Figure 75.

parlementaires et responsables allemands ont en tête, comme leur en fait grief le député français Charles de Gaulle au nom du groupe I-EDN en déclarant : "*Personne n'ignore, par ailleurs, les directions traditionnelles de l'expansionisme allemand. [...] L'intégration dans l'Union européenne aurait notamment pour conséquence que ces Etats ne pourraient plus s'opposer au rachat des entreprises locales par des sociétés opérant à partir des autres pays de l'Union*"[53]. Déclaration que Peter Gowan explique en ces termes : "*la consolidation de l'influence des Douze chez les* PECO *était une manière d'y assurer la stabilité dont l'Allemagne, leur principal client et fournisseur, avait besoin à ses frontières orientales*"[54].

Quelles peuvent être les pistes de sortie pour aplanir les dissensions internes aux groupes suivant les délégations nationales ? Existe-t-il une solution ? Une des pistes envisageables - déjà inscrite dans le Traité de Maastricht en son article 138- 3ème paragraphe, remodifié depuis par le projet de Traité d'Amsterdam[55] - serait une harmonisation des modes de scrutin lors de l'élection des députés au Parlement européen. Placés devant les électeurs suivant la même procédure, les députés partageraient ainsi les rythmes d'une même campagne et les contraintes d'un même scrutin. En revanche, rien n'indique que l'harmonisation empêchera l'apparition de dissensions au sein des groupes parlementaires. Car elle laisse en suspens la question de savoir quel mode de scrutin, majoritaire ou proportionnel, reccueillera les faveurs du Parlement européen et l'assentiment unanime du Conseil. Sauf à s'attaquer frontalement au problème de la taille des - ou de la - circonscriptions électorales, elle ne règlera qu'indirectement la question de la taille des délégations et par là celle du risque d'hégémonisme de certaines d'entre elles.

Cependant, au vu du peu d'empressement du personnel politique pour se présenter dans un autre pays de l'Union que leur pays d'origine de même que le très faible nombre de citoyens européens résidants dans un autre Etat membre de l'UE s'étant inscrits sur les listes électorales pour pouvoir voter lors des élections des 9 et 12 juin 1994, un long chemin reste encore à parcourir pour sortir du cadre politique national.

---

53 Charles de GAULLE, compte rendu in extenso des séances, Parlement européen, division du compte rendu, Luxembourg, 15-16 juillet 1997, séance consacrée à l'Agenda 2000, page 50.

54 PETER GOWAN, "Elargissement à l'Est, un saut dans l'inconnu pour l'Europe", Des illusions persistantes malgré la crise de la Communauté, in Le Monde diplomatique - Octobre 1996 - Pages 12 et 13.

55 Traité sur l'Union européenne, Article 138 -3e § : "Le Parlement élabore un projet en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme ou des principes communs à tous les Etats membres.
Le conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, arrêtera les dispositions dont il recommendera l'adoption par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives."

Dans un contexte où les principales formations sont peu connues voire ignorées, y compris de leur propre électorat. Dans un Parlement où les membres de chacun des groupes parlementaires n'oublient pas que leur avenir se joue plus sur la scène politique de leur pays d'origine que dans l'espace de l'Union. Dans un Parlement encore, où les délégations nationales ne rencontrent que peu de résistance à l'énoncé de positions divergentes entre elles à l'intérieur d'un même groupe parlementaire, il n'est pas surprenant que les termes du débat portant sur l'élargissement paraissent pour le moins obscurs aux yeux des citoyens européens. Mais pour qu'il y ait débat, il faut la conjonction d'un intérêt, d'une réflexion et d'une opposition de vue. Le débat européen semble manquer cruellement de ces trois éléments. Pour éclairer l'attitude des socialistes et des démocrates-chrétiens européens, il serait intéressant de voir quelles sont les sources de ce manque d'intérêt.

3) L'élargissement : un débat qui n'existe pas aux yeux des opinions publiques

La réconciliation de l'Europe avec son histoire, à travers le puissant mouvement de sympathie qui a accompagné la chute du mur de Berlin, est en passe de sombrer au mieux dans les querelles de boutiquiers sur le coût de la réunification et au pire dans l'oubli. Le plus grand problème auquel ont à faire face les partis européens est certainement le vide laissé par les intellectuels dans la réflexion sur le devenir du continent. Comment, en effet, ne pas reconnaître avec Edgard Morin que "*l'Europe aujourd'hui, pour les Européens de l'Ouest, c'est du beurre excédentaire, des quotas laitiers, des luttes fratricides entre porcs hollandais et français, des réunions interminables où l'on arrache au petit matin un 0,01 de hausse ou de baisse sur la betterave, des attachés-cases pérégrinant de Bruxelles à Strasbourg, des indices de production, des taux comparés d'inflation. La pensée des problèmes européens est réservée aux euro-techno-crates et à des députés, que nul électeur ne saurait reconnaître, siégeant dans un Empyrée strasbourgeois*"[56].

Or, pour exister tout débat doit être théorisé, médiatisé, popularisé par les intellectuels. C'est grâce à leur travail de digestion intellectuelle que les populations peuvent s'emparer d'une question. Car "*les intellectuels ont pour mission/fonction irremplaçable de poser publiquement les problèmes fondamentaux de la culture, de la cité et, plus encore, de l'éthique*[57]". Par leur action, ils aident à la compréhension du monde et de son évolution en replaçant celle-ci dans son contexte économique, historique ou encore philosophique. Pour

56 Edgard MORIN, Penser l'Europe, coll. Folio actuel, Gallimard, Paris, 1990, page 215.
57 Edgard MORIN, Ibid., page 217.

Edgard Morin, "*le vrai problème est de savoir si les intellectuels sont aujourd'hui en état et en mesure de jouer ce rôle*"[58]. Il ajoute :

> *"Or de formidables pressions professionnalistes, technocratiques, scientifico-disciplinaires, tendent à réduire et détruire le rôle de l'intellectuel aujourd'hui"*[59].

S'il rappelle à juste raison que pour fonctionner "*nos sociétés ont besoin d'une sphère publique non spécialisée, non technnicisée, ouverte aux problèmes génériques et généraux, et les processus qui détruisent cette sphère suscitent des contre-processus qui tendent à la préserver et la régénérer*"[60]. Il fait preuve de beaucoup d'optimisme dans la mesure où les intellectuels ont de plus en plus tendance à être relégués aux marges d'une société où la "*gestion d'autrui ne s'opère plus principalement par la discipline et la normalisation mais par commutation et spectralisation des masses. Consommation, communication, transport et urbanisation de masse assignent des myriades d'autrui à cohabiter, à se côtoyer sans se voir, échanger sans commercer, se rencontrer sans s'affronter. [...] Rencontres et échanges innombrables, fractals, spectrals, sans altérité mise en jeu et donc sans risque d'altération*"[61]. En d'autres termes, il n'y a plus enrichissement par la découverte et l'échange, mais cohabitation forcée d'individus aux comportements de plus en plus hédonistes.

De plus, par leurs prises de position dans le passé, bon nombre d'intellectuels se sont disqualifiés en fermant les yeux sur des régimes dictatoriaux. Ils n'ont entendu, pour certains, les appels au secours des intelligentsia de l'Est ou de l'Amérique latine que très tard. De ces engagements passionnés, les intellectuels en ont gardé des séquelles. Au point que leurs engagements contemporains sont frappés du sceau de la prudence. Et leur silence d'aujourd'hui est particulièrement pesant car il prive la population des repères dont elle a besoin pour débrouiller l'écheveau complexe des nombreuses interactions mises en jeu par le processus d'élargissement.

Pour compenser cette absence de repères, les sociétés occidentales font preuve d'une boulimie d'information. Dans cette course frénétique après les médias dans laquelle elles se sont engagées, la consommation des sondages et des enquêtes ne se transforme pas pour autant automatiquement en centres d'intérêt. Car s'il est une chose surprenante, c'est bien le parallélisme qui peut exister entre d'une part une soif réelle d'information et d'autre part l'intérêt modéré manifesté par la population des Etats membres au sujet des affaires liées à l'Union.

---

58 Ibid.
59 Ibid.
60 E. MORIN, Op. cit., page 218.
61 Ibid.

A l'appui de cette assertion, une enquête menée de février à mai 1997 pour le compte de la Commission européenne[62] fait ressortir d'un côté que 62% contre 36% de la population, en moyenne, ont le sentiment de ne pas être informés sur l'UE. Les pays périphériques de l'Europe présentant même un pic allant de 69% pour l'Italie à 75% pour le Portugal en passant par 72% pour la Grèce et la Finlande. On notera qu'une amélioration de 2 points a été enregistrée par rapport à une enquête précédente[63] menée en mars 1995. Cependant, on constate dans le même temps que 52% des personnes interrogées disent ne pas s'intéresser aux affaires liées à l'Union européenne[64]. 17% vont même jusqu'à dire ne pas s'y intéresser du tout. Une fois encore, c'est dans les pays de l'Europe du Sud que l'on trouve les résultats les plus bas : 20% au Portugal, 24% en Italie et 31% en Espagne. Au contraire, l'intérêt est le plus marqué dans les Etats membres proches des pays qui ont fait acte de candidature. Il s'agit de l'Allemagne (15%), de l'Autriche (20%) et de la Grèce où 32% des personnes interrogées disent beaucoup s'intéresser aux affaires de l'UE.

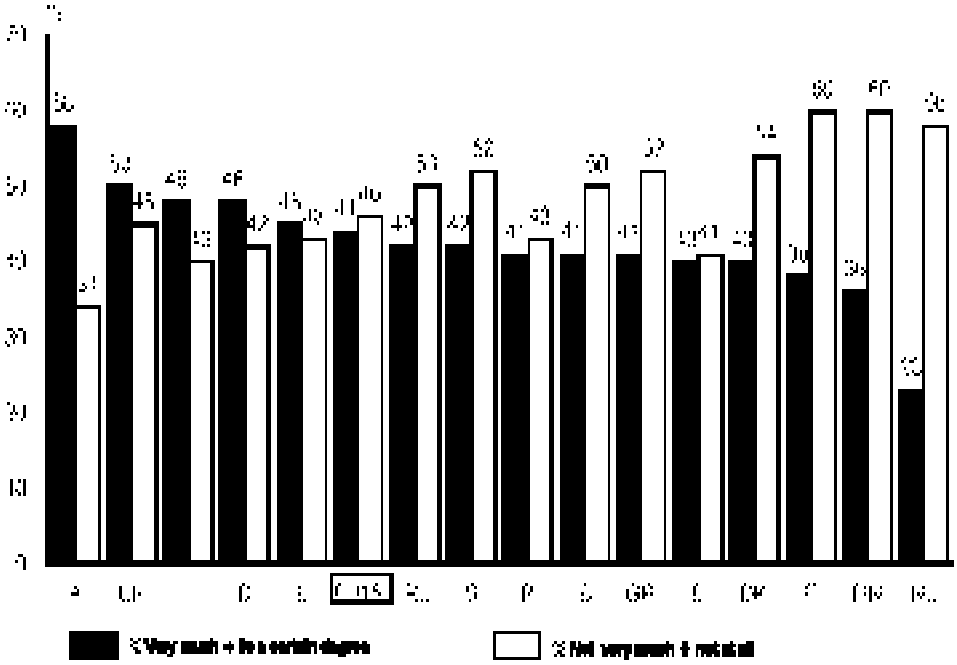


Fig 3 : Tableau Impact de l'élargissement (en%/pays)
Question : "Si le nombre de pays membres de l'Union européenne augmentait, pensez-vous que, personnellement, cela vous affecterait ?" [65]

L'impact de l'élargissement sur un plan personnel a également été étudié (Fig. 3). On constate dans le tableau qu'à l'exception de l'Autriche, du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Allemagne et du Luxembourg, la moyenne des Etats membres montre un état de l'opinion publique plutôt balancé. En effet, 44% des personnes

62 Eurobaromètre n°11, série Europinion, Commission européenne, DG X, Bruxelles, juin 1997, FIG. 2.
63 Eurobaromètre, n° 43., Op. cit., page 61.
64 Eurobaromètre, série Europinion n° 11, Op. cit., Tableau 1.
65 Ibid., Tableau 19.

interrogées pensent qu'elles seront personnellement affectées contre 46% qui estiment qu'il n'y aura pas d'impact. Plus frappant, l'Irlande, la Traité de Rome, la Belgique, la Grèce, le Danemark, la France, la Finlande et les Pays-Bas enregistrent des écarts très importants. Dans le cas des Pays-Bas, l'écart est même de 25 points. Un tel résultat, s'il est rapproché du taux de participation particulièrement faible des élections européennes de juin 1994, tend à montrer une véritable constance dans cet Etat membre de l'Union. Ainsi, pour la majorité des 2/3 des pays membres l'élargissement n'aura pas d'impact sur un plan personnel. Il est saisissant de voir à quel point deux pays limitrophes de l'espace Schengen comme l'Allemagne et les Pays-Bas peuvent avoir des réactions totalement différentes. Il semblerait qu'à cette question, les pays les plus exposés à un mouvement migratoire soient également ceux qui ont la sensibilité la plus importante. En revanche, les personnes interrogées paraissent ne pas avoir pris en compte les répercussions que l'élargissement ne manquera pas d'avoir sur les grands systèmes de cohésion sociale et leur financement, y compris pour des pays épargnés par une hypothétique vague migratoire.

Lorsque ces données sont mises en relation avec les résultats d'une enquête sur le précédent élargissement à l'Autriche, à la Finlande et à la Suède, on peut constater que c'est moins les pays candidats à l'adhésion qui laissent indifférents que le prochain élargissement à l'Est en lui-même.
Ainsi, à propos de l'élargissement du 1er janvier 1995, 53% des personnes interrogées estiment qu'il n'aura aucun effet sur les gens comme eux, 6% que cela aura des effets négatifs et 29% des effets positifs[66]. Les Suédois (18%), les Autrichiens (16%) et les Finlandais (13%), à savoir les derniers entrants dans la Communauté, étaient les plus nombreux à considérer que cela auraient des effets négatifs. Ce sont ces trois mêmes pays qui considèrent, dans des proportions à peu près équivalentes, que l'élargissement aura des effets négatifs sur la politique de l'Union à l'égard des pays d'Europe de l'Est[67].
On notera toutefois qu'à cette dernière question, la moyenne des personnes dans l'Union escompte à 38% des effets positifs contre 10% des effets négatifs 27% n'attendant aucun effet. On peut donc se risquer à dire, qu'en mars 1995, la population dans une majorité d'Etats membres ne pense pas que l'élargissement aura des répercussions sur un plan personnel. En revanche, la population des derniers pays membres voit l'entrée dans l'Union d'un œil nettement plus critique. Cette circonspection concernant autant les implications personnelles que les développements futurs de la politique de l'UE en direction des PECO.

---

66 Eurobaromètre, n° 43., Op. cit., page B.83.
67 Finlande (19%), Autriche (16%) et Suède (14%), Eurobaromètre, n°43, Op. cit., page B.82.

Si les affaires liées à l'UE les intéressent peu et s'ils sont une minorité à se sentir personnellement affectés par l'élargissement, quels sont donc les préoccupations des habitants de l'Union ? Quels sont les pays qu'ils accueilleraient favorablement, et lesquels ont leur confiance ?

Pour pouvoir cerner correctement la place qu'occupe, pour les citoyens de l'Union, le débat sur l'élargissement, il faut s'attarder sur leurs attentes en matière d'information concernant les politiques de l'UE. On ne perdra pas de vue que cela correspond au besoin de 65% des personnes interrogées.
Les trois principaux sujets qui retiennent l'attention sont la lutte contre le chômage (62%), la protection de l'environnement (61%) et la santé et la protection sociale (60%). En revanche, seulement 36% veulent en savoir plus sur la politique étrangère à l'égard des pays tiers - parmi lesquels il faut ranger les Pays d'Europe Centrale -, 34% sur la participation des travailleurs à la direction des entreprises et 33% sur la réglementation des médias. Sur une liste de 22 thèmes, la politique étrangère en direction des pays tiers se place vingtième, très loin derrière des thèmes sociétaux. Assez globalement, c'est l'ensemble des sujets traités directement par l'UE qui se retrouve en queue de liste. Il est possible de prendre cette donnée comme un élément explicatif des 52% de personnes se déclarant peu ou pas intéressées par les affaires de l'UE.

Pour évaluer l'opinion de la population à l'égard des pays candidats, la question a été posée, en décembre 1994, de savoir comment serait accueillie la candidature de pays voulant faire partie de l'Union[68]. Les réponses montrent un très net décalage entre trois groupes. Le premier rassemble les pays scandinaves et l'Autriche avec des résulats oscillants entre 75 et 79% en faveur de leur entrée contre 8 à 10%. Le deuxième groupe, comprenant la République tchèque, la Hongrie et la Pologne, enregistre entre 49 et 55% d'avis favorables contre 25 à 29% d'avis défavorables. Enfin le troisième groupe, dans lequel figurent la Bulgarie, la Slovaquie, la Roumanie et la Slovénie, compte entre 44 et 46% de soutiens favorables contre 32 à 35% d'avis en leur défaveur.
Il est intéressant de constater comment la partition de la République fédérative tchèque-et-slovaque a pu jouer en défaveur de la Slovaquie de Vladimir Meciar. Celle-ci s'est retrouvée propulsée en moins de quatre ans dans le troisième groupe avec une cote de sympathie un peu inférieure à la Bulgarie et à peine plus importante que la Roumanie d'Ion Iliescu.

La confiance dans un pays se trouve être également un indicateur précieux. Il permet, en effet, de mesurer le niveau d'acceptation de certains par la

68 Eurobaromètre, n°42, Op. cit., page B.36.

population des Etats membres actuels. Vu en négatif, le taux de confiance (Fig. 4) agit aussi comme un révélateur des préjugés véhiculés par une population à l'encontre de ces voisins.

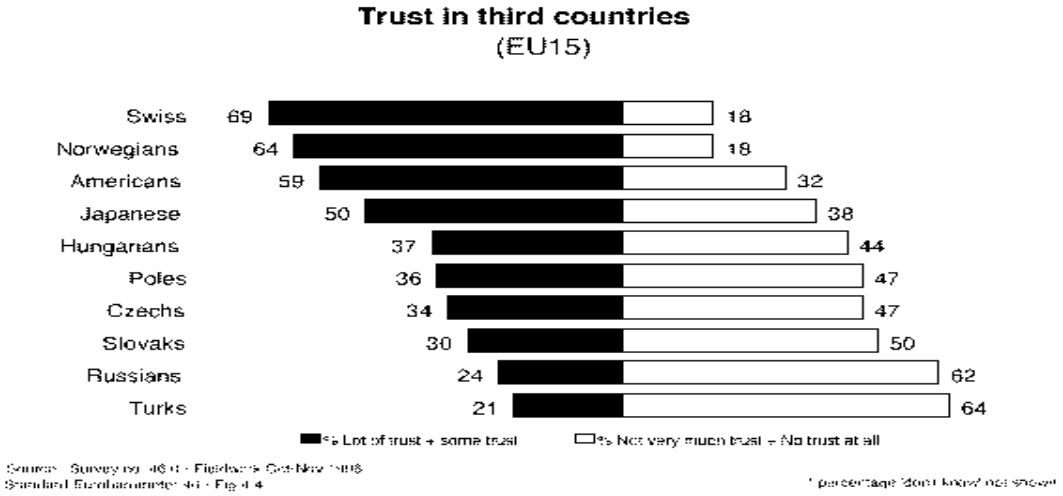


Fig 4 : Confiance dans les pays tiers (en% par pays)[69].
Question : À propos de la confiance que vous inspirent différents peuples, pour chacun d'eux veuillez me dire si vous avez une grande confiance, assez confiance, pas tellement confiance ou pas du tout confiance ?

Or, que peut-on constater ? Premièrement, Hongrois, Polonais, Tchèques et Slovaques échappent à la défiance qui frappe les Russes et les Turcs. Deuxièmement, ces quatre nations forment un groupe presque homogène. Troisièmement, la Slovaquie enregistre un moins bon niveau de confiance et une défiance plus importante que le reste du Groupe de Visegrad. Quatrièmement, dans tous les cas de figure et pour l'ensemble du Groupe, la défiance l'emporte sur la confiance entre 7 et 20 points. Le tableau général fait apparaître le léger handicap dont souffre les PEC auprès de l'opinion publique de l'UE. Un handicap qui ne se révèle pas être un obstacle infranchissable puisque 56% contre 24% des citoyens de l'Union pensent que d'ici 2010 ces quatre pays seront devenus membres à part entière de l'UE[70].

Dans l'ensemble, l'opinion publique européenne semble se méfier de pays qu'elle perçoit confusément comme devant inéluctablement faire partie de l'Union européenne. Cet état de fait repose sur la méconnaissance voire l'ignorance de la situation interne de ces pays. Ce qui a comme conséquence de maintenir à un niveau élevé certaines inquiétudes. Tout ceci se produisant dans un contexte de crise où la préoccupation principale est la recherche de tous les moyens susceptibles d'enrayer la progression du chômage. Ce que Nicole Fontaine, à propos de l'élargissement, résume d'une phrase :

69 Eurobaromètre, n°46, Op. cit., Figure 4.4, page B.47.
70 Eurobaromètre, n°43, Op. cit., page 72.

> *"Il y a eu un très grand engouement au début, et maintenant les opinions s'en fichent parce qu'il y a eu un repli nationaliste incontestable."*[71]

Poul Nyrup Rasmussen, leader du Socialdemokratiet danois, ajoute : "*l'élargissement est le plus grand projet politique de notre génération, mais cela ne sera pas un tremblement de terre car cela ne concerne pas énormément d'habitants et la production totale représente 5% de la production de l'UE (comme celle des Pays-Bas)*[72]". En effet, avec 64,5 millions d'habitants supplémentaires pour 371,6 millions actuellement dans l'Europe des 15, l'accroissement démographique de l'Union aux Pays de l'Europe Centrale serait marginal. Sur le plan des richesses, l'accroissement ne serait que de 2,7%[73].

Par ailleurs, si le débat a tant de mal à émerger, cela tient aussi au blocage propre à l'organisation politique et institutionnelle de l'Europe. Dans cette architecture, l'étiquette des principaux dirigeants des instances européennes joue un rôle non négligeable. Comme le laisse entendre Nicole Fontaine, les parlementaires ont des difficultés à sanctionner des Commissaires qui partagent la même philosophie politique et qui font partie de la même formation partisane :

> *"Beaucoup de nos positions sont malgré tout très influencées par le fait que vous avez la grande famille PPE, M. Martens, M. Santer, M. Jüncker, etc., etc., que cela marche main dans la main depuis des années et des années et qu'on ne va pas se faire de peine."*[74]

Sur ce point, le Parti Populaire Européen est d'autant plus freiné que Jacques Santer, président en exercice de la Commission européenne, a été le président du PPE entre 1987 et 1990. Il est entouré des Commissaires Marcelino Oreja en charge des relations avec le Parlement et des questions institutionnelles, Franz Fischler en charge de l'agriculture et du développement rural et Hans van den Brœk qui a le porte-feuille des relations extérieures avec les PECO, la PESC et le service extérieur, qui sont tous des membres éminents du PPE.

Pour une majorité d'entre eux, ces éléments concourent à vider le débat sur l'élargissement de sa substance et de sa vigueur. En effet, il devient la résultante de 15 débats nationaux entre démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates, pris dans le jeu des intérêts et des préoccupations nationales. Préoccupations qui sont plus tournées sur des questions sociales, telle que la lutte contre le chômage, plutôt que sur le calendrier et les modalités de l'élargissement. Cela est d'autant plus vrai que les partis européens logiquement désignés pour porter ce genre de

---

71 Cf. Annexes E. Interview de Nicole FONTAINE, Op. cit.
72 "L'élargissement", Note interne au Secrétariat du PSE, Op. cit.
73 Calculs réalisés par la somme des PIB de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque et de la Slovaquie suivant les données fournies dans l'Agenda 2000, volume II, page 69.
74 Cf. Annexes E. Interview de Nicole FONTAINE, Op. cit.

débat sont totalement inconnus de l'opinion publique et que les dissensions internes ainsi que le ménagement des susceptibilités des uns et des autres aboutissent à stériliser l'espace dans lequel il pourrait librement s'épanouir.
Mais le rang secondaire des structures et le peu de cas que leur font les populations n'expliquent pas tout. Car, il est possible, même dans le désert politique, de se déchirer. Or, les deux principales formations politiques européennes ne le font pas. C'est donc qu'elles sont marquées par d'autres caractéristiques.

B] Une domination numérique au sein du PE et une pratique parlementaire consensuelle

L'attitude d'un parti politique est conditionnée par plusieurs éléments externes et internes. Dans les éléments externes, on compte : l'état et la réceptivité de l'opinion publique, le soutien ou l'hostilité des forces sociales et des autres partis politiques le mode de scrutin ou encore la proximité géographique et temporelle des termes du débat, sans compter les échéances électorales. Il y a également des éléments internes, parmi lesquels il convient de ranger : le nombre d'élus, les trajectoires personnelles, la force d'attraction sur les autres partis et la doctrine philosophique autrement dit la localisation sur l'axe politique.

Par delà les éléments internes et externes, on trouve des éléments intermédiaires : le puissant effet bipolarisant exercé par le Parlement européen sur les partis européens, la propension à la modération sociale et politique et la recherche du consensus des deux principaux courants de la pensée démocrate joue un rôle important dans leur posture et leurs prises de position.

1) Le PSE et le PPE au Parlement Européen : la revanche des "cabris"[75]

Dès les premières élections du Parlement européen au scrutin universel direct des 7 et 10 juin 1979, le PSE, qui n'est alors que l'Union des Partis socialistes et sociaux-démocrates de la Communauté européenne, et le Groupe du Parti Populaire Européen se taillent la part du lion. Dès le premier scrutin en effet, ils totalisent 53,7% des sièges. Cette première victoire est primordiale car elle consacre ces deux formations, chacunes dans leur camp politique, comme force-pivot. Aucune décision majeure ne peut désormais être prise sans le consentement de l'une ou de l'autre. A lui seul, le PSE - avec ses 214 députés et

75 Terme péjoratif employé, par Charles de Gaulle, président de la République française, lors de la conférence de presse télévisée du 5 septembre 1960 pour stigmatiser les promoteurs d'une construction européenne fédérale.

ses 34,2% - peut bloquer l'adoption d'une motion de censure à l'encontre de la Commission européenne - acte requérant la majorité des 2/3 du Parlement.
Le projet de Traité d'Amsterdam simplifie la procédure de codécision entre le Parlement européen et le Conseil visée à l'article 189 B[76]. Cependant, en dépit de ces modifications, le PSE ou le PPE sont toujours en mesure de gêner l'adoption d'une position commune, cette dernière devant être adoptée à la majorité absolue des membres du Parlement - soit 323 députés + 1. En effet, pour arriver à totaliser les 324 voix nécessaires, la capitalisation des voix du Groupe de la Gauche Unitaire Européenne, de philosophie communiste, celles des Verts, celles des Radicaux (ARE), celles des Libéraux, Démocrates et Réformateurs (ELDR), celles de L'Union pour l'Europe (UPE) regroupant les députés français du Rassemblement pour la République (RPR) et de Forza Italia de Silvio Berlusconi, celles des Indépendants pour l'Europe Des Nations (I-EDN), qui comptent Philippe de Villiers et Jimmy Goldsmith parmi elles, celles des non-inscrits - dont celles de Jean-Marie Le Pen et des post-fascistes de l'Alleanza Nazionale - doit être réalisée autour de l'un ou l'autre des deux partis. Autant dire, une gageure rarement réalisée par les autres groupes parlementaires.

Partis/Elections	1979	1984	1989	1994
PSE+PPE	53,7%	55,3%	58,2%	62,6%

Fig. 5 : Poids cumulé du PSE et du PPE au sein du Parlement européen à chaque scrutin direct[77]

A ce poids énorme, vient s'ajouter la fragmentation des autres groupes. Ainsi des listes, qui dans leur pays participent à une même majorité, par exemple l'UDF et le RPR voire le Mouvement Pour la France en France, Forza Italia et l'Alleanza Nazionale en Italie, ne siègent pas ensemble dans l'hémicycle européen. Et lorsque des regroupements s'opèrent, comme en 1991 avec l'entrée des *Tories* britanniques et de deux députés danois, en 1994 avec celles des députés français de l'UDF et en 1996 enfin avec le ralliement des députés portugais du PSD du Groupe Européen des Libéraux, des Démocrates et des Réformateurs (ELDR) au PPE ils suivent un mouvement centripète. A Gauche, le même phénomène s'est produit en 1994, lorsque 20 députés communistes Italiens du Partito Democratico della Sinistra (PDS) ont fusionné avec le PSE.

La simple énumération des autres forces ne rend pas compte non plus du faible poids relatif de ces-dernières. En effet, aucune n'arrive à atteindre la barre symbolique des 10%[78]. Même l'UPE, pourtant troisième force politique, ne

76 Cf. Modification de l'article 189 du Traité sur l'Union européenne en Annexes.
77 Klaus WELLE, Ibid.
78 Cf Annexes H. Ventilation des députés en fonction de leur nationalité et de leur parti.

regroupe péniblement que 8,79% des députés. Pour cette formation, l'unique choix qui s'offre est, soit la fusion à terme avec le PPE soit le rapprochement avec le groupe ELDR, celui des I-EDN et enfin avec les non-inscrits où sont regroupés depuis 1994 tous les nationalistes d'extrême-droite de l'Union européenne. Cette stratégie "à l'Italienne"[79]n'est toutefois pas le scénario le plus probable, en dépit du précédent qu'a pu représenter, en octobre 1994, l'admission de 6 représentants de l'Alleanza Nazionale, en qualité de membres associés, dans le groupe des Démocrates Européens de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe où se retrouvent les élus du RPR, les *Tories* britanniques et les conservateurs de Scandinavie et d'Europe centrale[80]. Quand bien même, elle serait menée avec succès, elle ne permettrait à ce nouveau Groupe de ne peser que 16,61%. Appréciable certes, mais encore largement insuffisant pour peser dans les débats.
A Gauche, la situation n'est guère plus brillante. S'ils se coalisaient, à l'image du groupe RCV[81] à l'Assemblée nationale française, la GUE/NGL, Les Verts et l'Alliance Radicale Européenne (ARE) ne pèserait guère que 12,39%. Soit à peine 2 points de plus que le score du seul parti communiste en 1979 [82].

A la cohésion et au poids imposant des deux formations, vient s'ajouter également la force d'attraction. En effet, si les autres groupes connaissent la sempiternelle valse des étiquettes et des départs à répétition, PSE et PPE font preuve quant à eux d'une étonnante continuité et jouissent d'une capacité d'attraction indéniable sur les autres groupes.
Le PPE, fondé par des démocrates-chrétiens se réclamant de Robert Schuman, de Konrad Adenauer ou encore d'Alcide de Gasperi le 8 juillet 1976, soit près de 3 ans avant la première élections au suffrage universel direct du Parlement européen, n'a jamais changé de nom et n'a eu de cesse de se renforcer, numériquement du moins[83], au fil du temps et des élections.

Parti/Elections	1979	1984	1989	1994	1997
PSE (sièges)	112	130	180	198	214
en% du PE	27,6%	30,0%	34,8%	34,9%	34,2%
PPE (sièges)	107	110	121	157	180
en% du PE	26,1%	25,3%	23,4%	27,7%	29,1%

Fig. 6 : Evolution du nombre de députés du PSE et du PPE au sein du PE à chaque scrutin direct

79 Qualificatif provenant du premier gouvernement Berlusconi présenté le 10 mai 1994 et où figuraient 5 membres du Movimento Sociale Italiano (MSI) et 5 autres de la Lega d'Umberto Bossi. Cf. Rapport 1995, Panorama des actes racistes et de l'extrêmisme de droite en Europe, Centre de Recherche, D'Information et de Documentation Antiraciste (CRIDA), Paris, novembre 1994, page 79.
80 Ibid. page 84.
81 Radicaux, Communistes, Verts (RCV). Groupe constitué suite aux Législatives anticipées du 25 mai et 1er juin 1997 en France.
82 En 1979, le Groupe communiste au Parlement Européen représentait 10,8 % des sièges, Klaus WELLE, Ibid.
83 Le poids relatif du PPE a connu des revers entre 1979 et 1989. Cf. fig. 6.

En ce qui le concerne, le Parti des Socialistes Européens - anciennement Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne, créée en 1974 - attend patiemment l'heure des prochaines élections de 1999. A chaque consultation, le poids numérique et relatif de son groupe parlementaire n'a cessé de croître. Et ce n'est qu'en 1995, avec le dernier élargissement à la Finlande, l'Autriche et la Traité de Rome que son poids relatif s'est légèrement tassé.

Cependant, il faut prendre cet élément de stabilité avec beaucoup de prudence, car comme le rappelle Daniel Seiler, les accroissements successifs ont aussi altérés la nature de la formation et introduit l'hétérogénéité idéologique au sein des deux partis et principalement du PPE :

> *"L'hétérogénéité marquée du groupe démocrate-chrétien, rebaptisé PPE, l'a rendu maître dans l'art de la présentation de compromis lénifiants et vides de sens. Il n'est pas rare de voir le groupe se diviser lors du vote de motions à caractère politique - entre autres, condamnant des exactions commises par des pays fascistes. Ce groupe porte une large part dans la dégradation de la cohérence des options politiques au Parlement européen."*[84]

Au delà de l'attraction résultant de leur poids et de la diffusion très large de leur philosophie politiques, les deux partis sont d'autant plus incontournables qu'ils se sont objectivement partagés les rôles. L'un des phénomènes révélateurs de la connivence qu'entretiennent le PSE et le PPE réside dans la règle, de moins en moins tacite, de présidence tournante à la tête des principales institutions européennes (Fig. 7).

Election	Nom	Parti, Pays
Juillet 1979	**Mme Simone VEIL**	LDR, F
Janvier 1982	**Pieter DANKERT**	PSE, NL
Juillet 1984	**Pierre PFIMLIN**	PPE, F
Janvier 1987	**Lord Henry PLUMB**	DE, RU
Juillet 1989	**Enrique BARON CRESPO**	PSE, E
Janvier 1992	**Egon KLEPSCH**	PPE, D
Juillet 1994	**Klaus HÄNSCH**	PSE, D
Janvier 1997	**José Maria GIL-ROBLES**	PPE, E

Fig. 7 : Les présidences du Parlement européen depuis 1979[85]

84 Daniel SEILER, Les partis politiques en Europe, Op. cit., page 112.
85 Tableau réalisé sur les informations fournies in Tribune pour l'Europe, n°1, Parlement euroépen, Division Centrale de Presse, Antwerpen, janvier 1997, page 3.

Ainsi, le 20 juillet 1994 Klaus Hänsch prend la parole pour tenir son premier discours inaugural en qualité de Président du Parlement européen. Elu la veille avec un franche majorité de 365 voix[86], le social-démocrate allemand n'a rien eu à craindre de la candidature du radical Yves Galland (ELDR, F) qui n'a reccueillie que 87 voix, pas plus que des 82 bulletins blancs. Comme le relate le journal d'informations du Parlement de l'époque[87], il s'agit d'un gage de confiance qui a le don d'irriter les autres groupes :

> *"Cette élection sans surprise s'explique par l'accord conclu entre les socialistes et les démocrates-chrétiens. En effet, comme en 1989, le groupe du Parti Populaire Européen (deuxième groupe en importance numérique) n'a pas présenté de candidat, espérant que l'alternance jouera une fois de plus et que le Parti des Socialistes Européens votera dans deux ans et demi, en janvier 1997, pour le candidat qui sera choisi par les démocrates-chrétiens. Certains groupes politiques ont protesté contre cet accord d'alternance".*

Le 14 janvier 1997, c'est au tour de José Maria Gil-Robles (PPE, E) d'adresser ses remerciements aux parlementaires pour son élection à la présidence dès le premier tour de scrutin par 338 voix contre 177 pour sa compétitrice Catherine Lalumière (ARE, F). 33 députés se sont réfugiés dans le vote blanc pour marquer leur protestation.

Mais, la présidence tournante du Parlement ne représente qu'un aspect du partage des postes. Les présidences et les vices-présidences de commissions parlementaires n'échappent pas non plus à la règle (Fig. 8).

Parti	Pdces de commissions parlementaires	en %	Vice-Pdces de commissions parlementaires	en %
PSE	9	39,1	24	34,8
PPE	8	34,8	23	33,3
Total PE	23	100	69	100

Fig. 8 : Nombre de présidences et de vice-présidences détenues par le PSE et le PPE au sein du PE.[88]

Et, si l'on rapporte le nombre de présidences et de vice-présidences de commissions parlementaires au nombre de députés siégeants dans les deux principaux partis du PE, on constate que PSE et PPE détiennent 74% des présidences et 68,1% des vice-présidences alors qu'ils ne représentent que 62,6% du Parlement en 1994 et 63,1% en juillet 1997. Cette puissance, les

86 Le Parlement européen ne compte alors que 567 députés.

87 "Klaus Hänsch (socialiste allemand) 7e président du Parlement élu" in Tribune pour l'Europe, n°7, Juin-juillet 1994, page 1.

88 Tableau réalisé sur la base des données fournies dans la Liste des députés, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 28 mai 1997, pages 128 à 150.

députés socialistes, sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens en profitent sans forcément prendre la mesure des facilités auxquelles ils ont accès du fait de leur appartenance aux deux plus grosses formations. Un contraste saisissant existe entre les députés de ces 2 groupes et le reste des parlementaires.
Ainsi, Karl Erik Olsson (ELDR, S), ancien ministre suédois ayant participé aux négociations sur l'élargissement de l'UE à son pays, doit sa place à la présidence de la délégation mixte UE-République tchèque à défaut d'une autre :

> *"I have no choice. You know in is this system, the function are divided among the different groups. We've got two delegations : czech delegation and Cyprus delegation. So I got a question. For our Group, we are 41 members, we have 2 chairmen's Committee and 2 chairmen's Delegation. So, it was more or less the 4 main functions. So I got the question and I accepted this one."*[89]

Pour Philip Whitehead (PSE, RU) - qui le seconde en qualité de vice-président - les raisons sont complètement différentes. Elles ne se rattachent à aucun moment à des questions de nomenclature. Pour expliquer son choix, il invoque son histoire personnelle et les liens professionnels et amicaux qui le rattachent à ce pays :

> *"In my personnal case, because I have known Czeckoslovakia for more than 30 years. I was going there since 1962, by professional duty. I was Television producer and I made films during the Warsaw Pact Invasion in 1968. I was ban from the country in the communist period. Persona non grata. So of course, I went back as soon as I could afterwards. I have many Czech friends. So for me it was very good to be able to become vice-chairman of this delegation at the time when Czech Republic has to decide and we have to decide wether it is nearly a new member of the EU."*[90]

Mais la domination ne s'arrête pas aux portes du Parlement de Strasbourg. La principale caractéristique du PSE et du PPE consiste également dans la participation de la quasi-totalité de leurs partis membres à des coalitions

---

89 Interview de Karl Erik Olsson (ELDR, S) président de la délégation mixte UE-République tchèque, Palais de l'Europe, Strasbourg, mercredi 16 juillet 1997 : "Je n'avais pas le choix. Vous savez dans ce système, les fonctions sont divisées suivant les groupes. Nous avions deux délégations : la délégation tchèque et la délégation chypriote. Aussi, on m'a posé la question. Pour notre groupe, nous sommes 41 membres, nous avions 2 présidences de commissions et 2 présidences de délégations. Donc, cela faisait plus ou moins 4 fonctions importantes. On m'a posé la question et j'ai accepé celle-ci". Traduction libre.
90 Cf. Annexes G. Interview de Philip WHITEHEAD (PSE, RU) Vice-président de la délégation mixte UE-République tchèque, Palais de l'Europe, Strasbourg, mercredi 16 juillet 1997 : "Dans mon cas personnel, parce que je connais la Tchécoslovaquie depuis plus de 30 ans. J'y suis allé pour raison professionnelle en 1962. J'étais producteur de télévision et j'ai fait des films lors de l'invasion [de la Tchécoslovaquie] par le Pacte de Varsovie en 1968. J'ai été expulsé du pays sous la période communiste. Persona non grata. Alors, bien sûr, j'y suis retourné après, aussitôt que je l'ai pu. J'ai beaucoup d'amis tchèques. Aussi, pour moi, se fut très appréciable de pouvoir devenir vice-président de cette délégation à un moment où la République tchèque doit décider, où nous devons décider si elle doit être un prochain membre de l'UE." Traduction libre.

gouvernementales, un peu partout en Europe, soit en position majoritaire, soit à titre minoritaire.
On dénombre la présence de démocrates-chrétiens dans huit gouvernements dont six en position majoritaire. Les socialistes et sociaux-démocrates sont présents pour leur part en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Finlande, en France, en Grèce, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume--Uni et en Traité de Rome, soit dans 12 des 15 gouvernements de l'Union. Au sein de la Commission européenne, les sociaux-démocrates et socialistes ont envoyé neuf des leurs dont un ancien Premier ministre, Edith Cresson et au moins deux anciens chefs de file de parti, Neil Kinnock et Karel Van Miert. Cela représente une force d'attraction particulièrement convaincante pour tous les partis politiques apparentés ou proche idéologiquement. La position minoritaire de l'UDF par rapport au RPR d'une part et le score anormalement bas des socialistes aux élections européennes d'autre part ainsi que l'explosion de la démocratie-chrétienne italienne font de la France et de l'Italie des cas à part.

Avec des Groupes parlementaires de très grande dimension, une occupation de près des deux tiers de l'espace parlementaire, munis d'un accord institutionnel sur une présidence tournante au PE, doublé d'un partage des présidences et des vices-présidences de commission, complété par la participation de leurs dirigeants dans la totalité des 15 gouvernements de l'Union européenne, le PPE et le PSE exercent une véritable domination quantitative sur le reste des partis et des coalitions en Europe. Leur poids est une arme politique qu'ils cultivent en vue d'accroître encore l'effet centripète dont ils sont les heureux bénéficiaires, même si cela affecte leur cohérence interne.
Ces accords de direction marquent-ils pour autant l'existence d'un fond idéologique commun entre les deux partis ? Ces accords ne sont-ils que conjoncturels ou bien y a-t-il réellement partage d'éléments principiels ? D'une manière plus large, le fait de défendre de conserve l'unification politique du continent, comme cela est rappelé à longueur de textes de Congrès, ne neutralise-t-il pas dans les faits les autres termes du jeu démocratique ?

2) Un idéal identique de modération sociale et politique ?

La politique ressort intrinsèquement du monde sensible. Dans son acception moderne, elle est le champ clos d'affrontement des symboles, des images, un monde qui se prête notamment au jeu des "petites phrases". L'homme politique contemporain fait appel à des images qu'il façonne de manière à ce qu'elles

soient les plus explicites possible, les plus simples à saisir. Dans ce contexte, la difficulté majeure pour les partis politiques est de parler à l'intellect tout en restant attractif sur le plan émotionnel. En 1933, Julien Benda disait de l'Europe qu'elle "*sera plus scientifique que littéraire, plus intellectuelle qu'artistique, plus philosophique que pittoresque*"[91]. Cinquante ans plus tard, dans le contexte de la Guerre froide, György Konrad enrichit cette conception en estimant pour sa part que "*la solution européenne est raisonnable, souple, réaliste et utopique à la fois elle cherche à apaiser la violence nerveuse. La solution européenne n'a pas besoin du langage de la contrainte, de l'éthos de la lutte, de la mentalité primitive toujours prête à menacer et à frapper. Nous sommes sortis de la période de notre histoire où ce ton était encore dominant*"[92].
De telles définitions placent l'Europe exactement à l'opposé de l'univers conventionnel du monde politique. Traitant déjà de sujets qui laissent les opinions publiques de marbre, comme on a pu le voir précédemment, les responsables européens sont invités en outre à le faire de manière abstraite et froide par les partisans de la raison. Or, il est particulièrement compliqué de construire une campagne électorale et plus encore de conduire une politique sur de l'abstrait. Et si Saint-Just disait qu"'*il faut ramener toutes les définitions à la conscience*"[93], les politiques, eux, ont besoin de s'appuyer sur l'imaginaire, d'éprouver les espoirs, de susciter les espérances.

Le caractère technique des discussions et le mode de désignation au Parlement européen obligent à la recherche d'une position de conciliation. Cette recherche les place dans la sphère du "parler vrai" cher à Michel Rocard, ancien Premier ministre et député européen (PSE, F). Elle oblige également les partis à faire preuve de beaucoup de pragmatisme. Dans ce contexte, les formations modérées sont les mieux placées car leur histoire et leur fondement philosophique les prédisposent à remplir ce rôle.
Cependant, la lutte pour la possession du maximum de représentants dans les assemblées amoindrit la portée de cette entente. Il faut ajouter que les différentes sensibilités internes empêchent également tout rapprochement excessif.

On l'a vu, le mode de scrutin exerce une influence sur les partis, mais également sur les régimes politiques. Parmi les conclusions que Jean-Luc Parodi fait du système proportionnel - qui est le mode électoral majoritairement utilisé pour élire les députés européens - on peut relever que "*libres à l'égard des alliances*

---

91 Julien BENDA, Discours à la nation européenne, coll. Folio/Essais, Gallimard, 1933 (édition originale), 1992, page 51.
92 György KONRAD, L'Antipolitique, Op. cit., p. 62 &63.
93 Yves MICHALON, La passion selon Saint-Just, Albin Michel, Paris, 1981, page 71.

antérieures au scrutin, les partis ayant vocation à gouverner disposent d'une plus grande latitude d'action, une fois l'assemblée constituée, pour former la majorité et le gouvernement. En outre, la puissance des partis dans cette composition ne reproduit pas automatiquement leur force électorale, mais dépend également de leur situation sur l'axe politique dominant ; l'observation des coalitions parlementaires révèle une prédominance du centrisme".[94]

Même si cette analyse doit être vue à travers le prisme des institutions européennes qui dénient aux partis le pouvoir de former un gouvernement, par le biais des élections au Parlement européen il est intéressant de noter qu'un des éléments résultant du mode de scrutin proportionnel est la formation de coalitions parlementaires au centre. Ce point qui fait la réalité des coalitions gouvernementales un peu partout en Europe est aussi valable pour le PE.

Dans leur développement, les partis socialistes, sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens sont étroitement liés. Ils ont tous participé au moins une fois dans leur histoire à un gouvernement de coalition avec leur vis-à-vis. Cela a été rendu possible par l'intégration progressive du révisionisme prôné par Eduard Bernstein dans le corpus idéologique de la plupart des partis socialistes occidentaux. Celui-ci, en désaccord avec une lecture trop rigide des écrits de Karl Marx et d'Engels, "*préconisait [en effet] l'abandon de certains aspects révolutionnaires de la théorie marxiste pour rechercher l'amélioration du sort de la classe ouvrière dans le cadre des démocraties bourgeoises*"[95].

Par la suite, que ce soit le gouvernement tripartite PCF-SFIO-MRP d'après Guerre ou plus récemment le gouvernement d'ouverture entre juin 1988 et juin 1991 conduit par Michel Rocard en France ou par leur participation aux derniers gouvernements de Wilfried Martens en Belgique, les socialistes sont coutumiers des gouvernements de coalition quelle que soit leur configuration. Plus loin, certaine branche du socialisme, tournant ouvertement le dos aux théories révolutionnaires, n'hésitèrent pas à faire donner l'armée contre les communistes à l'image du ministre socialiste Gustav Noske en Allemagne durant la "semaine sanglante" de janvier 1919. Dès février 1919, le SPD consolide aux côtés du Zentrum, dont se réclame aujourd'hui le PPE, les fondations de la République de Weimar. Plus loin encore, à son Congrès de Bad Godesberg en novembre 1959, il élimine les dernières références au marxisme révolutionnaire et entérine le régime concurrentiel et celui de la libre entreprise. En décembre 1966, il accepte de participer au gouvernement Kiesinger de "Große Koalition" avec les démocrates-chrétiens de la CDU et les Libéraux du FDP.

---

94 Jean-Luc PARODI, "La proportionnalisation du système institutionnel …", Op. cit., pages 44 à 49.
95 SOCIALISTES (Partis). Définition donnée dans le Petit Mourre, Bordas, Paris, 1995, page 822.

Puisant à d'autres sources, la démocratie-chrétienne a connu des déboires avec la papauté par crainte de "*compromettre l'Eglise dans une option politique et même de lier l'action catholique à l'action politique*"[96]. En Belgique sous la conduite de Carton de Wiart, elle est à l'origine d'importantes lois à caractère social sur le droit de vote des femmes, sur la grève ou encore sur la réduction du temps de travail. En Italie, sous la conduite d'Aldo Moro, Premier ministre assassiné, elle ne rechignera pas à incorporer des socialistes de la tendance Nenni au sein d'un cabinet d'ouverture à gauche[97].

Ce passé commun, fait d'ouverture à droite de la part des socialistes et d'ouverture à gauche de la part des démocrates-chrétiens auxquelles on n'oubliera pas d'adjoindre les répressions sanglantes ou tout simplement brutales des mouvements révolutionnaires communistes, a laissé une empreinte profonde dans la mémoire et dans la pratique des partis. À l'exception notable de la laïcité, qui reste comme l'un des points irréductibles d'achoppement, les deux formations sont étonnamment proches dans leurs approches et dans leurs modes d'action. Si l'on se souvient que les Anglais et les Allemands occupent une place prépondérante au sein de la famille socialiste européenne, on comprend mieux l'entente qui règne entre les deux. D'autant que le SPD et le *Labour Party* ont incorporé une large dose de libéralisme dans leur doctrine sociale sous prétexte de modernisation. Sans compter l'absence d'un passé national de lutte anti-cléricale derrière eux[98].

De façon générale, les approches sont très comparables. Concernant l'objectif global de l'élargissement, Nicole Fontaine rappelle la très grande convergence de vue :

> *""Je crois que dès que le mur de Berlin est tombé, et que les pays de l'Europe de l'Est se sont libérés du joug communiste, nous avons, ici, dans ce Parlement, et là je crois que c'est vraiment une convergence quasi-unanime, nous avons immédiatement réalisé que ces pays amis avaient vocation à nous rejoindre. Et c'est valable pour le PSE et c'est valable pour le PPE".*

Une appréciation, qui est valable pour l'élargissement certes mais, qui rejoint d'autres domaines comme celui de la Justice et des affaires intérieures, ainsi que l'intervention de Felipe Gonzalez, ancien leader du PSOE, le laisse entendre :

---

96 DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE, Le Petit Mourre, Op. cit., page 221.

97 DEMOCRAZIA CRISTIANA, Op. cit., page 222.

98 Une responsable du SPD n'hésitant pas à qualifier, au journal télévisé du 12 septembre 1995, l'expulsion manu militari de militants kurdes hors d'Allemagne le comme "contraire aux valeurs chrétiennes" .

"Il faut se mettre d'accord sur le 3e pilier[99] *pour répondre à la criminalité organisée. Rien ne sera possible contre l'opinion publique, puisque nous partageons le problème avec les Démocrates-Chrétiens peut-être faudrait-il les rencontrer et voir avec eux comment il serait possible de regagner l'opinion publique à l'Europe."*[100]

Si le PSE et le PPE ont du mal à délimiter leurs différences dans certains secteurs, s'ils votent réciproquement les uns pour les autres à l'occasion de l'élection des présidences de commissions parlementaires et si leurs histoires sont intimement imbriquées quel que soit le pays en Europe occidentale, il demeure des différences fondamentales. Certes, la base conceptuelle a en commun la démocratie. Mais nombre d'autres points les séparent à commencer par l'économie et la priorité donnée en matière de propriété des principaux moyens de production.

Le PPE se définit lui-même comme un "*parti fondé sur un programme engagé en faveur d'une Europe fédérale. Il repose sur des concepts démocrates-chrétiens tels que la subsidiarité et l'individualisme, et défend la liberté et la responsabilité personnelle des individus. Il unit les partis démocrates-chrétiens et ceux d'autres traditions sur la base d'un programme commun*"[101].
Ses statuts reposent "*sur la base d'une vision chrétienne de l'humanité et d'une conception chrétienne-démocrate de la société [ainsi que sur celle] d'une volonté commune de fonder les Etats-Unis d'Europe comme une Union d'individus libres et de citoyens conscients*"[102].
Le PPE est constamment tenu de relever un véritable défi sur lui-même[103]. En effet, la sécularisation croissante de l'opinion publique occidentale l'oblige à sortir de ses terres politiques traditionnelles pour aller chasser sur celles du socialisme chrétien, du libéralisme et du conservatisme. Pour autant, il critique l'individualisme forcené des Libéraux qui écarte toute responsabilité à l'égard de la société. Il fait de même avec le socialisme qu'il taxe de déresponsabilisation. Ce qui ne l'empêche pas d'être très fier du lien établit entre les laïcs de l'Eglise et

---

99 Le 3e pilier a été créé par le Traité sur l'Union européenne et recouvre les domaines de la Justice et des Affaires Intérieures (JAI). Selon les dispositions du projet de Traité d'Amsterdam il est question de "communautariser" ces domaines. Cf. Section I, chapitre 2 du projet de Traité d'Amsterdam, Op. cit., pages 11-52.
100 "L'opinion publique et l'Europe", Note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.
101 Klaus WELLE, Must the Socialists dominate the EP, Op. cit.
102 Statuts du Parti Populaire Européen, Préambule. Traduction librre de l'anglais.
103 "Depuis la Révolution française, l'espace politique a été structuré par différentes conceptions du progrès [...] or, l'idée même de progrès pour nos sociétés n'est plus une évidence et nous souffrons également d'un déficit d'explication, de compréhension des évolutions en cours, ce qui alimente le désintérêt pour la politique ; retrouver des explications crédibles et les voies d'un rogrès pou rnotre société : tel est l'enjeu et l'objet de la réflexion doctrinale que nous entamons." in "Question pour le XXIe siècle" in La Revue, rapport de synthèse du Centre d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales (CEPESS), n°4-5, juillet 1996, page 11.

le mouvement ouvrier au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. D'ailleurs, il se fixe comme objectif de permettre aux travailleurs de se doter d'un programme authentiquement réformiste, selon ses mots, qui les écarte de toute forme de radicalisme.
Sa hantise principale tient dans la répétition de la désagrégation du paysage politique qui s'est produit dans l'entre-deux-guerres en Allemagne lors de la submersion du Zentrum par la montée du pan-germanisme. Une hantise qui peut paraître fondée dans la mesure où le parti n'existe que par sa capacité à fédérer des familles très diverses à travers un programme commun. Une capacité extraordinaire au regard de l'article 2 des statuts qui assigne au PPE la poursuite d'un processus d'intégration et d'unification fédérale en Europe et d'aider à créer les Etats-Unis d'Europe. Un exercice acrobatique quand il s'agit de faire travailler ensemble des Belges très fédéralistes avec des Conservateurs britanniques hostiles à toute remise en cause de la souveraineté des Etats-Nations.

Le socle de valeurs des socialistes et des sociaux-démocrates repose sur "*la solidarité, la prospérité, la paix, la démocratie, le soutien et l'ouverture au monde*"[104], autant de valeurs que ne renierait pas un démocrate-chrétien, ni-même un libéral. L'appel du PSE à dépasser le cadre des frontières nationales, lorsqu'il dit :

> *"Se retrancher derrière les frontières nationales ne créera pas d'emplois, ne résoudra pas nos problèmes en matière de sécurité, ne facilitera pas la préservation et la modernisation de l'État providence et ne nous permettra pas de mieux gérer les problèmes environnementaux. Ces questions n'ont pas de frontières. Les forces économiques et la concurrence sont internationales. Nous devons prendre en compte la mondialisation. C'est pourquoi il faut une coopération internationale commençant au niveau européen si nous voulons que nos politiques nationales soient fructueuses."*[105]

est un appel qui s'appuie sur une argumentation qui n'est pas non plus à proprement parler socialiste.
Son approche très pragmatique de la coopération internationale comme facteur contribuant à l'amélioration des conditions de travail et de vie apparaît bien fade comparée à celle de certains partis comme le PS français qui se définit comme "un parti de transformation sociale"[106] et par conséquent *"favorable à*

---

104 Déclaration de Malmö, 3e Congrès du Parti des Socialistes Européens, page 1.
105 Ibid., page 2.
106 Parti socialiste (France), Déclaration de principe. Point 1.

une société d'économie mixte qui, sans méconnaître les règles du marché, fournisse à la puissance publique et aux acteurs sociaux les moyens de réaliser des objectifs conformes à l'intérêt général. [...] Dans les secteurs clés qui déterminent la formation du citoyen (l'école, l'université, la télévision), les conditions de vie (logement, santé, environnement) il n'accepte pas que les logiques du marché soient seules déterminantes".

Cependant, on retrouve certains accents socialistes distinctifs dans les considérations sur l'économie :

> *"L'Europe a construit un modèle socio-économique propre, une économie mixte où l'Etat et le marché doivent s'équilibrer mutuellement, où les valeurs sociales et considérations environnementales doivent être prises au sérieux autant que les considérations purement économiques. Ce modèle devrait être préservé".*[107]

Ce n'est véritablement que sur la question sociale qu'un réel clivage apparaît. En effet, là où le PPE est contre trop de régulation, le PSE en revanche veut clairement "*une Europe sociale où le droit du travail est protégé par des normes minimales et où le dumping social est contré par de véritables politiques sociales"*[108]*.*

Pour Lionel Jospin, il est devenu urgent de réagir, dans la mesure où *"le sentiment est que l'Europe ne protège pas de la mondialisation de l'économie et du chômage mais au contraire y pousse et impose des carcans qui freinent la croissance"*[109]*.* Selon lui, *"le PSE doit se battre pour une autre Europe, contre la dérive actuelle, en affirmant une identité sociale, culturelle et politique européenne les positions prises par les gouvernements sociaux-démocrates au Conseil européen sont souvent en contradiction avec les textes du PSE"*[110]*.* C'est pourquoi, en déclarant soutenir le principe d'un salaire minimum applicable dans tous les Etats membres, le PSE cherche simplement à rappeler qu'à ses yeux *"nous avons besoin de développer des politiques sociales basées sur le principe de progrès*"[111]. Plus largement, "*la mondialisation de l'économie ne doit pas être vue comme une victoire finale du néo-libéralisme contre laquelle la seule solution est une renationalisation de l'économie. Nous voulons que l'Europe contribue à une réglementation économique mondiale plus stricte, basée sur les principes d'une économie de marché sociale et durable. Dans le cadre du G-7, de l'OCDE et de l'OMC, l'UE devra soutenir la mise en place des conditions*

---

107 Déclaration de Malmö, Op. cit., page 2.
108 Ibid., page 3.
109 "Le chômage" in Note interne interne au secrétariat, Op. cit.
110 "L'élargissement", ibid.
111 Déclaration de Malmö, Op. cit., page 3.

élémentaires pour une concurrence loyale impliquant la défense des droits sociaux fondamentaux"[112].

Dans un article au titre volontairement provocateur[113], Klaus Welle, secrétaire général du PPE, détaille les forces et les faiblesses électorales des deux formations. S'il s'autorise une petite pique en écrivant "*The Christian Democrats are building Europe and the Socialists are ruling it*"[114], l'essentiel du document critique plus les socialistes pour leur position prééminente au Parlement que sur le fond. Même Wilfried Martens, président du PPE, ne dit pas autre chose :

> *"The task now is to get the EPP in shape to face the challenges of the future: we want to recruit more members, extend into the prospective Member States in Central and Eastern Europe, improve our work on information and become more efficient. For too long we have been the second largest power in the European Parliament. We want to be number one again, and we shall do all in our power to put this vision into practice."*[115]

Interrogée sur la question, Nicole Fontaine (PPE, F) estime : "*je n'ai pas l'impression qu'il y ait de grandes différences finalement entre ce qui se passe chez nous et ce qui ce passe au PSE. Et c'est d'ailleurs normal, on retrouve les mêmes états d'âme si vous voulez."*[116]

D'ailleurs, du côté du PSE, la discussion sur les différences semble n'avoir pas lieu d'être. Les documents tant internes qu'externes ne stigmatisent jamais l'autre force politique, tels que le font quotidiennement les groupes parlementaires dans les assemblées ou les directions nationales. Fort de sa position prééminente, le PSE se pose comme force de rassemblement plus que de division dogmatique. Malgré tout Herwig Kaiser (PSE, A), administrateur dans l'Unité planification et prévisions du groupe parlementaire, estime que "*sur la question sociale et sur le point de savoir si c'est le Marché qui va régler ces problèmes, il va y avoir des divergences. Parce que la confiance dans la puissance du marché est beaucoup plus grande chez le PPE que chez nous. Pour nous, certains normes qui doivent être assurées avant qu'un élargissement ne soit réalisé d'une manière*

---

112 Ibid., page 4.
113 "Must the European Parliament be dominated by the Socialists ?", Op. cit.
114 "Les démocrates-chrétiens construisent l'Europe tandis que les socialistes la dirigent." Ibid., traduction libre.
115 "Le travail doit maintenant consister à mettre en forme le PPE pour faire face au défi du futur : nous voulons recruter plus de membres, étendus à la perspective de nouveaux Etats membres en Europe Centrale et Orientale, développer notre travail d'information et devenir plus efficace. Pendant trop longtemps nous avons été la deuxième plus grande force au Parlement européen. Nous voulons être numéro Un à nouveau, et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre cette vision en pratique". Wilfrid MARTENS, discours inaugural du 11e Congrès du PPE, Madrid, 5 au 7 novembre 1995.
116 Cf. Annexes E. Interview de Nicole FONTAINE

acceptable. Mais il est encore trop tôt pour porter un jugement en profondeur." [117]

Dans l'ensemble, les fondements philosophiques et idéologiques des deux partis sont clairement distincts. De même, les finalités assignées à l'économie et la place des différents acteurs économiques, notamment publics, puisent dans des raisonnements différents. L'un va chercher chez Proudhon, Fourier, Marx, Bernstein ou encore Keynes. Tandis que le second se nourrit des réflexions d'Adam Smith, de Spinoza voire de Salazar.
Pourtant, la pratique parlementaire et le discours engagé en faveur d'une intégration européenne plus poussée font de la relation entre le PPE et le PSE, une relation singulière. Une relation dans laquelle les deux protagonistes ont des difficultés à se considérer comme compétiteurs ce qui contribue à brouiller un peu plus encore les cartes déjà bien compliquées de l'échiquier politique européen.

En guise de conclusion provisoire, on peut dire qu'en absence de véritables partis politiques européens capables de cristaliser l'opinion publique autour de leurs propositions, le débat sur l'élargissement a du mal à apparaître au grand jour. Plusieurs raisons expliquent cette situation parmi lesquelles la crispation des partis nationaux dès lors qu'il s'agit de transférer leur capacité mobilisatrice à des instances qui leur seraient supérieures. Cela se traduit par des difficultés pour mettre en place un mode de scrutin uniforme pour les élections européennes et par des dissensions internes au sein de chacun des deux groupes parlementaires entre les délégations nationales qui les composent. C'est aussi, le rang secondaire qu'occupent les partis européens sur la scène politico-médiatique. Ignorés ou méconnus, les partis européens sont également handicapés par le silence désillusionné des intellectuels. Après la chute du mur de Berlin et de l'espoir d'un avenir radieux, ceux-ci ont appris la prudence. Quand ils ne sont pas éclatés, fragmentés par la technicisation de la société, ils hésitent encore, dans leur grande majorité, à engager leur savoir, leurs recherches au service d'une cause, aussi noble qu'elle puisse être.
Ensuite, la nature des débats communautaires, techniques et dépassionnés à l'excès, finit par décourager l'opinion publique. Et lorsqu'elle s'obstine, quand, envers et contre tout, elle cherche à comprendre, elle se retrouve face à deux immenses blocs. Deux groupes imposants sans lesquels aucune décision ne peut

117 Cf. Annexes F. Interview d'Herwig KAISER

être prise et qui, dans l'indifférence manifeste des médias et par-delà leurs différents idéologiques, votent les uns pour les autres. Dans ces pratiques, les esprits méridionaux en perdent leur latin tandis que les pays de l'Europe du nord, plus habitués à ce genre de coalitions au centre, s'offusquent que cela se fasse au détriment de leur souveraineté nationale.

Mais s'ils arrivent à s'entendre globalement, le PSE et le PPE ont chacun définit une stratégie à l'égard de l'élargissement. Alors que la chute du mur de Berlin a surpris tout le monde et tandis que l'ampleur de la reconversion des économies a refroidi les plus ardents promoteurs d'un élargissement accéléré, il aura fallu l'ouverture des négociations sur l'adhésion de Chypre, six mois après la conclusion des travaux de la conférence intergouvernementale (CIG), pour servir de prétexte à un élargissement plus ambitieux.
Comment les partis occidentaux analysent le processus qui doit conduire les pays restés de l'autre côté du Rideau de fer à participer enfin à la construction européenne ? Pourquoi la réconciliation des deux moitiés d'Europe, après quarante ans de séparation, doit-elle se faire ? Quels sont les principaux enjeux militaires, économiques et politique de l'élargissement ? Et que font concrêtement le PSE et le PPE pour s'y préparer ?

II Analyses et réactions des partis au projet d'élargissement

Au cours de la seconde Guerre mondiale, alors que les canons ne se sont pas encore tûs et que Berlin est pour un mois encore la capitale du IIIe Reich, les Alliés se rencontrent dans la station balnéaire de Yalta en Crimée soviétique. Contrairement à la croyance populaire, le président américain Franklin Delano Roosevelt, le Premier ministre britannique Winston Churchill et le Généralisme Joseph Vissarionovitch Djougachvili dit Staline ne s'y partagent pas le continent européen. Ils fixent d'un commun accord la façon dont ils auront à gérer l'Allemagne vaincue, les modalités de l'intervention de l'Armée rouge contre le Japon, la convocation à San Fransisco d'une conférence préliminaire à la fondation d'une Organisation des Nations Unies (ONU), l'adoption du principe d'un droit de veto au Conseil de sécurité à venir. Il est établit que la Déclaration sur l'Europe libérée *«prévoyait au contraire une participation tripartite à tous les Conseils de contrôle et à l'administration de tous les anciens Etats ennemis en Europe. Loin d'abandonner l'Europe orientale à l'URSS, elle affirmait, conformément aux principes de la Charte de l'Atlantique, "le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous lequel ils devront vivre", et la "restauration des droits souverains et de l'autonomie chez les peuples que des pays agresseurs en ont privés par la force".*[118]» La détérioration des relations interalliées, dégénérant rapidement en Guerre froide, aboutit à la partition de l'Europe en deux et à la transformation de chacune des zones d'occupation d'origine en camps retranchés hostiles.

Du milieu des années 40 à la fin des années 80, des périodes d'assouplissement et de regel se succèdent. La mémoire européenne est profondément marquée par les manifestations étudiantes de Poznan en juin 1956, par la répression sanglante de la manifestation du 23 octobre à Budapest, par la révolution populaire de Budapest du 27 octobre au 4 novembre 1956 qui s'ensuivit, par le Printemps de Prague et par l'intervention des forces du Pacte de Varsovie qui y mit fin brutalement dans la nuit du 20 au 21 août 1968. La nomination de Mikhaïl Sergeïevitch Gorbatchev le 11 mars 1985 au secrétariat général du PCUS constitue un véritable tournant. En lançant, pour remédier à l'affaiblissement généralisé de l'économie soviétique, ses deux mots d'ordre de *Perestroïka* et de *Glasnost*, reconstruction et transparence, il provoque un mouvement de détente dans la relation entre les blocs et à l'intérieur du bloc soviétique. Tandis que l'URSS s'enfonce progressivement dans le marasme et la

118 YALTA (conférence de), Le Petit Mourre, Op. cit., page 978.

crise économiques à la fin des années 80, les partis communistes des pays ressortissant du Bloc de l'Est reprennent un à un leur autonomie.
L'ouverture de la frontière interallemande, le soir du 9 novembre 1989, précédée quelques mois auparavant, en février, par les négociations entre les différentes forces politiques polonaises autour du principe de la Table ronde sur des élections libres, provoque un véritable séisme politique. C'est, avec la fin du régime du Conducator roumain Nicolae Ceaucescu dans la nuit de Noël 1989, la porte enfin ouverte à un retour de la presque totalité des Pays de l'Europe Centrale et Orientale dans la sphère démocratique. Le consensus est total : ces pays doivent devenir, membres des Communautés européennes. Une fois le retrait des troupes soviétiques achevé, et l'URSS démembrée par l'initiative centrifuge des républiques de Russie, d'Ukraine et de Béliorussie du 8 décembre 1991, voilà les PECO définitivement libérés de toute présence armée étrangère sur leur sol. De nouvelles alliances, de nouvelles combinaisons deviennent possibles, notamment en direction de l'Europe occidentale. Mais l'Union européenne, portée sur les fonds baptismaux par François Mitterrand, président de la République française et Helmut Kohl, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, est lente à s'ouvrir.
Ce n'est, en effet, que le 15 juillet 1997, que la Commission européenne présente enfin au Parlement européen une communication intitulée *Agenda 2000*. Celle-ci, organisée en trois volumes[119], propose un plan de route pour l'élargissement de l'Union aux 11 pays candidats à l'adhésion. Est-ce que le PPE et le PSE ont de l'élargissement la même vision des enjeux que leurs homologues en Europe centrale ? L'intégration des PECO va avoir des implications militaires et diplomatiques, des répercussions sur le plan économique et social sans compter sur le volet politique et institutionnel, tant pour les PECO eux-mêmes que pour l'Union européenne dans son ensemble. Comment les partis européens appréhendent-ils ces enjeux ? De quelle manière s'apprêtent-ils à y faire face ?

A] Entre pays candidats à l'adhésion et membres actuels : une appéciation différente des principaux enjeux posés par l'élargissement

L'élargissement, depuis la présentation de l'Agenda 2000 par la Commission européenne, n'est plus tout à fait un mirage pour les quatre pays du Groupe de

119 Agenda 2000, volume 1. Pour une Union plus forte, volume 2. Le défi de l'élargissement et volume 3. Les avis de la Commission européenne sur les demandes d'adhésion

Visegrad que sont la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie. L'objectif politique majeur que s'étaient assignés les nouveaux gouvernements démocratiques issus des premières élections libres dans ces quatre pays est désormais pratiquement à portée de la main.

Pourtant, beaucoup de questions restent encore en suspens. Car l'élargissement ne recouvre pas les mêmes enjeux suivant que l'on se trouve dans un des pays candidats à l'adhésion ou que l'on regarde depuis l'un des Etats membres actuels.

Les histoires nationales, les migrations forcées résultant des modifications de frontières ont modelé, façonné, poli, des préjugés à l'égard des peuples voisins. Mais l'adhésion à l'Union et aux structures européennes de sécurité commande de respecter à la lettre le droit des minorités. Et cela n'est pas simple dans un espace géographique aussi restreint contenant autant de peuples. D'autant que les pays membres de l'UE ne sont pas tous d'accord sur le cadre de sécurité , de l'OTAN ou de l'UEO, qu'il convient de mettre en avant. Et dans le prolongement de cette question, ils se préoccupent surtout de savoir comment ils vont pouvoir minimiser le coût de l'élargissement et éviter que les Etats-Unis d'Amérique n'affermissent leur commandement politique et commercial en Europe.

A l'Est, les économies planifiées n'ont pas bénéficié des mêmes substrats humains, techniques et technologiques. Le développement de chacun des pays, après la dissolution, le 28 juin 1991, du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), a suivi des parcours différents et souvent concurrentiels. Les problèmes induits par l'ouverture des marchés à des biens produits à très bas prix notamment en matière agricole sont dans toutes les têtes. La mise aux normes communautaires est également un point qui n'a pas échappé aux observateurs de la Commission et des pays candidats. Dans ses avis, la Commission souligne à plusieurs reprises que l'acquis communautaire ne saurait être bradé ou dilué à force de dérogations.

Pour la première fois, l'Union aura à intégrer des pays qui n'ont pas connu le même parcours politique et économique. Or, pendant quarante ans, l'égalitarisme a été le modèle social officiellement poursuivi. Les habitudes et des règles sociales prises pendant cette période risquent de provoquer un rejet d'une transposition directe du modèle capitaliste libéral, même sous sa forme atténuée d'économie sociale de marché. D'autant plus que cette dernière mériterait d'être précisée tant le PSE et le PPE paraissent y mettre des définitions dissemblables.

Enfin, pour les partis européens se posent toujours la délicate question de l'équilibre institutionnel. La conférence intergouvernementale (CIG) à Amsterdam devait le renforcer. Certains pays candidats ne faisant pas particulièrement preuve d'une impeccable stabilité démocratique, cela est devenu une nécessité.

Sans compter que l'élargissement devra automatiquement passé sous les fourches caudines d'une ratification parlementaire ou référendaire. L'échec cuisant de la Communauté Européenne de Défense (CED), à la suite du vote négatif de l'Assemblée nationale française de 1954 est dans la tête de tous les responsables politiques européens. Est-il possible d'écarter le risque de répétition d'un tel scénario, quand on prend la mesure du mécontentement suscité par la faiblesse des résultats de la CIG ?

1) L'enjeu diplomatique et militaire

Les Pays d'Europe Centrale candidats à l'adhésion sont tous des pays qui ont fait partie du Pacte de Varsovie. Après la dissolution de celui-ci, entrée en vigueur le 1er juillet 1991, la redéfinition du rôle de chacun dans l'espace continental européen a trouvé une acuité nouvelle. D'autant que l'implosion du système de défense soviétique en Europe et en particulier de ses marches les plus occidentales a laissé ces pays dans un inquiétant vide stratégique et sécuritaire. Ce-dernier pose problème. En effet, leur position géographique éminemment centrale sur le théâtre européen est un élément clé de toute architecture de sécurité. Pour comprendre l'enjeu militaire de l'élargissement, il faut commencer par définir la zone puis les appréhensions et enfin les objectifs des protagonistes. Le Gal Constantin Degeratu, secrétaire d'Etat, Chef d'Etat-major de l'armée roumaine, propose une définition intéresante de l'Europe centrale. Selon lui, "*les pays d'Europe centrale ne constituent pas une entité définie à partir de critères purement géographiques ou culturels et religieux, mais en fonction de leurs caractéristiques géo-historiques, à savoir une position géographique commune (entre l'Allemagne et la Russie), la même vulnérabilité sur le plan géopolitique (leur destinée commune, au cours de l'histoire ayant voulu qu'ils soient davantage des objets de la politique européenne que des sujets indépendants, et qu'ils soient intégrés au fil des siècles dans les empires), ainsi que des options communes en matière de politique intérieure et étrangère*"[120]. Milan Kundera, écrivain et essayiste tchèque, réfugié à Paris, propose une autre définition : "*Par son système politique, l'Europe centrale est l'Est par son histoire culturelle, elle est Occident. Mais puisque l'Europe est en train de perdre le sens de sa propre identité culturelle, elle ne voit dans l'Europe centrale que son régime, autrement dit : elle ne voit dans l'Europe centrale que l'Europe de l'Est*"[121]. Un peu

---

120 Colloque "Une sécurité élargie : les problèmes de sécurité posés par l'élargissement de l'OTAN et des institutions européennes", Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe Occidentale, Athènes, 11 et 12 mars 1997, page 23.
121 Milan KUNDERA, Un Occident kidnappé, ou la tragédie de l'Europe centrale , page 22.

dépassée dans la mesure où elle s'appliquait à une période antérieure à 1989, cette définition garde cependant de sa pertinence dans l'analyse du décalage de points de vue entre l'Europe occidentale et l'Europe du Centre-Est. "*Derrière le Rideau de fer [en Occident], il ne se doutait pas que les temps ont changé et qu'en Europe l'Europe n'est plus ressentie comme valeur*"[122]. Il estime en outre que *"les Polonais, les Tchèques, les Hongrois [ont] eu une histoire mouvementée, fragmentée, et une tradition d'Etat moins forte et moins continue que celle des grands peuples européens. Coincées d'une part par les Allemands, de l'autre par les Russes, ces nations, dans la lutte pour leur survie et pour leur langue, épuisèrent trop de forces. N'étant pas en mesure de s'introduire suffisamment dans la conscience européenne, elles [restent] la partie la moins connue et la plus fragile de l'Occident, cachées, en outre, derrière le rideau de langues bizarres et mal accessibles*"[123]. Cette définition est plus fine que celle que se fait Robert Antretter (PSE, D), membre la commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'UEO et vice président du groupe PSE au sein de cette assemblée. Pour ce-dernier, "*l'Europe centrale est une vaste zone allant de la Finlande à la Grèce, particulièrement bien placée pour favoriser l'interaction positive de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale, même si elle regroupe les pays qui ont subi le plus de bouleversements*"[124]. L'un des principaux éléments de l'identité de l'Europe du Centre-Est est contenu tout entier dans l'attachement viscéral à la culture et à l'Europe de l'entre-deux-guerres, dans ce moment privilégié de leur histoire où ils ont pu jouir de leur fragile mais pleine souveraineté. A la fin des années 80, la fin des régimes d'inspiration soviétique a brusquement fait ressurgir dessous la carte de l'Europe contemporaine, la vieille carte de l'Europe dessinée aux Traités de Trianon et de Versailles. Subitement les Pays d'Europe Centrale sont renvoyés aux démons qui les hantent depuis des décennies. La boîte de Pandorre des nationalités et des nationalismes se rouvre. Or, il ne faut pas oublier que pendant des siècles de guerres, de conflits et de traités de paix les peuples d'Europe centrale ont appris à se défier de leurs voisins. Ceux-ci ayant une fâcheuse tendance à verser dans l'impérialisme belliqueux au détriment les uns des autres.

Si à Varsovie, Budapest, Prague et Bratislava, on s'est réjouit du mouvement qui a ramené la démocratie dans l'ensemble du bloc, très vite, les gouvernements se sont alarmés du refus d'Helmut Kohl de s'engager sur l'intangibilité de la frontière orientale de l'Allemagne. Ce n'est que le 14 novembre 1990 - c'est à dire une fois la réunification effectuée - que l'Allemagne reconnaît sa frontière

---

122 Ibid., page 22.
123Ibid., page 10.
124 Ibid., page 28.

orientale avec la Pologne sur la ligne Oder-Neisse. Au total, il aura fallu un peu plus d'un mois entre la réunification allemande et la reconnaissance. Suffisamment en tout cas pour émouvoir l'opinion publique européenne et raviver les appréhensions polonaises et tchèques sur le rachat des terres par les anciens propriétaires allemands. Chez les Polonais, les craintes sont allées jusqu'à inciter le Premier ministre non-communiste Tadeusz Mazowiecki à demander à Mikhaïl Gorbatchev un report momentané du retrait de l'Armée rouge. Geste qui est à rapprocher de sa demande d'adhésion à l'OTAN et dans lequel Jordi Solé Tura, membre socialiste de la délégation espagnole à l'assemblée parlementaire de l'UEO, voit "*[l'expression d']un besoin de sécurité en ce qui concerne non seulement leur frontière orientale, mais aussi leur frontière occidentale*"[125]. Pour les Tchèques, ce n'est qu'en 1997 qu'un règlement à l'amiable avec l'Allemagne sur les Sudètes et l'exode forcé des deux millions d'Allemands a pu être trouvé. Robert Antretter (PSE, D) rappelle à ce sujet qu'"*il y a lieu également d'espérer que l'Allemagne et la République tchèque finiront par approuver leur projet de déclaration commune sur les principes régissant les relations bilatérales futures entre les deux pays"*[126]. Le problème en fait est plus large. Pour Apostolos Kaklamanis, président du Parlement hellénique, "*une nouvelle carte se dessine en Europe centrale et orientale où des réformes socio-politiques d'envergure sont en cours. Cette nouvelle donne, toutefois, libère aussi les courants nationalistes et alimente parfois un climat d'instabilité dangeureux. C'est particulièrement vrai des pays où les nouvelles structures subissent l'influence du revanchisme, où elles ne reposent pas toujours sur des principes démocratiques et où l'économie est trop souvent sous le contrôle des forces aveugles du marché auxquelles il faut ajouter des circuits troubles, voire criminels*"[127].

La question du droit des minorités dans les PECO est donc une question primordiale pour l'UE. Il s'agit de s'ouvrir à des pays, une fois que ces-derniers auront éliminé tous les différents qui persistent entre eux, comme le souligne Boris I. Korneïenko, ambasadeur d'Ukraine à Athènes en expliquant que "*certains litiges entre Etats, dus notamment à des questions ethniques et à des problèmes de minorités, sont en voie d'être réglés car c'est une condition préalable à l'adhésion à l'OTAN*"[128]. Dans ce domaine, les relations entre la Hongrie et la Roumanie d'une part et entre la Hongrie et la Slovaquie ont suivi des cours

---

125 SOLÉ TURA, Colloque "Une sécurité élargie…", UEO, Athènes, Op. cit., page 49.
126 Robert ANTRETTER, La dimension orientale de la sécurité européenne, Assemblée de l'UEO, Rapport, document 1542, 42e session, Paris, 4 novembre 1996, page 12.
127 Apostolos KAKLAMANIS, Colloque UEO "Une sécurité élargie…", Op. cit., page 13.
128 Ibid., page 43.

différents. Par le caractère symétrique de leurs développements, ils ont acquis une notoriété qui en font des cas d'école.
De l'avis général, le conflit potentiel entre les deux premiers au sujet de la Transylvanie et de la région du Banat a relativement bien été géré par les deux parties. Par sa modération, la Hongrie a été exemplaire. Grâce à la détente généralisée, le nouveau président roumain Emil Constantinescu peut déclarer "*Le 16 septembre 1996, la Roumanie et la Hongrie ont signé, à Timisoara, [un] Traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage, qui est entré en vigueur le 27 décembre 1996. En vérité, ce traité a inauguré un nouveau chapitre dans les rapports entre la Roumanie et la Hongrie, contribuant d'une manière décisive à la consolidation de la paix et de la stabilité dans la région"*[129]. À l'occasion de sa visite à Budapest au Congrès du Kresztenydemokrata Neppart (KDNP), Win van Velzen rend également un hommage appuyé à ce parti membre de l'UEDC pour son attitude responsable à l'égard des minorités hongroises. En effet, en ne se reconnaissant qu'un droit moral et politique, en refusant d'entrer dans une logique nationaliste de rattachement, la Hongrie a gagné sa place au Conseil de l'Europe et rendu légitime ses récriminations à propos du traitement des minorités hongroises dans les pays voisins. Wim van Velzen rappelle que dans le cas contraire :

> *"The image of Hungary that then would have been created, would have been one of a country with territorial ambitions and an urge to expand, which of course would have caused great pressure in this region and would have made EU membership impossible".*[130]

Cependant, toutes les relations en Europe centrale ne suivent pas un cours aussi harmonieux. Robert Antretter (PSE, D) rapelle dans son rapport qu'"*environ 600 000 Hongrois de souche vivent en Slovaquie et revendiquent en tant qu'ethnie une autonommie collective, que la Slovaquie n'est pas disposée à leur accorder*". Il ajoute : "*la minorité hongroise accuse également les autorités slovaques de voter des lois qui limites ses droits de minorité*"[131]. Mais, le droit des minorités n'est qu'une partie du contentieux slovaco-magyar. ailleurs, le droit des minorités n'est qu'une partie du contentieux slovaco-magyar. Il faut y ajouter également l'affaire rocambolesque des barrages de Gabcikovo et de Nagymaros sur la première moitié de la frontière danubienne des deux Etats. "*En Slovaquie, cette affaire est devenue une cause nationale. Il ne s'agit pas seulement d'un grand investissement technico-industriel, mais du symbole même*

---

129 Emil CONSTANTINESCU, "L'intégration dans l'Europe unie n'admet pas d'alternative" in Les Européens, le magazine électronique de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, mai 1997
130 "L'image de la Hongrie qui aurait été créée, aurait été celle d'un pays avec des ambitions territoriales et le désir de s'étendre, qui bien sûr aurait causé une grande pression dans la région et aurait rendu toute adhésion à l'UE impossible." Win van Velzen (PPE, NL), Adresse au Keresztenydemokrata Neppart , Op. cit.
131 Robert ANTRETTER, "La dimension orientale de la sécurité européenne", Op. cit., page 12.

de l'indépendance et de la fierté nationales. [...] Si la nation slovaque n'a pas pu devenir une vraie nation, c'est parce que les Hongrois puis les Tchèques l'en ont empêchée. Le débat autour du projet des deux barrages réunit les processus d'identification positif et négatif. En contruisant leur barrage, les Slovaques réaliseraient, enfin, la grande entreprise nationale de l'avenir, mais, une fois de plus, les Hongrois leur mettent des bâtons dans les roues"[132]. L'affaire a été envoyée pour règlement au Tribunal international de La Haye, mais Gyula Horn, chef du gouvernement et leader du MSZP, a décidé en 1997 de faire un pas en direction de Vladimir Meciar, en prévoyant la reconstruction du deuxième barrage, projet un moment abandonné. L'opposition anti-communiste a tôt fait de se réveiller et de retrouver les anciens accents du "eux" contre "nous". "*Le barrage devient un monument que l'Etat-parti a dressé à sa propre gloire et la protestation contre le barrage devient le symbole de la résistance d'une société qui s'organise autour de différentes logiques, notamment politique, économique et écologique. Ces trois logiques sont loin d'être compatibles, mais ici, elles trouvent un ennemi commun. Le barrage est le monument antiéconomique et antiécologique de l'Etat-parti antidémocratique*"[133]. La présentation des ressorts politiques et affectifs de l'affaire montre combien la fierté nationale est un élément encore très vif dans cette partie de l'Europe et combien elle envenime les rapports inter-étatiques.

L'élargissement à la Pologne pose également la question, en matière de sécurité, de l'enclave de Kaliningrad et de sa frontière avec la Russie. Les problèmes posés par cette enclave relèvent plus ou moins de la même catégorie que ceux de Saint-Pétersbourg lors de l'adhésion de la Finlande à l'Union. Il s'agit d'un domaine particulièrement sensible car "*la forte présence militaire russe dans cette enclave et la question du transit militaire russe à travers le territoire lituanien constituent une source de préoccupation permanente pour la Lituanie et la Pologne, même si ces dernières évitent de porter ce sujet sur la place publique*"[134].

En marge de la question de l'élargissement se profile la question chypriote et celle des relations difficiles entre la Grèce et son voisin turc. En dépit des espoirs nourris par Klaus Hänsch sur ce point - il avait évoqué un possible "effet catalyseur"[135] de l'adhésion de Chypre sur le règlement de la partition de l'île en deux entités distinctes - une prise en otage de l'UE par la Grèce n'est pas à

---

132 Laszlo PERECZ, "Gabcikovo, la dernière valse sur le Danube" in Nepszabadsag, traduit et publié in Courrier international, n° 334, semaine du 27 mars au 2 avril, page 16.
133 Ibid.
134 Robert ANTRETTER, Rapport, document n°1542, Op. cit., page 11.
135 Klaus HÄNSCH, débat sur l'Ageda 2000, compter rendu in extenso des séances, Op. cit., page 44.

exclure. Ce qui ne manque pas de susciter l'inquiétude des pays candidats à l'adhésion. Jean-François Vallin, secrétaire général du PSE, rapporte dans une note à l'attention de Rudolf Scharping que Milos Zeman, leader du Ceska Strana Socialne Demokraticka (CSSD) "*craint […] un veto de la Grèce si le problème de Chypre n'est pas résolu*". Dans un tel cas de figure le processus général d'élargissement risquerait d'en souffrir. On notera au passage que la crainte est formulée par un social-démocrate et concerne le gouvernement grec dirigé par le PASOK, à savoir le parti socialiste panhellénique.

Le vide militaire et stratégique actuel, fait courir un risque pour l'ensemble euro-atlantique d'une part et russe d'autre part. Il représente une inconnue pour la stabilité de l'ensemble de l'architecture de sécurité. Cependant, après plusieurs années d'efforts, la détermination des PECO à intégrer l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et toutes les autres structures occidentales de sécurité comme l'Union de l'Europe occidentale (UEO) commence à rencontrer un écho favorable à Washington et à Bruxelles. Cette détermination est farouche comme le laisse supposer le rapport Antretter :

> *"La volonté inébranlable de toutes les nouvelles démocraties d'Europe centrale, de la mer Baltique à la mer Noire, de devenir membres des institutions de sécurité européennes et transatlantiques le plus rapidement possible reste une préoccupation essentielle de leurs gouvernements, de leurs parlements et de leurs opinions publiques. Le fait que dans certains de ces pays, […] les anciens partis communistes soient redevenus les principaux acteurs du jeu politique n'affecte en rien cette détermination".*

Elle est motivée, en fait, par l'espoir d'obtenir par ce biais la stabilité intérieure et partant de là, d'optimiser les possibilités d'investissements occidentaux. Les gouvernements prennent bien garde, encore jusqu'à maintenant, de ne pas se mêler des tentatives occidentales de renforcement du pilier européen au sein de l'OTAN. La question très sensible de l'interopérabilité des armements, et de ses implications économiques, est prudemment aussi prudemment déviée, de la même manière, sur celle nettement plus anodine du soutien populaire dont jouiraient l'OTAN et l'UE en cas de référendum d'adhésion.

Ainsi, la croyance est très forte, dans les PECO, que l'élargissement des institutions européennes de sécurité et de défense, apportera la stabilité intérieure. Cette croyance est relativement répandue surtout parmi les dirigeants des pays candidats qui ont la plus grande probabilité d'être intégré à la première vague. Elle s'explique par le lien de causalité que ces responsables font

entre la stabilité intérieure d'un côté et l'accroissement des investissements étrangers dans l'économie nationale d'un autre côté[136]. Mais il s'agit en réalité d'un jeu à front renversé. En effet, alors que les PECO privilégient leur candidature à l'OTAN sur les questions militaires, ils négligent du même coup l'UEO qui - bien que généralement définit comme "le pilier européen de l'OTAN" - n'en est pas moins le bras armé de l'Union européenne. Ainsi, selon l'article J.4 du Traité de Maastricht et surtout J.7 du nouveau Traité d'Amsterdam, "*l'Union de l'Europe occidentale (UEO) fait partie intégrante du développement de l'Union en donnant à l'Union l'accès à une capacité opérationnelle, notamment dans le cadre [des] missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix."*[137] Ce faisant, ils omettent deux points essentiels. Le premier est qu'il existe une nette séparation entre l'OTAN d'un côté et l'Union européenne de l'autre. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux multiples déclarations du PSE comme quoi l'adhésion à l'Union européenne ne saurait être un lot de consolation pour un report d'adhésion à l'OTAN[138]. Ensuite, ils oublient, comme le précise Lothar Rühl, un ancien Secrétaire d'Etat allemand à la Défense[139], que "*si l'OTAN peut favoriser la stabilité extérieure en apportant un soutien externe et si elle peut transformer ce soutien en soutien interne direct, elle ne peut pas grand chose en ce qui concerne la stabilité intérieure et la transformation de ces pays sur les plans économique, politique et social. Cette mission incombe à l'Union européenne*". Enfonçant le clou tout en modérant son propos, il ajoute "*l'appartenance à l'OTAN et même à l'Union européenne ne règlera pas en soi les problèmes de stabilité elle ne fournira qu'un cadre extérieur*".

Les questions que se posent les Etats membres actuels dans le domaine militaire sont d'une toute autre nature. Il s'agit pour eux de savoir si les Européens arriveront à obtenir des États-Unis d'Amérique l'autorisation d'exercer seul un commandement militaire de l'OTAN, le commandement du flanc Sud étant celui le plus fréquemment évoqué. En effet, les élargissements de l'OTAN, de l'UE et de l'UEO, s'ils ne débutent pas en même temps et ne se font pas au même rythme, n'en sont pas moins liés. Et dans ce contexte, la France a cherché,

---

136 S.E. M. l'Ambassadeur Boris I. KORNEÏENKO, Ambassadeur d'Ukraine à Athènes, Compte rendu officiel du Colloque de l'Assemblée parlementaire de l'UEO sur "Une sécurité élargie : les problèmes de sécurité posés par l'élargissement de l'OTAN et des institutions européennes", Athènes, les 11 et 12 mars 1997, page 44.

137 Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres, Projet de Traité d'Amsterdam, Bruxelles, 19 juin 1997, CONF/4001/97 CAB, page 100.

138 Klaus HÄNSCH, Compte rendu in extenso des séances, Op. cit., page 44.

139 M. Lothar Rühl, Colloque de l'Assemblée parlementaire de l'UEO, Op. cit., page 54.

jusqu'au Sommet de l'Alliance atlantique de Madrid en juillet 1997, à monnayer en vain sa réintégration dans l'ensemble des structures intégrées de l'OTAN contre un rééquilibrage des positions en faveur de l'Europe. Malgré de timides avancées[140] "*Paris constate qu'aucun accord n'est, à ce jour, en vue avec Washington sur un partage du commandement sud de l'Alliance, ce qui ne lui permet pas d'aller plus avant dans son rapprochement des structures militaires intégrées*"[141].

Plus largement c'est la place et le rôle de l'UEO par rapport à une Union européenne élargie qui est en question pour les responsables politiques européens en charge des questions de défense. Comme le souligne l'assemblée parlementaire de l'UEO, "*il est absolument nécessaire que les gouvernements membres de l'UEO cessent de considérer, comme le font la plupart d'entre eux, que l'organisation n'aurait qu'un rôle complémentaire à jouer dans l'élaboration d'une architecture de sécurité paneuropéenne*"[142]. La crise de confiance de l'UE touche aussi son organisation de défense. Dans ses conclusions, le rapporteur résume la situation à un terrible portrait de la sécurité européenne où la réflexion est totalement monopolisée par les États-Unis d'Amérique et leurs soucis de ménager la Russie, les institutions communautaires complètement introverties et l'UEO et sa contribution à la stabilisation de l'Europe centrale et orientale totalement marginalisées. Il termine sur un terrible constat :

> *"Le moins que l'on puisse dire est que [les PECO] ont manifesté un grand enthousiasme à être mieux informés sur le rôle de l'UEO qui, dans certains pays, est très peu connue".*[143]

Le SPD va encore plus loin dans sa critique en considérant qu'aussi longtemps que la PESC sera définie à un niveau intergouvernemental, une fusion de l'UE et de l'UEO est irréaliste et politiquement une erreur[144]. Dans le débat, sur quelle organisation de défense privilégier, le SPD a tranché à Mannheim clairement en faveur de l'OTAN au détriment de l'UEO en déclarant que les structures militaires dupliquant le travail de l'OTAN ne doivent pas voir le jour.

Par ailleurs, les partis socialistes ne partagent pas tous le même point de vue sur la question du statut nucléaire d'une Europe élargie. En effet, en novembre

---

140 "Depuis le Conseil Atlantique de Berlin en juin 1996, la rénovation de l'OTAN a progressé, ne serait-ce que par la désignation d'un adjoint européen au commandement en chef (américain) des forces alliées habilité à diriger des opérations strictement européennes ou par la redéfinition des rapports entre l'UEO (l'Organisation militaire européenne) et l'OTAN." Extrait de l'article de Luc Rosenzweig et Daniel VERNET,"La France risque de se trouver isolée lors du sommet atlantique de Madrid" in Le Monde, Paris, vendredi 4 juillet 1997, page 4.

141 Ibid.

142 Robert ANTRETTER, Rapport "la dimension orientale de la sécurité européenne", Op. cit., page 32.

143 Ibid.

144 SPD, We need Europe, Résolution du Congrès national de Mannheim, 14-16 novembre 1995, page 6.

1995, à l'occasion de son Congrès de Mannheim, le SPD a adopté un texte dénonçant catégoriquement l'arme nucléaire et les tests et s'est clairement prononcé en faveur d'une Europe délivrée des armes nucléaires. Ce faisant, il se rapproche de la conception ukrainienne de la sécurité européenne comprise comme une Europe centrale totalement dénucléarisée[145].

Le coût et la répartition de la charge financière de l'élargissement de l'OTAN sont d'autres éléments qui agitent les capitales occidentales. La *Rand* a évalué le coût de l'élargissement à près de 140 milliards de dollars. Si le Congrès américain, pour des raisons politiques, a examiné un autre rapport où le coût n'était seulement que de 38 milliards de dollars, le coût réel doit vraissemblablement se situer entre les deux. La manière dont la clef de répartition des coûts envisagée par le Congrès fait largement la place à la partialité. En effet, comme le rapporte Jacques Baumel, président de la commission politique de l'assemblée parlementaire de l'UEO, elle est tellement caricaturale qu'elle ne peut que susciter des réactions de rejet :

> *"15% pour les Etats-Unis, 50% pour les Européens occidentaux, 15% pour les Etats membres, il reste 20% dont on ne sait pas très bien ce que l'on en fera. Cela veut dire que chacun de nos pays, à un moment où on diminue sérieusement les budgets militaires, où l'opinion de chacun de nos pays est très opposée à toute augmentation des crédits de défense, va devoir supporter un poids beaucoup plus important".*[146]

L'unique avantage qu'ont les actuels pays membres à l'élargissement est l'inclusion des pays candidats dans la sphère économique de l'Union européenne. Car sous prétexte d'interopérabilité des armements, la compétition avec les Etats-Unis sur l'ensemble des marchés, et notamment celui des équipements militaires, ne fait que commencer en Europe centrale. Refusant de feindre plus longtemps l'innocence le libéral Nicolas About (ELDR, F) interpelle ses collègues démocrates-chrétiens et socialistes :

> *"Nous devons comprendre les véritables enjeux de cet élargissement. Il s'agit officiellement d'étendre à l'Est la sécurité et la stabilité, mais les objectifs américains sont davantage de nature économique et technologique. La sécurité des PECO n'est pas menacée pour l'instant. […] Le souci de Washington n'est pas tant la sécurité de ces pays que leur dépendance politique et technologique à l'égard de l'OTAN, donc du commandement américain.*

---

145 Robert ANTRETTER, Rapport "la dimension orientale de la sécurité européenne", Op. cit., page 28.
146 Jacquess BAUMEL, Colloque "une sécurité élargie…", Op. cit., page 16.

Les Pays du groupe de Visegrad appelés à devenir membres de l'Alliance d'ici 1999 sont les seuls à réussir leur transition économique. Ils constituent un important marché pour une industrie de défense d'Outre-Atlantique en quête de nouveaux contrats représentants plusieurs centaines de milliers d'emplois. Le marché à l'Est des avions de combat dans les quinze années à venir est estimé à plusieurs centaines d'appareils.
L'enjeu central de l'élargissement de l'OTAN à l'Est est bien d'ordre commercial et technologique car toute alliance militaire entraîne de facto une certaine standardisation des équipements pour assurer l'interopérabilité des différentes armées qui la composent."[147]

Des propos détonnants qui prennent un relief particulier à la lumière d'un article de la presse aéronautique spécialisée :

"Boeing views its participation in the winning bid to become a strategic partner in Czech aerospace manufacturer Aero Vodochody as a manufacturing foothold in Europe with significant potential.
Possibilities include final assembly of Mc Donnel Douglas F/A-18 fighters, i fchosen in an ongoing Czech Republic air force competition, and worldwide marketing support for Aero Vodochody's L-39 and L-159 jet trainers and light attack aircraft. Subcontract manufacturing of civil aircraft components also could be increased. […]
If the twin-engined Mc Donell fighters wins the competition, some F/A-18 components manufacturing are expected as well".[148]

Et Nicolas About de conclure sur ces questions en estimant "*qu'en termes de sécurité et de stabilité, l'Europe centrale et orientale a bien plus à gagner à une adhésion à l'Union européenne qu'à une entrée à l'OTAN*". Conclusions que visiblement le social-démocrate allemand Karsten Voigt, président de l'Assemblée de l'Atlantique Nord ne partage pas, lui qui déclare que "*faire dépendre l'élargissement de l'OTAN de la solution des problèmes agricoles de l'Union européenne montrerait que l'adhésion à l'OTAN n'est pas pour demain ni même pour après demain*"[149].

---

147 Nicolas ABOUT, Colloque UEO "une sécurité élargie…", Op. cit., page 62.
148 "Boeing voit sa participation à l'offre gagnante de devenir le partenaire stratégique du manufacturier aérospatial Aero Vodochody comme une position manufacturière en Europe ayant un potentiel de croissance significatif.
Les possibilités incluent l'assemblage final d'avions de chasse F/A-18, si ces-derniers sont choisis dans l'appel d'offre en cours de l'armée de l'air de la République tchèque, et le soutien marketing mondial pour les avions d'entrainement et légers d'attaque L-39 et L-159 d'Aero Vodochody. Un sous-contrat de fabrication de composant d'avions civils pourraient aussi être augmenté. […]
Si les chasseurs bi-réacteurs de Mc Donnell remporte la compétition, des contrats de fabrication de composants de F/A-18 sont également attendus." Traduction libre.
Paul PROCTOR, "Boeing Has Big Plans For Aero Vodochody" in Aviation Week&Space Technology, Paris, 16 juin 1997, page 61.
149 Karsten VOIGT cité par Robert ANTRETTER, "La dimension orientale de la sécurité européenne", Op. cit., page 27.

L'enjeu en matière de sécurité est donc bien un enjeu important. il recouvre plusieurs dimensions dont la dimension économique est loin d'être la plus négligeable. S'appuyant sur une réalité et des perceptions plurielles de la place de ces pays dans l'espace continental, il est possible de dresser le constat que les sociaux-démocrates et les démocrates-chrétiens ont du mal à s'accorder entre eux sur l'organisation la plus adéquate pour accueillir les PECO ainsi que sur les rythmes d'accession. Le statut de puissance nucléaire pour l'Europe élargie ne bénéficie pas plus du consensus. Les clivages partisans ne sont pas opératoires, notamment parce que les revendications minoritaires à l'Est d'une part et les intérêts commerciaux et nationaux bien compris des pays de l'Europe occidentale d'autre part forment une troisième composante politique qui brouille les positions.

Mais l'aspiration à une protection militaire stratégique n'est qu'une facette des enjeux posés par l'élargissement. Le second enjeu, et non des moindres, recouvre les aspects économiques. En effet, la mise à bas du CAEM, ou Comecon, à la fin juin 91, a lui aussi créé un vide. Un vide que l'abandon de l'économie planifiée et du "bilatéralisme étoilé"[150] n'ont pas comblé, bien qu'ils rapprochent les PECO d'une économie sociale de marché et de son environnement concurrentiel. Dans le domaine économique, l'aspiration au bien-être et au confort occidental se heurte à la douloureuse mise aux normes européennes de production et aux différents standards sociaux. Sans compter que, là aussi, les avis ne sont toujours convergents entre les pays candidats et les pays membres. Ces-derniers commencent à peine à faire le chiffrage du coût qu'ils vont devoir assumer pour réaliser ce "Plan Marshall pour l'Est". Les répercussions sur les politiques communautaires promettent d'être considérables. PSE, PPE et partis nationaux cherchent le moyen de faire passer les réformes indispensables en douceur. Mais combien de temps, les opinions publiques d'Europe centrale tiendront-elles encore face aux sacrifices réclamés pour satisfaire aux normes ? Et les opinions publiques occidentales accepteront-elles que l'élargissement se fasse, avec tout ce que cela suppose de redéploiement financier, alors que 18 millions de personnes sont actuellement au chômage ?

150 Nom donné aux échanges commerciaux caractérisant les anciens pays satellites avec l'URSS au sein du Conseil d'Assistance Économique Mutuel.

2) L'enjeu économique

La commémoration du cinquantième anniversaire du Plan Marshall d'aide à la reconstruction de l'Europe d'après-guerre est venue rappeler aux responsables européens occidentaux la situation économique précaire dans laquelle sont plongés les Pays de l'Europe centrale et orientale. Si la Commission européenne présente le volet financier de sa communication *Agenda 2000* comme un véritable "Plan Marshall pour les PECO", d'autres considèrent que la situation actuelle diffère trop de celle de 1947 pour qu'on puisse établir des parallèles. Ne serait-ce parce que "*chacun des Etats de l'Europe centrale et orientale s'est arrimé à l'économie mondiale en appliquant la méthode du chacun pour soi, en se lançant même dans une sorte de compétition les uns avec les autres.*"[151]
Pour les PEC, l'aspiration à un mieux être économique a été un des moteurs de la révolution démocratique qu'ont connu ces pays. Or, pour ce faire, il faudrait une ouverture des marchés occidentaux aux produits du Centre-Est. "*C'est la requête de tous les responsables est-européens : «Trade, not aid». On n'est sans doute pas allé assez loin dans l'ouverture de nos frontières aux produits d'Europe centrale parce que la chute du communisme est survenue à un moment où la conjoncture était mauvaise, alors que ces pays pouvaient être concurrentiels dans des secteurs eux-mêmes en crise à l'Ouest*"[152]. Cette analyse est corroborée par l'interventions de Josef Oleksy, président du *Sojusz Lewicy Demokratycznej* (SLD) qui a réclamé des autres socialistes européens que "*les pays candidats [soient] d'abord vu comme des partenaires, pas comme des clients*"[153]. Son homologue Jedrzeij Krakowski d'*Unia Pracy* n'est pas resté non plus sans voix pour se plaindre "*des restrictions à l'ouverture du marché européen*"[154]. Mais, les PEC n'ont pas, contrairement au dernier élargissement à la Finlande, l'Autriche et la Traité de Rome, des pans entiers de l'acquis communautaire dans leur patrimoine économique et juridique[155]. Or, si l'ouverture des marchés risque d'être douloureuse pour les marchés des pays membres, l'adoption des normes occidentales de production ne se fera pas sans difficulté, ni grincements de dents à l'Est. La Commission européenne estime qu'"*ils devront notamment pouvoir fabriquer des produits conformes aux exigences techniques européennes, ce qui sera facilité par la reprise de l'acquis,*

---

151 Pr. Christian de BOISSIEU, "Après 1989, en Europe centrale, ça a été le chacun pour soi" in Le Monde, Dimanche 8-Lundi 9 juin 1997, page 13.
152 Ibid.
153 "L'élargissement", Note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.
154 Jean-François VALLIN, Note à l'attention du président, PSE, Bruxelles, 14 avril 1997.
155 "Lors du dernier élargissement, les nouveaux Etats membres, participant à l'EEE et présentant des économies fortement développées, avaient déjà intégré de grandes parties de l'acquis. Ce n'est pas le cas des candidats actuels." Agenda 2000, volume 1, Op. cit., page 56.

la mise en place et le bon fonctionnement des structures institutionnelles nécessaires et une activité adéquate dans le domaine de la normalisation"[156]. Sans compter que l'ouverture des marchés essuie un refus, dans les pays membres de l'UE, de la part des catégories socio-professionnelles concernées par l'ouverture. En effet, "*les ajustements risquent d'être particulièrement douloureux dans les régions ou les branches d'activité qui souffrent déjà d'une offre excédentaire sur le marché du travail ou de capacités excédentaires dans les secteurs dits sensibles. Ils seront bien moins pénibles lorsque les capacités sont complémentaires ou ne se font pas réellement concurrence, comme dans le domaine des télécommunications, de la fourniture d'énergie, des services financiers ou encore du tourisme*"[157]. Avec des économies, enregistrant de beaux taux de croissance, mais particulièrement fragiles[158], la Commission européenne craint que "*ce défi [de l'élargissement] soit d'autant plus difficile à relever que des tensions liées à une exposition accrue à la concurrence pourraient se faire sentir peu partout dans les nouveaux Etats membres*"[159].

A l'Ouest, quelques voix discordantes prêchent le réalisme. Ainsi Willy Claes, (PS, B) auprès de ses amis socialistes s'interroge : "*Il faut avoir le courage de la vérité économique, qui est prêt à accepter l'ouverture des frontières, par exemple pour l'agriculture, le textile, la sidérurgie ?*"[160] Propos qui rencontrent cependant l'opposition courtoise d'intellectuels et hommes de gauche, regroupé au sein du *European Forum for Democracy and Solidarity*[161] qui mettent en avant :

> *"The accession should not turn into a one-side diktat, in which the EU lays down conditions which the applicants are obliged to accept. It must be a partnership which takes account of the interest and aspirations of the applicants."*[162]

---

156 Agenda 2000, COM(97) 2000 Vol. I, Office des publications officielles des Commmunautés européennes, Luxembourg, mars 1997,, pages 54 et 55.

157 Agenda 2000, COM(97) 2000 Vol. II, Office des publications officielles des Commmunautés européennes, Luxembourg, mars 1997, page 19.

158 Cf. Annexes G. Tableau sur l'évolution des PNB.

159 Ibid., page 21.

160 "L'élargissement", Note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.

161 Le Forum européen pour la Démocratie et la Solidarité a été fondé en 1993 à l'initiative de partis sociaux-démocrates occidentaux. L'objectif est de fournir une étroite coopération entre les partis européens, les organisations et les individus qui partagent les principes et les valeurs sociaux-démocrates. Le Forum fonctionne comme une fondation. Il est présidé par Heinz Fischer qui est le Porte-parole du Parlement autrichien.

162 "L'adhésion ne doit pas se transformer en un diktat unilatéral, dans lequel l'UE poserait des conditions que les candidats seraient obligés d'accepter. Cela doit être un partenariat qui prenne en compte les intérêts et les aspirations des candidats." John EATWELL, Not «Just another Accession», The political Economy of EU Enlargement to the East, ouvrage collectif, Institute for Public Policy Research (IPPR), Londres, 1997, page 31.

Exiger une intégration rapide de l'acquis communautaire par les pays d'Europe centrale candidats à l'adhésion sera d'autant plus difficile qu'aucun Etat membre à l'heure actuelle n'a réussi à transposer l'ensemble de la législation communautaire dans son droit national[163]. Cependant, ceci est une exigence car "*dans les pays candidats, les normes sociales sont généralement peu élevées, en particulier en matière de santé publique, d'indemnisation du chômage, de santé et de sécurité sur le lieu de travail. Une adaptation trop lente de ces normes risquerait de compromettre le caractère unitaire de l'acquis et de fausser le fonctionnement du marché unique*"[164]. Le *European Forum for Democracy and Solidarity* pointe également du doigt ce problème[165]. Il souligne qu'il existe une grande tentation chez les Etats membres d'imposer aux PECO les coûts sociaux les plus importants en matière d'ajustement. Pour contrer cela, il propose de faire reconnaître le droit pour les pays candidats de bénéficier de politiques sociales adaptées, de faire bénéficier de longues périodes d'adaptation pour les politiques sociales les plus coûteuses, d'anticiper sur des politiques sociales déjà appliquer dans l'UE comme les politiques en matière de retraite, enfin de ne pas oublier que l'État providence pour être viable doit sans cesse s'adapter aux nouvelles conditions démographiques, économiques, internationales ou encore technologiques.

Tandis que les démocrates-chrétiens découvrent progressivement que l'élargissement aura un coût[166] et font preuve, selon les socialistes européens, d'un peu trop d'optimisme[167] les socialistes, eux, s'alarment des problèmes que l'élargissement va poser pour la protection du marché du travail de l'UE, pour la préservation de normes sociales minimales dans et en-dehors de l'UE et du financement du coût global.
En effet, c'est sur la dotation globale pour la période 2000-2006 d'un montant de 275 milliards d'Ecus[168] que la Commission européenne a fait apparaître le financement de l'élargissement. Celui-ci représentera au total 75 milliards d'Ecus sur l'ensemble de la période financière comprenant notamment 21 milliards d'Ecus d'aides pré-adhésion et 45 milliards au titre des Fonds structurels. Ces sommes devraient permettre, selon la Commission européenne, de rester dans le

---

163 Agenda 2000, volume 1, Op. cit., page 57.
164 Agenda 2000, volume 1, Op. cit., page 61.
165 John EATWELL, Not 'Just another Accession, The political Economy of EU Enlargement to the East, Op. cit., page 56.
166 Cf. Annexes E. Interview de Nicole Fontaine : "Mon groupe a quand même pris conscience que l'élargissement, d'abord cela avait un coût."
167 Cf. Annexes F. Interview d'Herwig Kaiser : "Santer base ses calculs pour le financement de l'élargissement sur une croissance de 2,5% par an - ce chiffre est peut-être trop optimiste".
168 Agenda 2000, volume 1, Op. cit., page 85. La dotation budgétaire est calculée à prix constant de 1997 pour un Ecu à 6,63 FF

cadre actuel des ressources propres qui correspondent à 1,27% du Produit National Brut communautaire. Un exercice comptable de haute voltige nécessaire pour ne pas avoir à relever le plafond des ressources. Dans le cas contraire, l'unanimité du Conseil aurait été requise, ainsi qu'une ratification par l'ensemble des pays membres. S'il s'agit bien d'une "somme considérable" que le président de la Commission européenne Jacques Santer a qualifié de "Plan Marshall pour les PECO", en revanche, Erkki Liikanen, le commissaire socialiste européen chargé du budget a dû reconnaître que si la Commission a abandonné "*l'idée de trouver une nouvelle ressource propre afin d'aider les pays d'Europe centrale et orientale à relever le défi de l'adhésion [c'est bien parce qu'il] ne discernait pas vraiment d'enthousiasme dans les capitales pour augmenter les contributions nationales*"[169]. Cet élément n'a pas empêché Hans-Gert Poettering de demander un contrôle parlementaire sur l'emploi de ces sommes.

Pour les socialistes, dans un tel cadre financier, la marge est très restreinte entre la promotion d'un nécessaire effort de solidarité en direction des PECO d'un côté et la mise en avant d'une politique européenne volontariste, ayant des répercussions financières sur le budget communautaire, en faveur de l'Emploi :

> *"Pour donner un vrai signal, il faut trouver des moyens financiers pour mettre en pratique des politiques qui permettent aux personnes sans travail de trouver un emploi. Ce point est étroitement lié au budget. Or, si on prend des sommes dans la marge budgétaire actuellement allouée à l'élargissement afin de financer des mesures contre le chômage, on risque de mettre en même temps en danger le calcul de la Commission. Tout ce plan Marshall reste un peu en suspens".*[170]

Gardant un œil sur le Sommet extraordinaire de Luxembourg exclusivement consacré aux questions d'Emploi et un autre sur un électorat populaire de plus en plus réticent, Klaus Hänsch (PSE, D) rappelle que "*18 millions de chômeurs n'accepteront pas que l'Union se charge d'autres problèmes avant d'avoir apporté un début de solution au problème de l'emploi*".
Parfois, la question sociale prend même le pas sur les intérêts commerciaux des entreprises de l'UE :

> *"si cet élargissement se contente d'être un processus de recherche de nouveaux marchés pour les grosses entreprises, ça ne sera pas notre élargissement."*[171]

---

169 Agence Europe, bulletin, n°7018, jeudi 17 juillet 1997, page9.
170 Cf. Annexes F. Interview d'Herwig Kaiser, Op. cit.
171 Ibid.

Les socialistes européens résolvent la contradiction potentielle entre les intérêts différents des PECO et ceux de l'UE par la mise en exergue d'une politique sociale renforcée pour l'Union élargie et par la réaffirmation d'une solidarité nécessaire avec les pays candidats. Ce qui n'empêche pas le PSE de plonger dans une perpléxité sans borne sur la manière de justifier les réformes qui vont toucher la Politique agricole commune (PAC) et les Fonds structurels[172] :

> *"Il est clair, pour nous socialistes, qu'une réforme de ces trois points [PAC, Fonds structurels et politique régionale] de la politique est essentielle indépendamment de tout élargissement de l'UE.*
> *La question est également pernicieuse car les deux problèmes sont liés. Et pour les citoyens européens, le danger est de dire «s'il faut une réforme pour élargir, alors on ne veut pas élargir, on préfère garder l'état tel quel». C'est une question essentielle : il faut expliquer clairement aux citoyens que cette réforme est nécessaire indépendamment de tout élargissement"*[173]

Argumentation aussitôt reprise en Allemagne, où Detlev Samland (PSE, D), président de la commission parlementaire des Budgets, en réponse à une question sur les régions qui vont sortir de l'Objectif 1 objecte :

> *"Wenn Sie nicht mehr Geld geben, wenn der Kuchen nicht größer wird, aber die Esserzahl um sechs steigen soll, dann werden denjenigen, die bisher von dem Kuchen partizipiert haben, die Stücke kleiner gemacht werden müssen."*[174]

Parmi les autres points problématiques figure notamment le niveau excessivement faible du PIB[175] par habitant des PECO. Une estimation de la Commission européenne l'évalue à 13% (en Ecus/habitant, en % de la moyenne de l'UE). Les

---

172 Les répercussions attendues sur les Fonds structurels recensées dans l'Agenda 2000 sont une redéfinition des critères d'attribution et des seuils autour de trois objectifs (et non plus sept auparavant). L'objectif 1qui s'adresse aux régions en retard de développement recevra environ 2/3 des sommes allouées globalement aux Fonds structurels. Seules les régions étant en-dessous du seuil de 75% du PIB par habitant par rapport à la moyenne communautaire seront éligibles. La part de la population concernée par les aides attribuées au titre de l'Objectif 1 devrait passer de 51% à "en deçà de 40%". L'Objectif 2 aidera les autres régions dans leurs efforts de reconversion économique et sociale. L'Objectif 2 incitera les régions concernées, y compris les régions mon-productrices, à diversifier leurs activités. Enfin, l'Objectif 3 devrait se concentrer sur les problèmes en matière de ressources humaines et d'adaptation des systèmes d'éducation, de formation et d'emploi. Cf. Agenda 2000, volume 1, Op. cit., pages 18 à 21.

173 Cf. Annexes F

174 Detlev SAMLAND, extrait d'une interview donnée sur la Fernseh-/Hörfunkspiegel Inland II, DLR-Berlin, le 14 juillet 1997 à 6h50 :
"Si on ne donne pas plus d'argent, si le gâteau ne devient pas plus gros, mais que le nombre de convives augmente de six alors, pour ceux qui ont eu jusqu'à présent du gâteau, il faudra faire des parts plus petites." Traduction libre.

175 “Elargissement : priorité à la dimension sociale” in Le Carnet, 2e quizaine de juin 1997.

conséquences sur le plan économique sont immédiates. Les PECO se verraient automatiquement classés dans les régions de l'Objectif 1 - à savoir les régions bénéficiaires des fonds structuraux européens. Raphaël Chanterie (PPE, B) s'inquiétait, lors d'un colloque donné à l'Université Libre de Bruxelles[176] de l'étagement du niveau de vie des différentes populations des Pays d'Europe centrale et Orientale qui se répartit entre 12000 et 25000 francs belges soit à peine un quinzième du niveau de vie en Belgique.

L'enjeu économique de l'élargissement à l'Europe du Centre-Est se révèle être pour les députés et les dirigeants politiques un véritable casse-tête. En effet, ils sont placés dans une situation où d'une part ils ont à l'esprit la portée historique et stratégique à moyen et surtout long terme de l'élargissement pour l'Union européenne. Et dans le même temps, ils sont placés dans l'obligation de respecter un ensemble de mesures, allant de la redéfinition des objectifs des Fonds structurels au respect des critères de convergences définis dans le cadre du Traité de Maastricht en vue de réaliser l'Union Economique et Monétaire. L'ensemble les conduit à rogner sur les dépenses sociales en direction des populations qu'ils représentent. Pour s'en sortir, les socialistes et les sociaux-démocrates mettent en avant le devoir de solidarité, ainsi qu'une construction sociale de l'Europe. Ils soulignent en particulier le coût du non-élargissement. Cette idée, évoquée par Gyula Horn lors d'une réunion des Leaders du PSE à Budapest en novembre 1996[177], a même servie d'idée-pivôt dans le discours de Klaus Hänsch dans le débat sur l'*Agenda 2000* et son volet financier[178]. Mais cela demande malgré tout de la part des gouvernements une abnégation à laquelle tous ne sont pas prêts à céder. L'ouverture des marchés du textile, de la sidérurgie et de l'agriculture réclamés par les homologues de l'Europe centrale est un domaine trop sensible pour les économies nationales, pour que des progrès soient immédiatement enregistrés. Avant cela, il est demandé aux PEC de mettre leur système productif renaissant au diapason des normes sociales occidentales. Ce qui ne saurait se faire sans douleur. Déjà, en République tchèque au mois de février 1997, "*pour la première fois depuis la révolution de velours de 1989, le gouvernement de Vaclav Klaus est confronté à une forte grogne syndicale parmi les enseignants et les cheminots.*"[179] Le syndicat OSZ

---

176 Colloque "Les conséquences du Traité d'Amsterdam", Institut d'Etudes Européennes, ULB, samedi 5 juillet 1997, Bruxelles.

177 Gyula HORN : "il faut penser au coût qu'aurait le non-élargissement, et créer un fonds européen spécial.", Note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.

178 Klaus HÄNSCH : "Aber wir dürfen nicht nur fragen, was kostet der Beitritt, wir müssen auch fragen, was kostet der Nichtbeitritt der osteuropäischen Staaten ?", compte rendu in extenso des séances, Op. cit., page 42.

179 Martin PLICHTA, "Cheminots et instituteurs menacent la paix sociale tchèque" in Le Monde, samedi 28 février 1997, page 3.

des chemins de fer a su mobiliser très fortement les personnels contre les mesures de restructuration devant se traduire par "*la fermeture de 20% des voies, la privatisation de 20% du réseau et le licenciement de 40% des effectifs (50000 personnes).*"[180] Les ajustements structurels recommandés par la Commission européenne suivant une logique concurrentielle risque fort de rencontrer au fur et à mesure, une opposition croissante de la population des Pays de l'Europe centrale.

Mais plus qu'un enjeu diplomatique, militaire ou économique, l'élargissement revêt également pour les partis européens un enjeu institutionnel et politique majeur à relever. En effet, en augmentant le nombre de ses membres, l'Union européenne rend petit à petit l'adoption des directives et des règlementations communautaires de plus en plus difficile. Prévue pour six, la Communauté est passée à neuf, dix, douze puis enfin quinze pays membres. Le fonctionnement de la machine communautaire commence à gripper. La règle extrêmement contraignante de l'unanimité oblige les Etats les plus pressés à ronger leur frein dans l'attente de l'acquiescement des plus réticents d'entre eux. Derrière le drapeau et l'Hymne à la Joie, éléments symboliques de façade, se tiennent des gouvernements nationaux vigilants et intransigeants sur leurs prérogatives. Ce sont eux les véritables maîtres du processus de décision. Et même si le Traité d'Amsterdam a renforcé les pouvoirs du Parlement européen en matière de codécision, la CIG a laissé nombre de députés et d'hommes politiques sur leur faim. Elle devait permettre un profond rééquilibrage des institutions européennes et rencontrer l'adhésion populaire. La population l'a quasiment ignorée et le grand rééquilibrage n'a pas eu lieu.
Pourtant, les attentes fermentent, là où la réforme piétine. Sur la question, les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates font preuve d'un unanisme remarquable. Cependant, il existe parfois des voix originales, y compris dans ces deux énormes machines que sont le PSE et le PPE. Etape indispensable, l'approfondissement recouvre en réalité une multiplicité de débat. La réforme institutionnelle est-elle un préalable à l'élargissement ? Quelles sont les modifications à adopter pour qu'un nouveau Conseil voit le jour ? Les conférences intergouvernementales sont-elles l'unique manière de réformer l'Union ou bien existe-t-il d'autres voies ?
En Europe du Centre-Est, les conditions politiques sont-elles remplies ? Quels sont les risques politiques que font peser l'Europe de l'Est sur l'édifice communautaire ? Si les opinions publiques à l'Est paraissent unanimes à souhaiter

180 Ibid.

l'élargissement, en est-il de même à l'intérieur de l'Union ? L'élargissement est-il à l'abri d'un vote sanction ayant pour fondement des motivations nationales plus qu'européennes ?

3) L'enjeu institutionnel et politique

L'Union européenne, lorsqu'elle prend l'engagement de s'élargir, court le risque de se retrouver bloquer sur le plan institutionnel. A partir du moment où les décisions au sein du Conseil continuent d'être prises à l'unanimité, elle prend un pari hasardeux sur la volonté des Etats membres de coopérer sincèrement et harmonieusement. Les difficiles discussions budgétaires en matière agricole qui ponctuent chaque sommet européen montre que c'est un pari extrêmement risqué. Aussi, pour minimiser le risque et parce que cela correspond à l'un de leurs objectifs statutaires, le PPE, et dans une certaine mesure le PSE, font de la réforme des institutions un préalable à tout élargissement. La bataille institutionnelle n'est pas un phénomène récent. Mais elle a pris de l'ampleur, depuis que le manque de démocratie qui caractérise le processus décisionnel européen a apparu au grand jour au gré des campagnes référendaires dans les Etats membres. Elle constitue un des volets de l'unification politique de l'Europe. Celle-là même qui fut rejetée en France en 1954 sous l'impulsion des Gaullistes et du Parti communiste Français.

L'approfondissement s'articule en fait autour de plusieurs axes. Le premier concerne une réforme du Conseil. Ce dernier, dans sa formation ministérielle, remplit le rôle d'Exécutif, mais également de Législatif. De lui dépendent les traitements, les indemnités et pensions de l'ensemble de la Commission et de la Cour de Justice des Communautés. Mais surtout de lui dépendent la nomination du président de la Commission européenne et la désignation des autres commissaires. Le Traité d'Amsterdam a même renforcé son pouvoir en supprimant le dispositif de consultation obligatoire du Parlement européen antérieur à toute désignation par le Conseil dans ce domaine. C'est pourquoi, la façon dont sont adoptées les propositions de directives et le champ d'application de l'article 189B qui définit la codécision entre le Conseil et le Parlement européen sont si importantes aux yeux des parlementaires européens. L'antienne du vote à la majorité qualifiée au Conseil, comme celle de la repondération des voix, est tellement vieille que les députés PPE mais aussi PSE ne savent plus comment faire pour que toutes deux soient adoptées. Ils sont nombreux à hésiter devant la perspective d'une Union élargie qui n'aurait pas été réformée au préalable.

Voix originale dans un Parti visiblement en faveur d'un conditionnement de l'élargissement à la réforme, Willy Rothley (PSE, D), membre de la délégation mixte UE-Hongrie, se dit préoccupé par l'initiative de Jacques Santer de convoquer une nouvelle CIG après l'an 2000. Estimant personnellement que "*ce serait très dangereux parce que la réforme, qui est très compliquée, ne doit pas être un prétexte pour reporter l'élargissement*", il n'hésite pas à se mettre en porte-à-faux là où l'ancien président du Parlement européen Klaus Hänsch "*conclut",* lui, "*en demandant une réforme de base avant - et pas après - la première adhésion, partant du constat que certains disent non à l'élargissement pour obtenir des réformes tandis que d'autres disent non aux réformes car ils veulent empêcher l'élargissement, ce en quoi les «uns et les autres se trompent»*". Enfonçant le clou, Willy Rothley marque clairement qu'"*il serait très sage d'abord d'élargir puis de réformer.*"

Nicole Fontaine, de son côté, rappelle qu'il s'agit "*de savoir si l'on souhaite élargir quand même, même si l'on n'a pas réussi à réformer l'Europe ou si l'on veut absolument aboutir à la réforme institutionnelle, avant l'élargissement*". Elle ajoute : "*Le problème est qu'Amsterdam ne l'a pas du tout trancher. Il l'a tranché par la fuite en avant.*"[181] Jetant un regard rétrospectif, elle constate les abandons de son parti :

> *"Au début on votait des résolutions qui disaient «jamais nous n'élargirons avant d'avoir renforcé», c'était l'approfondissement, c'était le fameux débat élargissement/approfondissement. Et on a juré craché que ça alors là c'était clair. Et puis nous avons baissé pavillon à l'entrée de la Finlande, de l'Autriche et de la Suède […]".*[182]

Aussi, elle paraît très réservée quant aux développements à venir de l'Union européenne sur la question de la réforme institutionnelle. En effet, il n'y a aucune garantie que l'élargissement prévu - qui, par son ampleur et les pays candidats, ne ressemble à aucun des élargissements précédents - conduise à un meilleur fonctionnement :

> *"je dois vous dire que je crains beaucoup que les causes produisent les mêmes effets. Je ne vois pas comment on va pouvoir obtenir des résultats avant l'an 2000, parce qu'il va y avoir la fameuse CIG que M. Santer nous promet en l'an 2000. Est-ce que cette CIG aura plus de chance d'aboutir ? Ce n'est pas du tout évident. De toute façon le PPE suivra parce que les Allemands pèseront suffisamment."*

---

181 Cf Annexes E.
182 Ibid.

A la lumière des positions d'Hans-Gert Poettering (PPE, D) vice-président du Groupe parlementaire et président du groupe de travail "élargissement de l'Union européenne" du Groupe, en août 1996, qui proclamait avec emphase que "*les pays candidats ne peuvent avoir aucun intérêt à adhérer à une Europe faible.*"[183] et qu'"*il ne pourrra pas y avoir d'élargissement s'il n'y a pas d'approfondissement.*"[184], un net assouplissement des positions est en effet intervenu au sein du PPE. Lors du débat de présentation de l'*Agenda 2000*, il n'était plus question que de se féliciter de la convocation d'une nouvelle CIG[185] :

> *"Wir, die Fraktion der Europäischen Volkspartei, waren immer auf der Seite derjenigen, die die Europäische Union reformieren wollen. Deswegen begrüßen wir es, daß die Kommission sich auch gegenüber den Mitgliedstaaten verplichtet, ummittelbar nach dem Jahr 2000 eine Regierungskonferenz einzuberufen, die vor allen Dingen dazu beitragen wird, die Mehrheitsentcheidung als grundsätzliches Entscheidungsinstrument im Ministerrat der Europäischen Union zu begründen."*

A côté de la question de la majorité qualifiée au Conseil, la question de la repondération des voix est également un sujet sensible. Portée essentiellement par les petits pays, elle empoisonne les relations au sein du Conseil. Sur cette question les partis européens, PSE et PPE en tête, sont obligés de concilier les inquiétudes des plus petits Etats membres avec le souci de lever le barrage de l'unanimité. A l'intérieur du PSE, c'est le leader finlandais Paavo Lipponen qui rappelle dans le cadre de la CIG, que "*ce sont les grands pays qui posent des problèmes, pas les petits*"[186]. Son intervention reçoit comme un écho dans le débat sur l'élargissement où le slovène Kocijancic souligne que "*l'élargissement doit se faire dans le respect de la place des petits pays*".[187] Position également partagée par Milos Zeman, leader tchèque du CSSD, qui "*prévient du début de la montée d'un euroscepticisme [dans] la peur d'être «dissous» au sein de l'Union*".[188]

---

183 Hans-Gert POETTERING, "La stratégie du Groupe du PPE pour les futurs élargissements aux PECO", Cahiers Européens, Journées d'études du Groupe du Parti Populaire Européen, Helsinki, 26-30 août 1996, page 33.
184 Ibid.
185 "Nous, le Groupe du Parti Populaire Européen, avons toujours été du côté de ceux qui veulent réformer. C'est pourquoi nous saluons le fait que la Commission s'engage, même contre l'avis des Etats membres, à réunir une Conférence intergouvernementale où la majorité serait l'instrument de base des décisions au Conseil des Ministres pour toutes les choses à fixer". Traduction libre.
Hans-Gert POETTERING, Compte rendu in extenso des séances, Op. cit., page 46.
186 "La CIG" in Note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.
187 "L'élargissement", Ibid.
188 Jean-François VALLIN, Note à l'attention du président, Op. cit.

Au PPE, l'accent est mis sur la nécessité de la repondération des voix au Conseil car on y "*considère que seule la construction d'une Europe fédérale peut garantir l'unité dans la diversité et partant de là le respect des identités nationales et la diversité culturelle et régionale qui caractérise l'Europe comme un produit de son histoire*".[189] On cultive l'idée d'une repondération qui permettent aux petits Etats de ne pas se sentir dominés. Une repondération qui garantirait les principes démocratiques sur la base d'une option réhaussant le poids des pays les plus peuplés d'une part et inscrivant le principe d'une double majorité de Etats et des populations pour les décisions ressortant des domaines sensibles de l'autre[190]. Dans une résolution du Parlement, adoptée le 13 mars 1996, la députée Johanna Maij-Weggen (PPE, NL) propose que "*l'idée d'une nouvelle majorité «super qualifiée» [soit] explorée pour faciliter l'abandon de l'unanimité sur certains problèmes délicats*"[191].

Sur d'autres questions institutionnelles comme la réduction du nombre de Commissaires - grand cheval de bataille du gouvernement français - les avis sont très partagés. Jean-Louis Bourlanges (PPE, F) député européen, président du Mouvement Européen-France et principal promoteur d'une telle proposition estime qu'"*il est vain d'espérer qu'une Commission européenne qui comporterait, après l'élargissement, 30 membres ou plus (si les règles actuelles étaient maintenues), puisse continuer à jouer un rôle central que les traités lui assignent dans le schéma institutionnel communautaire [...] Bref, l'Union se condamnerait durablement au non-être, au stade où elle en est arrivée, si la CIG se révélait incapable de renforcer le caractère fédéral des institutions.*"[192] Sur la même question, Nicole Fontaine (PPE, F), membre du même parti européen, faisant partie de la même délégation nationale ne partage pas cet avis. Pour elle, un tel aspect du problème, "*c'est un peu marginal. Le plus important , c'est la majorité qualifiée au Conseil. Et là je note que l'on n'en parle plus. Entre nous, est-ce vraiment très grave s'il y a 25 commissaires. On a suffisamment d'esprit de créativité pour inventer une nouvelle Commission. Dans un gouvernement , vous avez bien 30 ministres. Il ne faut pas exagérer et on arrive à ce que cela fonctionne correctement. Il y a plein de choses à faire, les tâches ont quand même été très amplifiées, les domaines d'interventions du Parlement européen sont de plus en plus importants, ceux de la Commission aussi, ceux de la*

---

189 Point 203. traduit librement du pogramme du Parti Populaire Européen adopté par le IXe Congrès, Athènes, 11-13 Novembre 1992.

190 Document Pœttering, "capacité d'action, démocratie et transparence. L'Union européenne sur la voie de l'Europe unie", proposition et objectifs pour la CIG de 1996, XIe Congrès du PPE, Madrid, 5-7 novembre 1995 cité in Infodoc, Juillet 1997, page 15.

191 La résolution du Parlement européen adopté le 13 mars 1997, cité in Infodoc, Ibid.

192 Dossier "1997 : l'année de tous les défis" in La lettre des Européens, n° 26, janvier-février 1997., page 3.

Communauté aussi. Vraiment, je crois qu'on a eu tort. Mais je dévie sur une position personnelle. Je crois que la proportionnalité est un combat qui nous a mis tous les petits pays à dos, alors que cela n'était pas nécessaire."[193] Cette partie du débat paraît secondaire dans les interventions des autres députés. Dans leur texte de Congrès, à Malmö, les socialistes ne l'évoquent même pas.

La flexibilité - aussi appelée coopération renforcée - a mauvaise presse dans les deux grands partis. Le Parti Populaire Européen souligne qu'il y a "*nécessité d'éviter que des accords spéciaux négociés dans le cadre de l'UE n'aboutissent à une Europe à la carte et ne sapent les principes fondamentaux de maintien de l'acquis communautaire et d'unicité du cadre institutionnel, de solidarité, de cohésion économique et sociale, d'égalité de tous les États citoyens de l'Union devant le Traité*"[194]. De leur côté, les socialistes et les sociaux-démocrates entoure la flexibilité de tant de conditions de durée, de contrôle démocratique et d'objectifs, qu'il est clair qu'il la voit plus comme un mal obligé pour pouvoir contourner le problème de l'obstruction d'un Etat du fait de la règle actuelle de l'unanimité que comme une fin en soi. En revanche, la crainte est grande de voir des Etats prendre trop d'avance et celle d'une dilution possible de la cohésion européenne sont très nettement sensibles[195].

Pour organiser l'ensemble de ces points, aucun responsable, qu'il soit du PPE ou du PSE, ne semble avoir repris l'idée d'une consitution. Alors même que celle-ci est, selon le mot de Dominique Rousseau, professeur de Droit à l'Université de Montpellier 1, devenue "*possible et nécessaire*"[196]. La forme intergouvernementale du pouvoir constituant soulève bien le commentaire vigilant de Jean-Louis Bourlanges (PPE, F) :

> *"Si l'ambition collective devait être, dans les négociations en cours, sacrifiée sur l'autel des droits nationaux acquis, c'est la prétention des gouvernements à détenir exclusivement le pouvoir constituant qui serait tôt ou tard remise en cause."*[197]

Mais la revendication se borne pour l'instant à une mise en garde. Cela n'empêche pas Michel Rocard (PSE, F), député européen mais aussi sénateur, "*constatant le peu d'efficacité de la procédure de la Conférence intergouvernementale, [d']avancer l'idée de la constitution d'un Haut Conseil ou*

---

193 Cf Annexes E.
194 Infodoc, Op. cit., page 22
195 Déclaration de Malmö, 3e Congrès du PSE, Op. cit., page 6.
196 Dominique ROUSSEAU, "Pas d'Europe sans Constitution", conférence, Maison de l'Europe de Paris, mardi 3 juin 1997.
197 Jean-Louis BOURLANGES, "le pouvoir constituant en question" in La Lettre des Européens, Op. cit., page 1.f

d'un Comité des Sages, indépendant des Gouvernements et investi d'une mission de proposition en matière institutionnelle"[198]. Un élément parmi d'autres qui pourrait rapidement revenir sur le devant de la scène politique européenne tant les conclusions de la CIG à Amsterdam ont laissé de frustrations parmi les députés européens quant aux moyens institutionnels pour répondre aux défis posés par l'élargissement.

Car, il est une donnée fondamentale qui représente encore une inconnue pour les partis et les responsables politiques européens. Il s'agit du poids de la politique, de l'égalitarisme et de l'autoritarisme en Europe centrale et orientale. Wim van Velzen (PPE, NL), président de l'UEDC, mais aussi président du groupe de travail "Europe centrale" du Groupe du PPE, constate que les sociétés d'Europe centrale sont des sociétés extrêmement politisées sur lesquelles les démocrates-chrétiens ont du mal à avoir une prise. Etablissant la liste des vecteurs potentiels de l'opinion publique, il se range à l'avis qu'un long travail est encore nécessaire avant que les médias, en particulier la télévision publique, mais aussi les recteurs d'université, les juges et encore la police ne soient véritablement indépendants. En réalité, la critique porte principalement sur le fait que toutes ces catégories ne se sont pas prononcées majoritairement en faveur de formations d'obédience démocrate-chrétienne. Il s'agit d'un manque à gagner très important pour le PPE en terme d'impact, notamment à la télévision, dans la mesure où les populations d'Europe centrale tirent à 86% leurs informations sur l'UE du média télévisuel[199]. Dans une majeure partie des pays de l'Europe centrale, les partis démocrates-chrétiens sont passés dans l'opposition dans la période 1994-96. De plus la droite est loin d'être homogène, cependant, il existe un important émiettement des forces conservatrices, libérales et démocrates-chrétiennes dans les parlements de l'Europe centrale[200]. Comme le regrette, la députée Hanna Suchocka, membre de l'*Union de la Liberté* à la Diète polonaise et première femme Premier ministre, "*les petits partis [...] créent de multiples barrières, problèmes, difficultés alors que nous voudrions un grand parti démocrate-chrétien*"[201].

L'émiettement de l'arène politique et la forte politisation de la société ne sont pas les uniques caractéristiques des PECO. Maria de Lourdes Pintasilgo et le Comité des Sages chargés par la DG V, Emploi, relations industrielles et affaires sociales

198 Intervention de Michel ROCARD, Compte-rendu de la réunion du mercredi 2 juillet 1997, travaux de la délégation n°97-27, Délégation parlementaire pour l'Union européenne, Sénat, Paris, juillet 1997
199 Eurobaromètre Europe Centrale et Orientale, n°7, Op. cit., page 28.
200 Cf. Annexes B, C et D
201 Hanna SUCHOCKA, Cahiers Européens, n°69, Op. cit., page 48.

de rédiger un rapport sur la situation des droits civiques et sociaux dans l'UE, estiment que le défi social posé à l'UE par le processus d'élargissement n'est pas, loin s'en faut, le dernier auquel l'Union sera tenue de faire face. En effet, la "faible culture des droits fondamentaux et la forte culture égalitaire" sont de éléments lourds des PECO. Or, la confrontation avec un système concurrentiel dur a déjà provoqué dans l'ensemble des pays des effets désastreux sur les standards sociaux minima. Une importante tension a vu le jour qui s'est traduite sur le plan politique par le retour de forces plus réticentes à l'égard du marché et par la naissance d'une certaine forme d'instabilité.
Aussi, le Comité des Sages recommande l'adoption de "*normes sociales claires*" comme élément fédérateur pour permettre à l'UE de présenter des échéances contraignantes et en même temps attractives aux populations des pays candidats[202] afin d'assurer progressivement une stabilisation en douceur des sociétés civiles. Celle-ci est rendue urgente et nécessaire, dans la mesure où, selon le Général Degeratu, "*il existe un risque propre aux Etats d'Europe centrale, [d']instabilité interne liée à l'agitation sociale*". Faisant le constat que les aspirations individuelles sont certes très importantes dans le domaine économique mais également dans les domaines social et culturel, il rappelle la nécessité d'être précautionneux car l'élargissement va concerner des "*nations fières de leur important patrimoine historique*"[203]qui "*se définissent comme les dépositaires des mêmes ensembles de valeurs que les pays d'Europe occidentale*"[204] pour lesquels "*s'engager à pratiquer un contrôle démocratique vis-à-vis des militaires et à assurer le dialogue entre civils et militaires est un trait nouveau de leurs sociétés*"[205].

Du fait des conséquences de l'ajustement aux normes, le risque d'instabilité est grand pour les Pays d'Europe centrale. Or, les socialistes sont soucieux de proscrire toute velléité de mouvement erratique et incontrôlé en matière de démocratie. Klaus Hänsch (PSE, D) l'a particulièrement souligné lors du débat sur la présentation de l'*Agenda 2000*. Le PSE rapelle les termes de ce qui lui semble être l'alternative devant laquelle est placée l'Union :

---

202 Commission européenne, DG V, Pour une Europe des droits civiques et sociaux, Rapport du Comité des Sages, Office des publications officielles des Commmunautés européennes, Luxembourg, mars 1997, pages 34 et 35.
203 Général Constantin DEGERATU, Colloque UEO, "une sécurité élargie…", Op. cit., page 24.
204 Ibid.
205 Ibid.

"Entweder exportiert die Europäische Union durch Erweiterung ökonimische, politische, soziale und ökologische Stabilität nach Osten, oder wir werden eines Tages gezwungen sein, Instabilität aus dem Ostem zu importieren."[206]

C'est pourquoi le report des discussions sur la candidature slovaque s'il est largement motivé, n'en reste pas moins problématique. En effet, la stabilité économique du pays est quasi parfaite. Au 30 août 1996, la Slovaquie avait des indicateurs économiques et financiers qui la qualifierait presque pour la troisième phase de l'Union Economique Monétaire. La croissance est l'une des plus fortes de l'Europe du Centre-Est avec un taux avoisinant les 7% annuels. Un taux de chômage de 12%, une inflation relativement contenue autour de 6,1% annuels. Le chômage s'établit à 12% de la population. Le budget enregistre un déficit de 6,1 milliards de couronnes slovaques. Le déficit fiscal net attendu est approximativement à 1,5% du PIB et la dette extérieure est de 40,2% du PIB soit 6 milliards de U$D[207]. Cependant, les pays candidats ne sont pas évalués qu'à l'aune de leurs performances économiques. Le Sommet européen de Copenhague de juin 1993 a dressé la liste des critères nécessaires pour faire partie des pays pouvant participer aux négociations d'adhésion. Parmi ceux-ci, figure le point particulier et rédhibitoire sur la stabilité démocratique qui requiert du pays candidat : "*des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection"*[208].

Sous la toise de la Commission européenne, la Slovaquie souffre de deux maux principaux qui l'écartent pour un temps d'une participation à la première vague d'adhésion. Le premier est la lutte acharnée que livrent le Premier ministre, Vladimir Meciar et sa coalition à l'encontre du président de la République Michal Kovac. La bataille se fait au mépris de la loi constitutionnelle, des décisions de la Cour constitutionnelle et du comité central de référendum. Ainsi, les forces de sécurité ont été employées pour enlever le fils du président. Le second est la méconnaissance des droits de la minorité hongroise à travers le cas de l'abrogation, fin 1995, de la loi portant obligation à tout agent de communiquer, dans les régions à population mixte, avec les citoyens dans la langue maternelle de ces derniers. Les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates de Slovaquie sont passablement gênés par la situation qui en résulte. Jan Carnogursky, président du Mouvement démocrate-chrétien, est partagé entre

---

206 "Soit l'Union européenne exporte à travers l'élargissement la stabilité économique, politique, sociale et écologique vers l'Est, soit elle sera un jour contrainte d'importer l'instabilité de l'Est" Klaus HÄNSCH, compte rendu in extenso des séances, Op. cit. page 42.

207 Jan CARNOGURSKY, Cahiers Européens, n°69, Op. cit., page 45.

208 Agenda 2000, Volume 3. Les avis de la Commission européenne sur les demandes d'adhésion, page 51.

son souhait de promouvoir, au nom de son parti, l'accession de son pays à l'UE et en même temps le souci de dénoncer les dérives du régime. Pour se rassurer, il met en avant le fait que les élections seront un moyen efficace de remettre la Slovaquie sur le chemin de l'adhésion[209]. Le Parti des Socialistes Européens est lui aussi très embarrassé. D'un côté, l'Autrichien Franz Vranitsky, attentif, veille à ce que l'on n'oublie pas la Slovaquie [210]. D'un autre, les sociaux-démocrates slovaques dénoncent la manipulation politique qu'a représenté le référendum sur l'OTAN, tout en précisant que pour leur part, ils ont fait campagne en faveur de l'adhésion à l'OTAN et contre l'implantation d'armes nucléaires sur le sol slovaque, conformément à leur programme électoral[211].

Pour valoriser leur population et accroître leurs chances de faire partie de la première vague, de nombreux responsables politiques des pays candidats mettent en avant les résultats flatteurs que les sondages et les enquêtes enregistrent dans leur pays en faveur de l'adhésion en cas de référendum de ratification. Et effectivement, partout en Europe du Centre-Est, les référenda de ratification, s'ils avaient lieu, atteindraient des scores particulièrement élevés dans les PEC, et notamment en Pologne. Avec 70% de la population interrogée qui se dit pour l'adhésion contre seulement 7% contre, la Pologne fait figure de candidat modèle. Les trois autres sont plus mitigés. En moyenne, ils s'expriment à un peu plus de 45% en faveur de l'adhésion à l'Union contre 11,66% en moyenne[212]. Avec une moyenne de 19% le pourcentage d'indécis est relativement important. Il est difficile de savoir s'il faut le rattacher à une méconnaissance de l'UE en général, à un doute sur la capacité du pays considéré à faire partie tout de suite de l'Union ou s'il faut l'interpréter comme une circonspection à l'égard de l'opportunité pour le pays de se fondre dans l'Union. Les motivations en faveur d'une adhésion montrent une croyance certaine de la population dans une amélioration générale de la situation grâce au soutien de l'UE (32%) ainsi que dans l'ouverture du marché (26%) et l'élévation du niveau de vie (15%). Les arguments tels que la contribution de l'UE à la paix, aux droits de l'Homme et à la démocratie ne rencontrent l'adhésion que de 8%. De même, la coopération scientifique, technologique et culturelle ne suscite l'enthousiasme que de 4% des personnes favorables à l'adhésion à l'Union européenne. En novembre 1996, ils étaient 5% à estimer que l'adhésion aggraverait la crise économique qui traverse les PECO, 2% qu'elle provoquerait

---

209 Jan CARNOGURSKY, Cahiers Européens, n°69, Op. cit., page 45.
210 "L'élargissement", note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.
211 Jean-François VALLIN, Note à l'attention du Président, Op. cit.
212 Eurobaromètre de l'Europe centrale et orientale, n°7, Op. cit., pages 34 à 37

une perte d'identité ou d'indépendance, 2% que l'UE ne regarde que ses intérêts propres et 2% encore qu'elle apporterait l'instabilité et la désintégration.
Selon l'avis général de la population des pays de Visegrad (Fig. 9), le rapprochement avec l'UE devrait avoir principalement un impact positif sur deux catégories : les entreprises privées et le système éducatif.

Catégories	Y gagneraient	Y perdraient	Sans impact
entreprises privées	56,75%	10,5%	10,25%
système éducatif	47,75%	12,75%	15%
travailleurs manuels	28,25%	29,75%	17%
Groupe à faibles revenus	24%	28%	20,75%
agriculteurs	30,25%	40%	7,25%

Fig. 9 : Bénéficiaires et perdants d'un rapprochement avec l'UE[213]

En revanche, les trois grands perdants escomptés du rapprochement devraient être les travailleurs manuels (solde de -1,5 point), les personnes à bas revenus (-4 points) et les agriculteurs (-9,75 points). Cette dernière catégorie est unaniment perçue comme la grande perdante de l'élargissement à venir. Contrairement à ce que l'on serait tenté de croire, ce n'est pas en Pologne mais en République tchèque que l'impact négatif est prévu comme devant être le plus important, -35 points contre seulement -8 points pour la Pologne. Les plus optimistes sont les Hongrois qui escomptent un petit bénéfice (+5 points) dans cette catégorie sociale. Des frictions et des flottements politiques sont donc à attendre, dans la mesure où les partis agrariens ou paysans ont encore une grande audience et qu'ils sont nécessaires à l'élaboration d'une majorité. En Pologne notamment, le PSL pourrait faire défaut au SLD d'Aleksander Kwasniewski. En République tchèque, 22,55% pensent que l'intégration du pays n'aura globalement pas impact. C'est l'unique pays du Groupe de Visegrad à penser ainsi. Dans les autres PEC, l'impact attendu, qu'il soit positif ou négatif, de l'adhésion à l'UE est nettement plus grand. La Hongrie croit globalement à un enrichissement pour toutes les catégories. Seules, les personnes à faibles revenus risquent d'y perdre, et encore, de façon marginale (--1point). Autre signe particulier en Pologne, l'Eglise est rangée parmi les perdants potentiels (-9 points). Ce serait elle, d'ailleurs, la vraie perdante de l'élargissement. Cet élément est original, dans la mesure où l'Eglise est l'un des vecteurs d'opinion qui a fournit jusqu'à présent les

213 Ibid., Annexes, Figures 63, 65, 68 et 70. Le tableau (Fig.9) a été réalisé en procédant à une moyenne des réponses catégories/catégories des pays du Groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie). Les "ne sait pas" n'ont pas été pris en compte dans le calcul.

plus gros bataillons de défenseurs de l'intégration à l'Europe occidentale. L'une des clés d'explication peut être l'anticipation par les personnes interrogées d'une accentuation de la sécularisation de la société polonaise.

Mais le risque politique principal encouru réside moins dans les pays candidats que des aléas de la vie parlementaire des Etats membres actuels. Effectivement, la possibilité d'un vote sanction de l'un des parlements nationaux de l'Ouest n'est pas à écarter. Jacques Baumel, (Groupe fédéré des démocrates-chrétiens et des démocrates européens, F) rappelle à ses collègues de l'assemblée parlementaire de l'UEO que pour entrer en application, l'élargissement de l'OTAN "*doit passer par un vote positif de chacun des parlements des Etats membres et cela représente une entreprise plus difficile qu'on ne croit*". "*Après tout, nous avons connu, dans le cadre du Traité de Versailles, le vote du Congrès contre le Président Wilson, ce qui a tué la Société des Nations. Nous avons malheureusement vu la France refuser le grand projet de la CED : le Parlement français a tué la CED*"[214]. Cette inquiétude est partagée également dans les rangs socialistes. Apostolos Kaklamanis met en avant qu'"*en [s]a qualité de Président du Parlement hellénique, qui sera appelé, comme les autres parlements, à ratifier ces accords, [il] ne voit pas, dans l'élargissement de l'OTAN, la panacée permettant l'élimination de toute friction entre ses membres*"[215]. Sous-entendu concernant le différent gréco-turc sur les îles côtières de la mer Egée et sur la partition de l'île de Chypre. Or, ce qui est valable pour l'élargissement de l'OTAN est tout également valable pour celui de l'Union européenne. Ainsi, un autre socialiste, l'ancien ministre belge des Affaires européennes, Robert Urbain (PSE, B) attire l'attention sur le fait que "*l'opinion publique devient de plus en plus sensible à ce que l'Europe est incapable de faire*". Il en prend pour preuve le mouvement de protestation contre la fermeture du site industriel du constructeur automobile Renault en Belgique. Mouvement qualifié de "première Euro-grève" et qui a nettement plus mobilisé les opinions que toutes les campagnes d'information sur la construction européenne. Selon lui, "*il ne faudrait pas que les parlements nationaux, se sentant impuissants à orienter l'Europe vers des politiques fondamentales pour l'équilibre économique de nos pays, notamment dans le domaine social et fiscal, en arrivent à user de la seule arme dont ils disposent, c'est-à-dire bloquer la ratification de certains traités, non pour mettre en cause le principe de l'élargissement, mais en réaction contre le dysfonctionnement internes mis en évidence par les événements récents*."[216] La menace est bien présente, comme a pu le montrer la campagne référendaire pour la ratification du Traité sur l'Union européenne en France : le désavœu

214 Jacques BAUMEL, Colloque UEO "Une sécurité élargie…", Op. cit., page 16.
215 Apostolos KAKLAMANIS, Ibid., page 13.
216 Robert URBAIN, Ibid., page 61

touchant le Président de la République ayant été instrumentalisé par ses adversaires pour demander le rejet dudit traité d'un côté et l'appel à la compassion en faveur d' un Président affaibli par la maladie de l'autre. Aussi, le dérapage d'un parlement national est toujours possible.

Le risque pour l'élargissement est là, suspendu comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête des responsables politiques de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale. Une épée qui pourrait bien plonger si ces-derniers se révélent incapables de relever le défi institutionnel que représente la réorganisation des pouvoirs dans une Europe communautaire ayant plus d'une vingtaine de membres. Des voix s'expriment au Parlement européen et dans les gouvernements nationaux pour demander que l'Union s'élargisse sans réforme. Cependant, si la CIG a déçu plus d'un député et si la proposition faite par la Commission européenne de convoquer, dès après l'an 2000, une nouvelle conférence ne soulève pas l'enthousiasme, le PSE et le PPE continuent inlassablement de demander une réforme institutionnelle en profondeur. Cette revendication, à mesure que les échéances de l'UEM et de l'ouverture des négociations se rapprochent, est de plus en plus formulée comme un impératif voire comme un préalable. Dans son contenu, le PPE et, presque au même niveau, le PSE n'ont sensiblement qu'une exigence : que la majorité qualifiée devienne le mode de décision quasi-exclusif du Conseil. D'autres aménagements aux Traités sont aussi proposés comme la repondération des voix au Conseil ou la responsabilité de la Commission devant le Parlement européen mais, dans l'ensemble, ces derniers points sont relativement secondaires. D'autant qu'ils ne suscitent pas la même unanimité. L'élargissement n'est pas exclusif de l'approfondissement, et inversement. S'ils sont rendus, à ce point, nécessaires, c'est simplement parce qu'il va falloir accueillir des pays dont la stabilité économique et politique n'est pas totalement assurée et qui vont avoir besoin d'un effort de solidarité. Pour témoigner de leur bonne volonté et de leur haut degré de préparation, les PEC mettent en exergue les résultats de sondage extrêmement flatteurs. Dans le détail, on voit surtout poindre les ferments de certaines craintes : aggravation de la situation des catégories sociales précaires et basses, modernisation de l'agriculture ayant des implications sociales et politiques indirectes sur la stabilité des espaces publics en Europe centrale. L'épée est là et, par la fréquence et l'insistance des mises en garde, les partis européens sentent confusément que l'heure est venue de prendre des décisions historiques.

Des décisions importantes doivent être effectivement prises, alors que la perception des enjeux n'est pas partout la même. Certes, à l'empressement des uns en Europe centrale correspond la détermination des autres au sein de l'UE. Mais comme dans une peinture pointilliste, si le tableau d'ensemble de l'élargissement donne une adéquation des attentes et de l'offre politique, dans le détail en revanche, chaque touche est isolée de sa voisine. Ce qui fait dire à certains que l'Union est surtout préoccupée de défendre ses intérêts propres plutôt que de se concentrer sur l'élargissement et à d'autres que les pays candidats ne sont pas encore prêts. Ici, c'est un socialiste hongrois, György Janosi, vice-président du Magyar SZocialista Part (MSZP) qui "*trouve l'Union très tournée sur ses problèmes*"[217], là un démocrate-chrétien, Arie Oostlander (PPE, NL) qui considère que "l*es vues de ces pays [sont] encore trop influencées par l'ancienne nomenclature*"[218].

Considérant chacun des aspects de la question, on peut dire que l'élargissement est vu différemment suivant le côté où l'on se situe de l'ancien Rideau de fer. Sur le volet diplomatique et militaire, l'empressement général des PEC se heurte aux réminiscences d'un passé douloureux, aux hésitations des Etats membres sur le cadre européen de sécurité collective à promouvoir, à l'interrogation sur le statut nucléaire d'un tel ensemble géographique et institutionnel. Sur le chapitre économique, l'impréparation des PEC et la nécessaire mise aux normes occidentales - qui risque fort de se faire lentement et dans la douleur - le disputent aux réformes impopulaires autant qu'obligatoires des systèmes de solidarité et de cohésion. Enfin, dans le domaine institutionnel, à la jeunesse de nouvelles démocraties fragilisées dans la stabilité de leur régime répond une sclérose des démocraties vieillissantes engoncées dans leur souveraineté nationale et hésitantes à tenter la grande réforme des institutions européennes.

Mais l'analyse d'un phénomène n'est que la première partie d'une action. Elle peut, comme c'est le cas pour les partis européens, s'appuyer sur des visions différentes, divergentes, contradictoires des enjeux. La deuxième partie d'une action correspond, elle, aux modalités pratiques. Quand est-ce que les partis souhaitent que les négociations débutent ? Sous quelle forme ? Comment le PSE et le PPE préparent-ils leur propre élargissement ?

---

217 Jean-François VALLIN, Note à l'attention du Président, Op. cit.
218 Arie OOSTLANDER, "La démocratie-chrétienne et l'élargissement de l'Union" in Cahiers Européens, n°69, Op. cit., page 51

B] Comment PPE et PSE organisent concrètement le prochain élargissement

Une action politique, aussi minime soit-elle, nécessite un minimum de préparation. Alors, quand il s'agit d'une décision aussi importante que celle d'ouvrir une structure intégrée telle que l'Union européenne à des pays qui ont expérimenté dans leur économie, dans leur histoire, dans leur organisation sociale et politique des éléments aussi variés que ceux qu'ont intégré les Pays de l'Europe du Centre-Est dans leur patrimoine, il convient de s'arrêter un moment afin d'apprécier le dispositif pratique d'une telle opération. Une action doit pouvoir être mesurée. Il doit, en effet, y avoir un point de départ et des jalons, par la suite, pour en baliser la réalisation. Jusqu'à présent la Commission européenne s'est toujours refusée à divulguer un calendrier contraignant. Les partis politiques ont leurs préférences ; les pays candidats également. Quand et à quel rythme les sociaux-démocrates ont-ils décidé d'avancer ? Est-ce le même démarche que celle des démocrates-chrétiens ?
Ensuite, une décision, cela s'adopte selon une procédure. La Commission propose la sienne dans l'*Agenda 2000*. Les partis européens se sont contentés jusqu'à maintenant de rester assez flous sur la question. D'autant plus que la question les divise.
Enfin, une action cela se prépare concrêtement. De discussions en meetings, de rencontres en forums, des habitudes de travail se prennent et toute une architecture se met en place et les partis européens sont au cœur du processus. Ils en sont l'instrument et, en même temps, le résultat.

1) Quel calendrier pour l'élargissement ?

La question de l'ouverture des négociations et celle du rythme des adhésions sont loin d'être des questions innocentes. En demandant une ouverture précoce et un rythme soutenu des négociations avec les pays ayant déposé leur candidature, certains poursuivent deux buts diamétralement opposés : le premier est de diluer l'ambition unificatrice originelle par l'entrée rapide de pays de niveaux social, économique et politique très disparates. Ainsi, l'adoption des politiques communes serait singulièrement ralentie. Le second est d'intégrer des pays économiquement faibles ou historiquement et géographiquement proches dans une zone d'influence officieuse et d'accroître son poids au Conseil en s'assurant

le soutien du nouveau membre. Peu ou prou, tous les Etats membres actuels ont des raisons de soutenir l'adhésion d'un ou de plusieurs pays candidats.
Au contraire, en repoussant l'ouverture à une date éloignée et en imprimant au processus d'adhésion un rythme plus lent, certains Etats membres espèrent ainsi gagner un peu de temps pour préparer leur opinion publique et conserver les mécanismes de financement en l'état. Cette attitude peut également être motivée par le souci de maintenir sa cohésion à l'Union européenne, ainsi que par la volonté de garantir le succès d'un processus de rapprochement qui nécessitera des péréquations importantes et impopulaires. C'est ainsi qu'en France, le Parti socialiste a indiqué, lors de la campagne législative de mai-juin 1997, que sa préférence allait à un processus mesuré d'intégration. "*L'élargissement de l'Union est souhaitable, mais il doit être préparé avec sérieux. C'est l'intérêt des pays candidats eux-mêmes que d'entrer dans une Union renforcée. Il ne sert à rien de promettre à ces pays leur adhésion dans l'Union pour l'an 2000. Il faut d'abord que soit réunies les conditions de cette adhésion sur le plan agricole, budgétaire, institutionnel. L'élargissement ne doit en aucun cas conduire au démantèlement des politiques communes (politique agricole, fonds régionaux).*"[219]
Chez les socialistes, sans être minoritaire, cette position n'est pas partagée par tout le monde. Elle côtoie une option plus optimiste quant aux capacités d'adaptation des PEC et à l'esprit de solidarité entre les Etats. Ainsi, en Allemagne, le SPD s'est exprimé, dès novembre 1995, et même avant, en faveur d'une ouverture rapide des discussions avec les pays d'Europe centrale et orientale :

> *"It is necessary to make preparations now for accession negotiations not only with Cyprus and Malta but also with those countries in Central and Eastern Europe which want to join the European Union these negotiations should be initiated immediately after the end of the reform conference."*[220]

Au Parti Populaire Européen, les responsables ne sont pas loin de partager l'embarras des socialistes. Et contre toute attente, c'est un *Tory*, élu européen pour le Buckinghamshire et l'Oxforfordshire-East, James Elles (PPE, RU) qui défend une entrée lente et progressive. Dans le dispositif qu'il propose à ses

---

219 Parti socialiste, Changeons d'avenir. Nos engagements pour la France. page 13. Le programme de législature du parti socialiste français à l'occasion des élections législatives du 25 mai et 1er juin 1997 a été imprimé et diffusé à plusieurs millions d'exemplaires.
220 "Il est nécessaire de préparer dès maintenant les négociations d'adhésion non pas seulement de Chypre et de Malte, mais également celles de tous les pays de l'Europe centrale et orientale qui veulent rejoindre l'Union européenne ; ces négociations devraient être ouvertes immédiatement après la fin de la CIG." SPD, We need Europe, Op. cit., page 7.

collègues, l'adhésion n'interviendrait que le 31 décembre 2004 [221]. Pour justifier une date si tardive, il fournit quatre raisons : premièrement la perspective financière de l'UE s'arrête en 2004, deuxièmement l'ajustement des différents fonds a besoin de temps, troisièmement les Pays de l'Europe centrale et orientale ont également besoin de temps pour adapter leur économie et quatrièmement une date légèrement éloignée permettrait aux pays qui auraient râté la première vague de l'Union Economique et Monétaire (UEM) de rattraper le wagon de tête. Il étaye également sa réflexion en faveur d'un élargissement prudent au moyen de trois arguments :

> *"- accélérer l'élargissement des PECO est non seulement susceptible d'entraîner des effets marquants sur les économies de ces pays, mais risque de faire surgir d'épineux problèmes opérationnels pour l'UE.*
> *- réaménager en profondeur les institutions et les politiques de l'UE prendra du temps, au regard notamment des ajustements institutionnels nécessaires à l'efficacité opérationnelle d'une UE regroupant 25 pays ou plus.*
> *- en l'état actuel des choses, les Etats membres ne semblent pas disposés à financer, plus qu'au niveau actuel le processus d'élargissement."*[222]

Cette position est singulière à plus d'un titre. En effet, les *Tories* sont majoritairement perçus, y compris parmi leurs homologues du PPE, comme un groupe de personnes voulant à tout prix l'élargissement de l'Union européenne à un maximum de pays dans les délais les plus brefs possibles avec un minimum de pré-conditions. Mais si la position de James Elles est singulière, elle s'inscrit de toute façon dans un contexte politique extrêmement mouvant où une position énoncée peut être contredite par les mêmes moins d'un an plus tard. Ainsi, le 30 août 1996 le Groupe du Parti Populaire Européen adopte une "Déclaration sur l'élargissement de l'Union européenne"[223]. Celle-ci stipule que : "*ce défi doit être relevé le plus rapidement possible. Les peuples d'Europe centrale et orientale nourrissent des espoirs considérables et les promesses qui leur ont été faites doivent être tenues.*", "*L'élargissement doit être bien préparé, il doit s'inscrire dans un cadre organisé et s'opérer dans les meilleurs délais".* Le 16 juillet 1997, ce qui était un vibrant appel à un rythme accéléré devient un vœu pieu relativement modéré :

---

221 James ELLES, Cahiers Européens, n°69, Op. cit., pages 62 et 63.
222 Ibid.
223 Déclaration sur l'élargissement de l'Union européenne" in Cahiers Européens, n°69, Op. cit., pages 65.

"Es ist unsere politische und moralische Verpflichtung, diesen Ländern in einem geordeneten Verfahren, mit absehbarer zeitlicher Perspektive, den Beitritt zur Europäischen Union zu ermöglichen […]."[224]

Une modération dont Nicole Fontaine (PPE, F) apporte l'explication : *"Maintenant, ça n'est plus si clair que l'on réforme avant d'intégrer, mais en revanche, on prend son temps. Il y a eu une sorte de déplacement des objectifs. Avant, c'était : un, on réforme - deux, on intègre - trois, tout de suite. Et maintenant c'est : un, on intègre - deux, on réforme si on peut - trois,… on prend son temps."*[225]

A l'opposé de cette conception, on retrouve les représentants des pays candidats qui souhaitent une adhésion très rapide. Ainsi, Hanna Suchocka d'*Unia Wolnosci* de sensibilité démocrate-chrétienne, souligne avec ferveur que dans un sondage "*80% [des Polonais] sont pour et 72% préconisent une adhésion totale en 5 ans*"[226]. Pour elle, en dépit des difficultés que cela comporte, il faut encore "*convaincre l'Union européenne de la nécessité de notre adhésion*"[227]. Visiblement moins pressé, Gyula Horn (MSZP) rappelle qu'"*il faut mettre à profit les années qui viennent ; il faut des critères objectifs car certains font des efforts et d'autres non*".[228]

En ce qui concerne le calendrier, une carte tripolaire de l'Europe se fait jour. Tandis que, dans la partie méridionale du continent, une majorité de responsables - prenant la mesure des coûts et des impacts sur les politiques communautaires - freine au maximum, dans la partie anglo-saxonne, une autre majorité réclame une accélération de l'élargissement pour des raisons diamétralement opposées. De leur côté, les pays candidats font intervenir leurs «parrains» et «marraines» occidentaux en leur faveur pour s'assurer de leur prochaine adhésion.
Mais dans l'affaire, la question du «Qui ?» est indissociable du «Comment ?». Il ne suffit pas de savoir à quel rythme et à partir de quand est-ce que l'UE va entamer les discussions. Car tout le monde s'accorde plus ou moins sur la date du premier Conseil européen après la fin de la CIG. Il importe surtout de savoir quels sont les pays qui feront partie de l'élargissement. À cet égard, le cent

---

224 "il est de notre devoir moral et politique de rendre possible l'entrée de ces pays dans une perspective temporelle prévisible et suivant une méthode ordonnée dans l'Union européenne[…]". Pr. Hans-Gert PŒTTERING, Compte rendu in extenso des séances, Op. cit., page 45.
225 Cf. Annexes E.
226 Hanna SUCHOCKA, Cahiers Européens, n°69, Op. cit., page 47.
227 Ibid., page 48.
228 Gyula HORN, "L'élargissement" in Note interne au secrétariat du PSE", Op. cit.

mètres-haies ayant sensiblement cédé la place à un steeple-chase, la question maintenant est de connaître le nombre de compétiteurs autorisés à se mettre sur la ligne de départ ? Et est-ce qu'ils prendront le départ au même moment ?

2) Réactions par rapport à la méthode proposée par la Commission

Auditionné par le Sénat, au lendemain du Conseil européen d'Amsterdam des 16 et 17 juin 1997, Pierre Moscovici, ministre délégué aux Affaires européennes, dégage, sur la question, la position du nouveau gouvernement français. En souhaitant "*que l'ensemble des candidats participent au début des négociations et qu'un processus différencié soit ensuite mis en œuvre*"[229], à première vue, il ne fait que reprendre la ligne générale du PS français et plus largement celle majoritairement exprimée au sein du PSE. Rappelant qu'au Danemark, "*il y a plus ou moins un consensus sur ce point-là"* et que "*d'après nous, l'idéal serait que les négociations avec les dix pays de l'Europe de l'Est qui veulent être membres de L'UE commencent en même temps. C'est évident que le processus de négociation serait différent pour les différent pays - et qu'ils ne seront pas membres en même temps"*[230] *:* Erik Boel, secrétaire international du Socialdemokratiet, va dans le sens du nouveau ministre français. Felipe Gonzalez, au nom du PSOE, s'interroge sur "*comment réagiront les Hongrois de Roumanie et de Slovaquie si la Hongrie entre dans l'UE et pas leur «pays» il faut dire clairement qui ? quand ? comment ?*"[231]. Allant plus loin, il ajoute : "*il faut marquer notre accord politique et moral et fixer un calendrier les transitions seront plus longues que les négociations*". Soutenant que "*l'acquis communautaire n'est remis en cause par personne*"[232], Poul Nyrup Rasmussen réaffirme, de son côté, que "*personne ne doit être exclu a priori*[233]".

Au sein du PPE, la tonalité est la même. Dans la "Déclaration sur l'élargissement de l'Union européenne" adoptée par le Groupe du PPE, on peut lire : "*les consultations avec tous les pays d'Europe centrale et orientale qui sont candidats à l'adhésion devraient être entamées au même moment même si les négociations avec les différents pays peuvent avoir des durées différentes. L'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale ne doit pas nécessairement se faire au même moment cela peut se faire par étape.*"

---

229 Pierre MOSCOVICI, Compte-rendu de la réunion du mercredi 2 juillet 1997, travaux de la délégation n°97-27, Op. cit.
230 Erik BOEL, message électronique, 22 août 1997
231 Felipe GONZALEZ, "L'élargissement" in Note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.
232 Poul Nyrup RASMUSSEN, Ibid.
233 Ibid.

Pourtant, le Commissaire européen Hans Van den Brœk, membre éminent du PPE, marque déjà une hésitation. Excluant d'emblée l'option proposée par le Président de la République français Jacques Chirac "*d'introduire dans les traités une clause de caractère général permettant aux Etats qui en ont la volonté et la capacité de développer des coopérations renforcées*"[234] permettant une adhésion en bloc de tous les pays candidats[235], il n'écarte pas, en revanche, l'idée de "*procéder à une différenciation dès le départ et dès lors [de] dire non, nous ne commencerons exclusivement les négociations [qu']avec le groupe dont nous avons le sentiment que ces négociations pourront aboutir dans un délai raisonnable*"[236]. Cette réserve s'explique par le fait qu'entre-temps, le Chancelier Helmut Kohl a rendu publique sa préférence pour un élargissement restreint. Robert Antretter (PSE,D) précise que "*le Chancelier a même suggéré que la Pologne, la République tchèque et la Hongrie adhèrent en premier à l'Union.*"[237] En avril 1997, le *European Forum for Democracy an Solidarity* confirme ce qui est devenu un secret de Polichinelle :

> *"It is obvious that not all the ten applicants will be admitted in the first round. It is most likely that a small group of countries will be admitted in the first round and the remaining countries will be offered the possibility of joining at a later date"*[238].

À Amsterdam, la CIG accouche laborieusement d'un document dans lequel la présidente du Groupe parlementaire du PSE, Pauline Green trouve "*Du bon, du moins bon et du mauvais*"[239]. Van den Brœk avait prévenu en août 1996 : la Commission européenne ferait son choix entre les différentes options suivant les avis rendus après la CIG. Estimant vraisemblablement qu'un départ simultané de tous les pays candidats provoquerait vite un embouteillage et se pliant à la volonté du Bundeskanzler, la Commission opte finalement pour la solution de repli.

---

234 Article paru dans Le Figaro du 20 février 1996 cité par Robert ANTRETTER, La dimension orientale de la sécurité européenne, Op. cit., page 21.

235 On notera que le Labour Party, au Royaume-Uni, fait également la même proposition dans un document interne : "To that end, labour proposes that consideration should be given to the creation of a European Political Area - similar to the concept of the European Economic Area - to allow prospective members states to participate in the political deliberations of the European Union prior to their full economic intergration in the long term.", The future of the European Union, Labour Party, Conference 95, page 7.

236 Hans VAN DEN BRŒK, Cahiers Européens, n°69, Op. cit., page 25.

237 Robert ANTRETTER, La dimension orientale de la sécurité euroépenne, Op. cit., page 21.

238 "Il est évident que tous les dix candidats ne seront pas admis dans le premier cercle. Il est très probable qu'un petit groupe de pays sera admis dans le premier cercle et que les pays restant se verront offrir la possibilité de rejoindre à une date ultérieure."
John EATWELL, "Not «Just another Accession», Op. cit., page 24.

239 "Du bon, du moins bon et du mauvais", Communiqué de presse repris in in Le Carnet, service de presse, Groupe du PSE, 2e quinzaine, juin 1997, page 3.

Lors de la présentation de l'*Agenda 2000*, la Roumanie, la Bulgarie, la Lituanie, la Lettonie et la Slovaquie, sans compter la Turquie et Malte découvrent qu'elles ne sont pas autorisées à entamer les négociations. Le cercle des pays concernés est plus large que celui voulu par Helmut Kohl puisqu'il englobe l'Estonie, la Slovénie et Chypre mais la ressemblance est frappante avec l'avis du Chancelier et avec l'élargissement de l'OTAN.

Au PSE et au PPE, de nombreux élus regrettent le choix mais ils se plient, plus ou moins à contre-cœur, à la décision. En revanche, dans les autres groupes parlementaires, certains s'étranglent littéralement de rage. Catherine Lalumière (ARE, F) parle de décision "*regrettable*" voire "*dangereuse si le Plan Marshall pour les PECO [...] ne venait pas adoucir la différence faite, imprudemment, entre les six premiers et les autres*". Jean-Claude Pasty (UPE, F) considère ce choix comme "*arbitraire, maladroit et provocateur*". Luigi Colajanni du PDS italien, estime quant à lui, "*que la Commission [a] suivi la ligne adoptée par le PE en recommandant l'adhésion de six nouveaux Etats membres en 2001 et la révision des systèmes de décision d'ici à l'an 2000*". Un avis jugé intempestif par Magdalena Hoff (PSE, D), vice-présidente du Parlement chargée de l'élargissement qui soutient qu'"*il faut ouvrir les négociations à tous les pays de l'Est candidats et ce n'est que dans une deuxième phase qu'il faudrait négocier individuellement*."[240] Un avis que partage en revanche le comité directeur du SPD qui, dans un communiqué de presse, affirme *"Der Vorschlag der EU-Kommission, 1998 Beitrittsverhandlungen mit fünf mittel- und osteuropäischen Ländern (Polen, Tschechien, Ungarn, Slowenien, Estland) und Zypern aufzunehmen, orientiert sich an den auf dem Kopenhagener EU-Gipfel beschlossenen objektiven Kriterien. Er ist vernünftig und folgerichtig."*[241] Ce revirement du SPD est en contradiction avec l'ensemble des textes adoptés antérieurement par le PSE, que ce soit la Déclaration de Budapest[242] ou celle de Malmö.[243] Position toutefois préfigurée par l'interrogation de Klaus Hänsch à la fin juin sur la procédure à suivre : "*simultanément ou uniquement avec les pays les plus en avance ?*"[244]

---

240 Agence EUROPE, Bulletin, n°7018, Op. cit., page 6.

241"La proposition de la Commission de l'Union européenne d'entamer en 1998 des pourparlers pour l'entrée de 5 pays de l'Europe centrale et orientale(Pologne, Tchèquie, Hongrie, Slovénie et Estonie) et Chypre repose sur les critères impartiaux arrêtés au Sommmet européen de Copenhague. Elle est raisonnable et logique" in "EU-Osterweiterung als Chance begreifen", Communiqué de presse du comité directeur du SPD, Bonn, 15 juillet 1997

242 "Socialists and Social Democrats support the process of enlargement. [...] The enlargement negociations should begin with all applicant countries six month after the conclusion of the IGC. A country by country should be applied based on strict and objective criteria" in Budapest Declaration, PSE, 26 octobre 1996.

243 "Les négociations devraient s'engager simultanément avec tous les pays candidats, même si certains deviendront peut-être membres de l'UE plus tôt que d'autres. [...] Nous sommes pour une égalité de traitement, mais en même temps tous devront accepter l'acquis communautaire." in Déclaration de Malmö, Op. cit., page 5.

244 Klaus HÄNSCH, "Pas de taciturnité consentante" in Le Carnet, Op. cit., page 2.

Une décision difficile car elle implique, comme l'indique le *European Forum for Democracy and Solidarity*, non seulement de justifier la répartition par paquet au moyen de critères véritablement objectifs et justes, mais aussi et surtout, de mener simultanément les négociations d'adhésion d'un côté et une politique volontariste avec ceux des pays restés sur le bord du chemin :

> *"It is extremely important that the determination of those countries which do not join in the first round is seen to be fair and reasonable, and that there are concrete proposals to secure their future membership. […]*
> *Furthermore, it will be essential to make satisfactory trade and other economical and political arragements with the countries which are not in the first round. This necessity simultaneously to negociate about accession with some applicants and good relations which unambiguously define a path to future accession with other applicants, will naturally make the coming negociations more complicated than previous accession negociations have been."*[245]

Une décision qui pose indéniablement la question du traitement des pays ne faisant pas partie de la première vague. Les socialistes et sociaux-démocrates hésitent sur le contenu à donner à la Conférence européenne avec les "pré-in". Pour eux, elle ne doit pas devenir une salle d'attente vide. D'autant plus que par sa décision, la Commission fragilise les démocrates des pays qui ne font pas partie de la première vague. En Roumanie, les partis nationalistes sont bien placés. S'agissant de la Slovaquie, le SDL et le SDSS, tous deux membres observateurs du PSE, s'interrogent sur la façon dont ils vont pouvoir faire campagne en faveur d'une Europe qui leur tourne le dos ?[246]

Pour le PPE, la situation est encore plus critique. En effet, Jacques Santer et Hans van den Brœk, deux de ses plus éminents Commissaires européens, en prenant la décision de ne pas proposer au Conseil de Luxembourg de décembre 1997 la voie d'un démarrage simultané des négociations d'adhésion, ont du même coup fragilisé l'ensemble des partis démocrates-chrétiens dans les pays évincés du premier cercle, et plus particulièrement la Slovaquie et la Roumanie. A ce sujet, Nicole Fontaine (PPE, F) exprime ouvertement son regret :

---

245 "Il est extrêmement important que la sélection des pays qui ne feront pas partie du premier cercle soit vue comlme juste et raisonnable et qu'il y ait des propositions conrêtes pour les assurer de leur prochaine adhésion.[…]
En outre, il est essentiel de réaliser un commerce satisfaisant et d'autres arrangements économiques et politiques avec les pays qui ne feront pas partie du premier cercle. Cette nécessité, de négocier simultanément l'adhésion de certains candidats et d'avoir de bonnes relations qui définissent sans ambiguité le chemin de leur future adhésion, rendra naturellement les négociations à venir plus compliquées que ne l'avaient été les précédentes négociation d'adhésion." John EATWELL, "Not «Just another Accession», Op. cit., page 24.
246 Cf. Annexes F. Interview d'Herwig KAISER.

> *"Je ne trouve pas que cela soit très bon d'avoir créé deux catégories de pays. Ceux qui sont tout de suite dans l'antichambre du Ciel et ceux qui doivent encore faire un Purgatoire, dont on ne connaît pas le terme d'ailleurs. Moi, je pense que cela aurait été préférable de commencer les négociations avec tous les pays et puis chacun aurait été à son rythme. Chaque pays serait entré quand il aurait été prêt."*[247]

Rappelant que cette décision *"risque de démobiliser les opinions de ces pays qui pourtant sont des opinions bien courageuses et qui ont entamé des périodes de sacrifices qui sont assez méritoires"*, elle soulève le problème de l'indivisibilité du nouveau groupe :

> *"M. Santer nous a dit que tous ces pays n'allaient pas entrer ensemble*[248]*. Bon, très bien mais, qu'est-ce à dire ? Est-ce que cela veut donc dire qu'un jour on va dire la Tchéquie est prête mais les autres non… ça va être des hurlements. Ça veut donc dire que l'on a créé un package, ça veut dire que ces six-là vont entrer en même temps."*[249]

Sur la question, les pays candidats sélectionnés assurent qu'ils ne feront pas de l'obstruction une fois admis. Le cas se pose, en effet, pour la Hongrie et ses voisins slovaques et roumains avec lesquels, on l'a vu, les relations sont parfois tendues. Laszlo Surjan, vice-président du KDNP assure à cet égard :

> *"Il n'y a aucune raison de penser qu'un nouvel Etat membre va brandir son droit de veto contre un autre dans un but politique afin de pouvoir gérer tous les problèmes de la région."*[250]

Sans ambiguité, la proposition de la Commission européenne - qui a toute les chances d'être avalisée par le Conseil européen - détache cinq pays parmi les 11 candidats d'Europe centrale et orientale. Ces pays forment d'ores-et-déjà un groupe, éclaté géographiquement - l'Estonie n'a pas de frontière commune avec les autres - mais homogène économiquement. La Commission contribue donc à former un groupe solidaire et indivisible. En prenant cette décision, elle indique, par conséquent, que tous les pays ne commenceront pas à négocier leur adhésion en même temps.

---

247 Cf. Annexes E. Interview de Nicole FONTAINE.

248 Le commissaire Hans van den Brœk a également déclaré : "Each negotiation is separate and pursues its own course at a rythm which is determined by the complexity of the issues to be resolved. Thus, if we begin negotiations with six applicants including Cyprus, this does not necesseraly imply that all six will become members on the same date". Compte rendu in extenso, Op. cit;, page 41.

249 Ibid.

250 Laslo SURJAN, Cahiers Européens, n°69, Op. cit., page 42.

Pour le Parti Populaire Européen, c'est une décision politique très importante qui a été prise. En revenant sur ses déclarations antérieures, le PPE met les partis démocrates-chrétiens des pays rejetés dans une position critique à l'égard de leur opinion publique. Déjà faibles politiquement, ces-derniers devront aller à la bataille électorale face à leurs adversaires socialistes et nationalistes avec ce handicap supplémentaire.
Loin de pouvoir s'en réjouir, le Parti des Socialistes Européens est lui aussi divisé. Le choix est cornélien : égalité de traitement entre tous les pays candidats ou adhésion réussie d'un premier groupe de pays. Avec une présence effective dans 12 gouvernements sur 15 au Conseil, les socialistes et les sociaux-démocrates ne pourront pas rejeter la faute sur le PPE. Ils porteront avec les démocrates-chrétiens le poids politique d'une nouvelle division de l'Europe.
Or, gagner la série d'élections qui va avoir lieu dans les PECO en 97-98 est primordial. Ces élections sont déterminantes parce que les équipes qui sortiront victorieuses seront celles qui conduiront les négociations d'adhésion. Autrement dit, chaque victoire électorale d'un parti démocrate-chrétien ou social-démocrate accroît le poids politique du PPE ou du PSE dans les négociations.

Aussi, le risque d'une sélection entre les pays condidats rend d'autant plus nécessaires les rencontres et les discussions afin de lever les incompréhensions. Il est primordial, en effet, pour les partis européens que les vues et les pratiques des différents partis nationaux soient confrontées afin d'éviter les politiques contradictoires d'une part et d'augmenter la lisibilité de leurs actions d'autre part.
Quels sont les enjeux de l'élargissement pour les partis politiques ? Quelles sont les actions mises en œuvre en interne par les parti européens pour préparer l'élargissement ? Les partis-frères sont-ils associés ? Et si oui, comment ?

3) Les actions du PSE et du PPE sur leurs structures en vue de l'élargissement

Le bon développement de partis similaires - ou partageant les mêmes valeurs - dans les PECO est un objectif extrêmement important pour les partis européens car ils jouent là leur rang dans le Parlement et les institutions de la future Europe élargie. Aussi, la question est-elle prise avec beaucoup de sérieux par tous les états-majors. Klaus Welle, secrétaire général du PPE dresse le tableau suivant du défi politique qu'il s'agit de relever :

> "The current system would give these 10 countries 234 seats, namely 40% of the current number of EP deputies. Of those, 50% (123) would go to the four states with the biggest chance of joining in the first round: Poland, the Czech Republic, Hungary, and Slovenia. Of these four states, Poland would have 64, more than half. Strategy over the next few years towards these four states, especially, Poland, is therefore crucial."[251]

Au regard de la situation politique en 1997, les socialistes et les sociaux-démocrates apparaissent comme étant la plus grande force politique en Europe. Le retour au pouvoir de partis se réclamant de la social-démocratie en Pologne et en Hongrie, la place de deuxième parti en République tchèque du CSSD accréditent à première vue cette observation. Mais rien n'est encore joué. Des élections devant se tenir en 1997 en Pologne et en Hongrie. De plus, en Roumanie, en Bulgarie et en Lituanie, les dernières élections leur ont été défavorables. Les formations d'avant-guerre authentiquement et historiquement socialistes ou sociales-démocrates n'occupant qu'une place secondaire dans ces pays, le PSE est obligé, pour véritablement augmenter sa surface, de s'ouvrir aux partis communistes réformés. La présence du MSZP hongrois et du SLD polonais en qualité de membres observateurs lors des réunions des Leaders ou du Congrès de Malmö montre que le PSE est disposé sinon à les intégrer, du moins à les écouter. Toutefois, la scène politique de certains pays est plutôt complexe et les responsables ont du mal à y retrouver leurs petits[252].

Ainsi, par exemple en Pologne[253], parmi les 13 partis représentés à la Diète, le SLD a formé une coalition gouvernementale avec le PSL, parti agrarien, et non avec *Unia Pracy*, alors que ce dernier est également un membre observateur du PSE. Les relations entre les deux partis semblent frappées du sceau de l'ambiguité. En effet, *Unia Pracy* regarde plus volontiers en direction de l'*Unia Wolnosci (Union de la Liberté)* démocrate-chrétienne que du SLD. De son côté, le parti démocrate-chrétien est le produit d'une surprenante alchimie qui combine des intellectuels de la gauche laïque tel Bronislaw Geremek, des catholiques convaincus comme Hanna Suchocka avec Jacek Kuron, candidat malheureux à la présidence de la république flirtant avec le SLD, le tout sous la présidence d'un ancien ministre des Finances, Leszek Balcerowicz, artisan de la cure d'austérité du début des années 90.

Le PPE espère, pour sa part, que les députés des partis membres de l'UEDC le rejoindront, une fois que leur pays seront dans l'Union, à l'image de ce qui s'est

---

251 "Le système actuel donnerait à ces 10 pays 234 sièges, à savoir 40% du nombre actuel des députés au PE. Sur ceux-ci, 50% (123) iraient aux quatre Etats qui ont les plus grande chance d'accession dans le premier cercle : Pologne, République tchèque, Hongrie et Slovénie. Sur ces quatre Etats, la Pologne aurait 64 [sièges], plus de la moitié. Une stratégie sur les prochaines années à l'égard de ces quatre Etats, en particulier la Pologne, est donc cruciale." Klaus WELLE, "Must the European Parliament be dominated by the Socialists ?", Op. cit.

252 Cf. Annexes F. Herwig KAISER : "Dans le cas de certains partis il faudrait encore clarifier s'ils peuvent devenir membre du PSE."

253 Cf. Annexes D.

produit lors du dernier élargissement vers la scandinavie. Ces espoirs se fondent sur la coopération politique d'ores-et-déjà pratiquée dans d'autres instances, notamment au Conseil de l'Europe où tous ces pays sont représentés. Le PPE compte sur une telle coopération ainsi que sur sa capacité d'attraction et d'ouverture[254].

Afin de faciliter le dialogue, les partis socialistes des pays candidats de leur côté ont un statut d'observateur au sein du PSE . Ce-dernier considère que cette participation lui est bénéfique car elle "*donne une nouvelle dimension aux relations entre le PSE et l'Europe orientale*".[255] Les travaux prospectifs et de réflexion sont placés sous les auspices du Forum européen pour la Démocratie et la Solidarité. Celui-ci a été créé pour "*soutenir les partis et les mouvements d'Europe centrale et orientale qui se fondent sur les principes sociaux-démocrates*"[256]. Cependant les partis socialistes et sociaux-démocrates des pays concernés ont décidé de créer leur propre structure de dialogue. C'est ainsi que le Forum consultatif a vu le jour au sein du PSE suite à la réunion de Cracovie. Le Forum consultatif doit permettre aux partis observateurs de "*se tenir informés en permanence de l'évolution du dossier "élargissement*"[257]. Dans la prolongation de leur troisième Congrès, les sociaux-démocrates européens ont décidé que dorénavant le représentant personnel du Leader du parti socialiste de chacun des pays candidats assistera à la réunion du Groupe des représentant des Leader du PSE[258]. Depuis 1996 au Parlement européen, le Groupe parlementaire a mis sur pied un groupe de travail "élargissement". Présidé à l'origine par Magdalena Hoff (PSE, D), il a élu à sa tête Klaus Hänsch, ancien président du PE, depuis le mois de janvier 1997. Ce groupe de travail sert essentiellement de plateforme d'échange entre les députés européens sur le sujet. Herwig Kaiser (PSE, A) prévoit un rythme soutenu de réunions entre le dépôt des avis de la Commission européenne en juillet 1997 et la réunion du Conseil européen de Luxembourg en décembre de la même année :

> *"On va avoir au moins sept réunions du groupe de travail "élargissement", on va avoir une réunion du Groupe de travail élargi - un séminaire conjoint avec le PSE et des représentants*

---

254 Klaus WELLE, "Must the European Parliament be dominated by the Socialists ?", Op. cit.
255 Site informatique du PSE <http://www.pes.org/PES/FRgrouptravail.html>
256 Site informatique du PSE <http://www.pes.org/PES/FRgroupparlem.html>
257 "L'élargissement" in Note interne au secrétariat du PSE, Op. cit.
258 "A partir du Congrès de Malmö, le groupe des représentants des Leaders du PSE formera «le groupe de travail du PSE - Elargissement et Ratification de la CIG». Les responsables des partis des pays qui vont commencer à négocier l'adhésion, nommeront leur représentants personnels. Dans la deuxième moitié de 1997, une conférence des Leaders sera organisée pour assurer le suivi de la Conférence de Budpest d'octobre 1996.", "L'élargissement de l'Union européenne", Programme d'activités du PSE (1997-1999), Op. cit.

des partis socialistes et sociaux-démocrates des pays candidats et des représentants des groupes parlementaires de ces pays."[259]

Wilfried Martens, Président du PPE, définit le défi de l'élargissement pour son parti de la façon suivante :

"We have been successful in extending EPP membership to parties from the new Member States. We must now be equally resolute in gaining new member parties in the countries of Central and Eastern Europe, Malta and Cyprus and incorporating them into our movement. We must set our course now for success in the future."[260]

Un avis qu'Arie Oostlander (PPE, NL) complète en soulignant la différence d'approche entre son parti et celle du Parti des Socialistes Européens :

"Pour une grande partie du groupe socialiste, l'élargissement est essentiellemement une question d'argent et d'avantages économiques. D'après leur doctrine, le reste va de soi. L'intégration dans l'Union en tant que communauté de valeur se heurte chez eux à des sentiments mitigés. Par contre, une attitude explicitement positive vis-à-vis de l'élargissement à des Etats de droit démocratiques est une caractéristique de la philosophie démocrate-chrétienne."[261]

Et effectivement, pour ce qui est de se préparer, le PPE n'a pas à rougir face au PSE. Comme le rappelle avec sourire Nicole Fontaine, il existe un grand empressement chez les députés européens pour rencontrer leurs homologues et se faire leur opinion sur la situation économique et politique des pays candidats :

"Nos amis allemands passent leur temps, dans les pays de l'ex-Yougoslavie, en Pologne, partout. On s'arrache la délégation mixte pour les relations avec la Pologne. On a pour ces pays les yeux de Chimène. C'est très banal, mais pour n'importe quel groupe, vous ne trouverez que des personnes qui ont leur petite valise en préparation."[262]

La discussion semble même être plus avancée au PPE que chez les sociaux-démocrates. En effet, s'ils ont, eux aussi, différents groupes de travail sur la

---

259 Cf. Annexes F. Interview de Herwig KAISER

260 "Nous avons réussi à étendre avec succès l'adhésion au PPE de partis des nouveaux Etats membres. Nous devons maintenant être également résolus à gagner de nouveaux partis membres dans les pays de l'Europe centrale et orientale, de Malte et de Chypre et à les incorporer au sein de notre mouvement. Nous devons à présent établir notre ligne avec succès pour le futur". Traduction libre.
Wilfried MARTENS, Discours d'ouverture du XIe congrès du PPE, Op. cit.

261 Arie OOSTLANDER, La stratégie du Groupe PPE pour les futurs élargissements aux PECO, Op. cit., page 51.

262 Cf. Annexes E. Interview de Nicole FONTAINE

question, tant dans leur Groupe parlementaire que dans le Parti, en revanche, le Congrès de Madrid a voté l'intégration de l'Union Européenne des Démocrates-Chrétiens (UEDC) présidée par Wim van Velzen dans le PPE lors du Congrès du PPE à venir à Lublijana en décembre 1998. Avec cette fusion, les démocrates-chrétiens veulent mettrent en adéquation leurs discours et leurs actes. Il s'agit d'un acte particulièrement important sur le plan symbolique car, cette intégration devrait faire entrer l'ensemble des partis démocrates-chrétiens des PECO dans une structure de l'Union européenne. Une manière, en somme, de préfiguer l'entrée des pays candidats dans l'UE. Mais cette décision n'est pas que symbolique, c'est un acte politique majeur et une voie difficile à emprunter. Un acte politique que les socialistes et les sociaux-démocrates ont refusé de franchir lors de leur IIIe Congrès en juin 1997 à Malmö en dépit du vif souhait exprimé par les Polonais et les Hongrois à ce sujet. A Cracovie déjà, lors de la réunion du Forum consultatif, le secrétaire général du PSE dut user de toute sa force de persuasion pour éviter que la déclaration finale ne fasse mention de ce souhait [263].

Un chemin également, jalonné de difficultés dans la mesure où les partis observateurs des pays du Centre-Est n'ont ni la culture de gouvernement, ni le langage politique de l'Ouest. Préférant les extrêmes plutôt que la voie médiane, ils sont sujets à des changements d'orientation aussi brusques que radicaux. Ainsi, le KDNP, parti réputé parmi les plus modérés de la coalition gouvernementale hongroise entre 1990 et 1994 et membre de l'UEDC est-il récemment entré en contact avec le MIEP, mouvement d'obédience nationaliste d'extrême-droite[264]. Un problème qui risque de perdurer pendant quelques années encore, puisque, comme le reconnaît Wim van Velzen, les jeunes générations ont un rapport à la politique complètement différent de celles qui ont fait la transition démocratique de 1989 :

"the younger generation often has a view that does not fulfil our ideas today."[265]

Dans l'ensemble, les partis européens sont convaincus, chacun à leur manière, de la nécessité de relever le défi politique de l'élargissement. Un défi où les partis politiques européens sont directement visés. Par l'accroissement du nombre de députés au Parlement européen, le PPE souhaite ravir au PSE la place très

---

263 Jean-François VALLIN, Note à l'attention du Président, Op. cit.

264 Cf. Annexes G. Mark TURNER, "Political Parties fail to bridge East-West divide" in European Voice, édition électronique .

265 "Souvent les jeunes générations ont une vision qui ne correspond pas à nos idées", Ibid.

convoitée de premier parti européen au PE. Par les élections nationales dans les PECO qui désigneront les équipes gouvernementales qui négocieront avec l'UE. Par l'établissement ou la consolidation de partis ayant la même sensibilité à défaut de la même orientation. Pour répondre à ces multiples défis dans les meilleures conditions, ils mettent en place des rencontres pour échanger les points de vue et harmoniser les positions. Les fondations servent de plateformes pour engager la réflexion et font offices de défricheurs, de débroussailleurs d'idées. Par leurs entremises, le PSE et le PPE sont en mesure de porter leur attention sur les problèmes concrets que va poser l'élargissement. Et c'est devant l'application concrête que, parfois, certains hésitent. Gage de sécurité ou démission intellectuelle ? Difficile de trancher tant les scènes politiques des pays de l'Europe centrale sont éloignées de celles des Etats membres de l'Union européenne.

Remises dans leur contexte, les actions internes des partis européens correspondent à la vision qu'ils se font de l'enjeu politique que représente l'élargissement. Elles sont également la retranscription concrête, matérielle des problèmes pratiques auxquels ils sont confrontés. Or, un certain nombre de questions leur sont posées : sur le calendrier d'abord, sur le rythme et le nombre de pays habilités à négocier ensuite, sur la façon, enfin, dont ils procèdent à l'égard de leurs partis observateurs.

En matière de calendrier et de méthode, les partis européens sont traversés par deux principaux courants aux argumentations équivoques. Le premier réclame l'accélération du processus d'élargissement en faisant dépendre celui-ci exclusivement de raisons politiques. L'accélération serait alors l'instrument de la dilution de l'objectif politique des pères fondateurs. Mais aussi, l'accélération pour réconcilier les deux moitiés du continent et parce que l'on ne peut mettre au ban une démocratie de manière indéfinie. Le second demande une temporisation en arguant de considérations pratiques. Une temporisation qui permettrait d'exclure de la répartition des richesses des pays aux économies faibles. Mais une temporisation qui pourrait aussi être le moyen de garantir le succès de l'unification européenne. Bref, deux discours équivoques qui s'appuient sur des motivations absolument opposées. La ligne de partage passant entre les pays attachés à un discours fédérateurs et ceux qui se font les défenseurs des souverainetés nationales.

Le débat sur le nombre de candidats sur la ligne de départ est la source de beaucoup de tensions à l'égard de l'Union ainsi que sur le plan intérieur. La décision de retenir la candidature d'un peu moins de la moitié des pays candidats provoque dans les Etats membres rejetés de la première vague de

négociation une frustration immense au sein de leur population et le sentiment d'être les laissés pour compte de l'élargissement. Elle est aussi, pour les partis européens cette fois, la cause d'une grande responsabilité devant l'histoire et plus prosaïquement devant leurs partis frères.

Enfin, sur la démarche interne, les deux partis européens sont pris en tenaille entre leur discours très engagé à l'égard de l'unification européenne d'un côté et la réalité de l'autre. Entre la création d'une aspiration, d'un immense espoir de mieux-être, de paix et de concorde et l'hésitation en face de l'inconnu, de l'incertain. Sans compter que les formations qui demandent à faire partie du PPE et du PSE sont pour la plupart, soit rattachées historiquement mais marginales sur leur échiquier politique national, soit puissantes et jeunes mais incontrôlables et erratiques. Le Parti Populaire Européen a décidé de relever le pari de l'intégration de ses membres observateurs de l'Est à l'orée du nouveau millénaire. Le Parti des Socialistes Européens a choisi de se donner encore un peu de temps.

Conclusion

L'Europe communautaire de la fin des années 80 est sortie de sa torpeur lorsqu'en Pologne, en République Démocratique Allemande, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, un appel à changer de régime a été lancé. Rapidement, il a pris la forme d'un puissant mouvement populaire démocratique qui a mis à bas le masque dont se paraient les dirigeants des démocraties populaires.
Brusquement, l'Histoire qui avait déserté l'Europe est revenue de plein pied sur le Vieux Continent. Ce qui n'était que rêve de dissident, qu'utopie délirante devenait enfin réalité : l'Europe se dégageait de l'une de ses deux puissances tutélaires et se tenait debout, vacillante et maladroite, mais enfin debout. Redevenue libre, elle pouvait enfin panser ses plaies, guérir l'horrible cicatrice qui la défigurait et se réconcilier avec elle-même.
Mais la plaie était encore vive des histoires nationales. Trop longtemps oubliées, trop longtemps mutilées, elles refirent surface avec force et vigueur quand les censeurs arrêtèrent de travailler. Les peuples de l'Europe du Centre-Est avaient soif d'exercer à nouveau la plénitude de leurs sens. Aussi, les yeux se saoulèrent d'images et les esprits se repurent de toutes les nouveautés venues d'Occident. Ce n'est qu'une fois la première soif étanchée, que les regards purent enfin calmement embrasser l'avenir.
C'est à ce moment que l'élargissement apparaît sur les agendas politiques. Il s'agit pour les responsables politiques européens de poser les premières pierres d'un édifice dont personne ne connaît le plan final.

À première vue, l'élargissement se présente comme un dossier ayant des implications nombreuses et importantes concernant l'avenir de la sécurité, de la stabilité de l'économie et de la démocratie en Europe. Un dossier sur lequel des acteurs politiques de premier ordre travaillent dans l'indifférence des partis nationaux et l'ignorance des populations.

C'est pourquoi le débat sur l'élargissement n'occupe qu'une place secondaire dans les médias - loin de la place qu'il devrait avoir car les protagonistes - les partis européens - sont dans l'incapacité de le faire sortir de l'ombre. Non qu'ils ne le veuillent pas mais simplement parce qu'ils n'en ont pas les moyens, ces-dernier étant concentrés entre les mains des partis nationaux. Or, ceux-ci ne veulent pas se dessaisir de leur emprise sur leur opinion publique. Cette crispation se traduit par l'impossibilité d'adopter un mode de scrutin européen harmonisé. Elle prend également la forme de luttes feutrées entre délégations nationales socialistes ou démocrates-chrétiennes au sein de leur groupe

parlementaire. Il en résulte, sinon une paralysie du moins une extrême cacophonie à l'intérieur des groupes. Et pour finir la confusion sur les positions du PSE et du PPE sur la question.
Cette situation est d'autant plus dommageable que les intellectuels, font preuve, en cette fin de siècle, d'une remarquable prudence. La spécialisation, la technicisation et la fragmentation des savoirs d'un côté, l'expérience malheureuse d'engagements infructueux ou trahis de l'autre, produisent sur ces "éveilleurs de l'esprit" des effets tétanisant désastreux. Se sentant collectivement abusés, ils renâclent à éclairer de nouveau la route des peuples. Ceux-ci, privés des jalons qui balisaient anciennement leur route, peinent à se frayer un chemin. Sans compter le caractère particulièrement technique et dépassionné des débats communautaires impropre à stimuler la curiosité populaire.
En outre, par le jeu de désistements réciproques lors de l'élection du président du Parlement européen, les représentants du Parti Populaire Européen et ceux du Parti des Socialistes Européens contribuent eux-mêmes au salmigondis actuel.
La prise de conscience des enjeux découlant de la candidature des pays de l'Europe centrale, laissés dans un vide stratégique, plongés dans une situation économique détériorée et dépourvus pour certains de stabilité politique, s'en trouve obscurcie.

L'hésitation des dirigeants du PSE et du PPE sur les moyens à donner pour qu'émerge une structure de défense véritablement européenne, les modifications profondes, potentiellement impopulaires, mais cependant nécessaires, des mécanismes européens de solidarité que sont les politiques communes et les Fonds structurels ainsi que la réforme préalable des institutions européennes, afin de neutraliser la paralysie à laquelle ne manquera pas de conduire l'élargissement, forment le canevas grossier des enjeux de l'élargissement.
Trame à laquelle il convient d'ajouter le débat qui agite essentiellement les socialistes et les sociaux-démocrates sur le statut de puissance nucléaire d'une Union européenne élargie ; l'impréparation actuelle des économies de l'Europe centrale à une mise en situation concurrentielle totale et le gradualisme dont ces États auront besoin pour reprendre l'acquis communautaire - tel que définit principalement par le Livre Blanc *Compétitivité, Croissance, Emploi* proposé par la Commission Delors, par le Traité de Maastricht sur l'UEM et les Accords de Schengen et la Justice et les Affaires intérieures (JAI) par le Traité d'Amsterdam - dans leur droit national et l'instabilité intérieure de quelques États candidats telle la Slovaquie sont les éléments complémentaires du débat.
Pour approcher de l'exhaustivité, on complètera la liste par le débat sur le nombre et le nom des pays candidats autorisés à commencer les négociations d'adhésion, par celui sur la date d'ouverture et le rythme de négociations.

Sur l'ensemble de ces questions, à aucun moment il n'y a une et une seule position des socialistes européens à laquelle s'opposerait une et une seule position des démocrates-chrétiens européens. Sur chacun des points du débat créé par l'élargissement c'est une pluralité d'approches et de réponses qui s'exprime.

Quant à savoir, si les partis européens sont prêts à expérimenter, sur leur propres structures, le défi de l'élargissement, il convient de constater que le Parti des Socialistes Européens a décidé de se donner un temps supplémentaire de réflexion. Une précaution dont ne s'est pas embarrassé le Parti Populaire Européen en annonçant, pour décembre 1998 au plus tard, sa fusion avec l'UEDC.

Mais le débat sur l'élargissement ne fait à proprement parler que commencer. D'autres questions, encore sans réponse aujourd'hui, mériteraient d'être étudiées. Combien de temps s'écoulera entre la première et la deuxième vague d'adhésion, si l'option des «package» est retenue ? La conférence intergouvernementale annoncée pour l'an 2000 saura-t-elle réaliser la réforme institutionnelle dont l'Union européenne a besoin ou bien faudra-til en passer par l'élection d'une Constituante européenne ? Plus largement, les partis nationaux voudront-ils et sauront-ils relever le défi de l'unification politique de l'Europe ?

Lexique

Pour plus de clarté, le présent lexique a été divisé en deux parties. La première partie rassemble les termes et initiales employés pour désignés les organisations partisanes et syndicales en Europe. Lorsque le nom de l'organisation n'est pas suffisamment éclairant sur la provenance géographique, le nom du pays a été mentionné entre parenthèse. La seconde partie du lexique regroupe les sigles des principaux programmes, établissements et institutions nationales et européennes.

Index alphabétique des organisations partisanes et syndicales

ARE : Alliance Radicale Européenne

CDU : Christlich Demokratische Union (Allemagne)

CES : Confédération Européenne des Syndicats

CSSD : Ceska Strana Socialne Demokraticka. Parti social-démocrate tchèque

CSU : Christlich Soziale Union (Allemagne)

CVP : Christlichdemokratische Volkspartei (Suisse)

CVP : Christelijke Volkspartij (Belgique)

DKFP : Det Konservative Folkeparti (Danemark)

DP : Democratic Party (Bulgarie)

DR : Democratic Rally of Cyprus (Chypre)

EDEK : Ethniki Demokratiki Enosi Kyprou. Parti socialiste chypriote

ELDR : Parti Européen Libéral Démocratique et Réformateur.

EVP : Evangelische Volkspartei (Suisse)

FIDESZ : Fidesz - Jeunes Libéraux (Hongrie)

FÜGGETLEN Kisgazda - Földmunkas es polgari Part. Parti paysan (Hongrie)

GUE/NGL : Gauche Unitaire Européenne

I-EDN : Groupe des Indépendants pour l'Europe Des Nations

Jusos HG : Junge Sozialisten Hochschulgruppen. Groupe universitaire des Jeunes socialistes (Allemagne).

KDNP : Keresztenydemokrata Neppart. Parti Chrétien-Démocrate (Hongrie)

KDU-CSL : Krestanska a demokraticka unie-Ceskoslovenska strana lidova. Union chrétienne-démocrate - Parti tchèque du peuple

KrF : Kristelige Folkeparti (Danemark)

KSCM : Kommunisticka Strana Cech a Moravy. Parti commmuniste de Bohême-Moravie

HDZ : Hrvatska Demokratska Zajednica (Croatie)

ISAMAALIIT, Pro Patria Union (Estonie)

MDF : Magyar Demokrata Forum

MDNP : Magya Demokrata Néppart

MSZP : Magyar SZocialista Part. Parti socialiste hongrois

NI : Non-Insccrits

ODA : Obcanska Demokraticka Aliance. Alliance démocratique civique (République tchèque)

ODS : Obcanska demokraticka Strana. Parti démocratique civique (République tchèque)

ÖVP : Österreichische Volkspartei (Autriche)

PASOK : Panellinio Sosialistiko Kinima. Parti Socialiste Grec

PDS : Partito Democratico della Sinistra. Parti Démocratique de la Gauche (Italie).

POSL : Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois.

PNV : Partido Nacionalista Vasco. Parti National Basque (Espagne)

PP : Partido Popular (Espagne)

PPE : Parti Populaire Européen.

PSC : Parti Social Chrétien (Belgique)

PSE : Parti des Socialistes Européens.

PSOE : Partido Socialista Obrero Español. Parti socialiste ouvrier espagnol.

PVdA : Partij Van de Arbeid. Parti du Travail (Pays-Bas).

SAP : Sveriges Socialdemokratitska ArbetAREpa. Parti suédois du Travail (social-démocrate).

SDL : Socialnodemokraticka Strana Slovenska. Parti social-démocrate de Slovénie.

SDL : Strana Demokratickej Lavice : Parti de la Gauche démocratique (Slovaquie).

SDP : Suomen Sosialidemokraatinen Puolue. Parti social-démocrate finlandais.

SLD : Sojusz Lewicy Demokratycznej. Parti social-démocrate de la République de Pologne.

SP : Socialistische Partij. Parti socialiste (Belgique flamande)

SPR-RSC : Sdruzeni Pro Republiku - Republikanska Strana Ceskoslovenska. Parti des Républicains (République tchèque)

SZDSZ : SZabad Demokratak Szövetsége. Parti Démocrate (Hongrie)

UCDC : United Cristian Democratic Center (Bulgarie)

UDC : Unio Democratica de Catalunya (Espagne)

UEDC/EUCD : Union Européenne des Démocrates-Chrétiens. European Union of Christian Democrats

UP : Unia Pracy. Union du Travail (Pologne)

UW : Unia Wolnosci. Union de la Liberté (Pologne)

UPE : Union Pour l'Europe

V : Verts

Glossaire alphabétique institutionnel

ACP : Afrique, Caraïbes, Pacifique. Etats signataires de la convention de Lomé.

AELE : Association Européenne de Libre-Echange.

AUE : Acte Unique Européen.

BCE : Banque Centrale Européenne.

BEI : Banque Européenne d'Investissement.

BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

CAEM : Conseil d'Assistance Économique Mutuelle

CCE : Commission des Communautés Européennes.

CE : Communautés Européennes

CES : Comité Économique et Social

CIG : Conférence InterGouvernementale

COREPER : Comité des REprésentants PERmanents

DG … : Direction Générale x , Unité de décision de la Commission européenne.ECU : European Currency Unit

ECO-FIN : Conseil des ministres de l'Economie et des Finances

EEE : Espace Economique Européen

FED : Fonds Européen de Développement

FEDER : Fonds Européens de Développement Régional

FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole

FECOM : Fonds Européen de Coopération Monétaire

FSE : Fonds Social Européen

IME : Institut Monétaire Européen

MCM : Montant Compensatoire Monétaire

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PAC : Politique agricole commune.PE : Parlement européen

PECO : Pays d'Europe Centrale et Orientale

PESC : Politique Etrangère et de Sécurité Commune

PIB : Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

SBCE : Système de Banques Centrales Européennes

SME : Système Monétaire Européen

UE : Union européenne

UEM : Union Economique et Monétaire

UEO/WEU : Union de l'Europe occidentale. Western European Union

Bibliographie

Articles de presse

• Mark TURNER, "Political Parties fail to bridge east-west divide" in *European Voice*, 31 août 1997
Cet article est particulièrement intéressant car il retrace les démélés des partis européens avec leurs "sisters parties" ou partis frères. Le journal *European Voice* est un hebdomadaire de langue anglaise du groupe de presse qui contrôle The Econnomist. Il s'adresse à un public extrêmement ciblé de décideurs européens et s'enorgueillit d'être le journal le plus par les députés européens.

• Mark TURNER, "Europe awaits Agenda 2000 with a hush of Expectation" in *European Voice*, 10-16 Juillet 1997, page 16 à 17
C'est l'un des articles par lequel le scandale arriva. En effet, Dans son édition du 10 au 16 juillet, il fait une présentation détaillé de l'Agenda 2000 tant dans sa forme que sur le fond.. Or, Jacques Santer n'a présenté l'*Agenda 2000* aux députés européens que dans la matinée du 15 juillet. Les interventions de Klaus Hänsch (PSE, D) et d'Hans-Gert Pœttering (PPE, D) regrettent les fuites à la presse.

• Pr. Christian de BOISSIEU, "Après 1989, en Europe centrale, ça a été le chacun pour soi" in *Le Monde*, Dimanche 8-Lundi 9 juin 1997, p. 13
Court article du Pr de Boissieu qui enseigne l'économie à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne expliquant pourquoi, un Plan Marshall pour les Pays de l'Europe centrale n'a pas eu lieu au lendemain de la chute du Mur de Berlin.

• Albert LEVY, "Cette sphère publique critique qui émerge" in Le Monde, rubrique Horizons-Débats, Mercredi 26 février 1997.
Article de fond d'un quart de page paru dans Le Monde lors de la campagne de pétition initiée par les gens du cinémapour protester contre le projet de loi Debré. L'auteur y développe la thèse qu'à côté de la sphère politique de plus en plus contestée, une sphère nouvelle, issue et portée par la société civile, cherche à revivifier la pratique citoyenne du débat démocratique.

• Paul PROCTOR, "Boeing Has Big Plans For Aero Vodochody " in *Aviation Week & Space Technology*, 16 juin 1997, p. 61
Article Succint sur les négociations en cours entre le consortium Boeing-Mc Donell Douglas et le gouvernement tchèque à l'occasion du renouvellement de sa flotte aérienne. Aviation Week & Space Technology est un hebdomadaire très spécialisé sur les industries aéronautiques et spaciales tant civiles que de défense.

• Luc ROSENZWEIG et Daniel VERNET,"La France risque de se trouver isolée lors du sommet atlantique de Madrid" in Le Monde, Paris, vendredi 4 juillet 1997, page 4.
Artice d'un quart de page rendant compte du refus américain de céder le commandement Sud de l'Alliance atlantique à un Européen et de la réaction française.

• Martin PLICHTA, "Cheminots et instituteurs menacent la paix sociale tchèque" in Le Monde, samedi 28 février 1997, page 3.
Petit article sur la grève entreprise par les cheminots tchèques pour protester les mesures de licenciement prévues par le gouvernement de Vaclaus Klaus.

• Laszlo PERECZ, "Gabcikovo, la dernière valse sur le Danube" in *Nepszabdsag* cité par *Courrier international*, n° 334, rubrique Europes, semaine du 27 mars au 2 avril 1997, p. 16.
Assurément l'un des articles les plus intéressant utilisés pour cette étude. Il retrace le contentieux qui oppose depuis 20 ans la Hongrie et la Slovaquie au sujet de la construction du barrage de Gabcikovo sur le Danube, à l'occasion du verdict devant être prononcé par le Tribunal international de La Haye. Il

explique qu'il faut regarder ce différent avec comme clé de lecture l'opposition entre une société pré-moderne (la partie slovaque) et une société entrée récemment dans le post-modernisme.

Ouvrages généraux

• BENDA Julien, *Discours à la nation européenne*, Gallimard, coll. Folio/Essais, 1933 (édition originale), Paris, 1992, 148 pages.
Dans son *Discours à la nation européenne*, l'auteur de *La trahison des clercs* et de *La grande épreuve des démocraties* se fait le vibrant promoteur d'une Europe morale débarrassée des freins qui retiennent son unification. Le texte, construit dans un style direct, se présente comme un manuel à l'intention de ceux qui sont à la recherche d'une réflexion et d'un argumentaire en faveur de la construction européenne. Dans son livre, Julien Benda se méfie de tous ceux, artistes ou poètes qui défendent le monde sensible contre celui de la raison. Disciple de Kant, de Spinoza ou encore d'Erasme, il voit dans l'Europe "*un moment de notre retour en Dieu, où doivent sombrer tous les distincts, avec tous les orgueils et tous les égoïsmes*".

• MORIN Edgar, Penser l'Europe, Gallimard, coll. Folio/Actuel, Paris, 1987, 266 pages.
Penseur engagé, l'auteur propose une réflexion sur l'histoire et sur le développement de la construction européenne. Attaché à l'idée de complexité, il met en avant la singularité du Vieux continent, le lent cheminement intellectuels et sa diversité humaine, sociale, économique et politique. Loin d'y voir une faiblesse, il souligne que cette diversité est justement la source de sa force. En effet, selon lui, l'Europe est continuellement sommée de répondre à la question de "l'Unitas multiplex" et donc de réfléchir au moyen de parvenir à la coexistence du divers. Cette réflexion doit être le point de départ d'un nouvel ensemencement intellectuel de la planète par des Européens devenus respectueux des cultures et non plus sous les habits du colon.

• QUERMONNE Jean-Louis, *Les régimes politiques occidentaux,* Seuil, coll. Point Essais, Paris, 1994, 338 pages.
Il s'agit d'une étude parfaitement référencée sur les processus qui conduisent à l'établissement des régimes politiques et à leur fonctionnement. Y sont plus particulièrement étudiés les régimes présidentiels et d'assemblées, les modes de scrutin et leurs effets sur la vie sociale et politique, ainsi que sur les partis. Ces derniers ont été classés entre partis de masse et partis de cadre. En conclusion, il met en exergue la nécessité à terme d'une vaste réforme constitutionnelle pour combler le déficit démocratique caractérisant les institutions de l'Union européenne. En outre, la bibliographie, très complète, propose des renvois sur des ouvrages classés en fonction des connaissances et de l'intérêt du lecteur.

• SEILER Daniel L., *Les partis politiques en Europe*, coll. Que sais-je ?, Presses Universitaires de France, Paris, octobre 1982, 128 pages.
Ce livre contient une description approfondie de partis politiques nationaux en Europe. il tente une classification assez convaincante entre grandes familles de pensées. Sont ainsi passés au crible les partis ouvriers, bourgeois, confessionnels, communistes centralistes et autonomistes. Dans sa dernière partie, il envisage ce que pourraient être des partis européens. Écrit au début des années 80, fait état de certaines des informations qui commencent à dater. En particulier les données chiffrées, cependant, elles sont utiles par comparaison avec des données réactualisées pour mesurer le chemin parcouru par les institutions et par les partis politiques.

Documents officiels

• Conférence des représentants des gouvernements des États membres, *Projet de Traité d'Amsterdam*, Bruxelles, 19 juin 1997, CONF/4001/97 CAB, 145 pages
Exemplaire du projet de Traité d'Amsterdam discuté par les délégations des représentants des gouvernements des États membres lors du Sommet européen d'Amsterdam les 16 et 17 juin 1997. Document juridique officiel à diffusion limitée à la date du 19 juin 1997 divisé en 6 sections thématiques et comportant en index. Chaque section du projet de traité est divisée en chapitres. La section I traite des problèmes de Liberté de sécurité et de Justice. Elle représente la "communautarisation" du troisième

pilier créé à Maastricht. La section II, L'Union et le Citoyen aborde des questions plus sociétales telles que l'Emploi, la politique sociale, l'environnement, la santé publique, la protection des consommateurs, donne une définition de la subsidiarité, établit les mécanisme de consultation des documents du Conseil quand celui-ci est dans son rôle de Législateur. Le texte invite à une simplification et à un clarification des textes communautaires. Dans sa section III le projet de traité prévoit des les compétences en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC), notamment par la création d'un "Monsieur" ou "Madame PESC". Cette compétence nouvellement créée par le Traité sur l'Union européenne devait être réformée pour tenir compte de l'évolution. La section IV fixe l'équilibre entre les institutions communautaires et renforce à cette occasion le rôle joué par les parlements nationaux - à travers la Conférence des Organismes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC) ou les instances décentralisatrices comme le Comité des Régions. La section V établit la possibilité pour les États membres de forger des coopérations renforcées - instruments de la flexibilité - qui autorisent l'adoption de positions et d'actions communes sans passer par la règle de l'unanimité. Enfin, la section VI demande la poursuite du travail de simplification et de codification des traités communautaires pour en accroître la lisibilité.

• Commission européenne, *Agenda 2000, 1. Pour une Union plus forte et plus large*, COM(97) 2000 Vol. I, Office des publications des Commmunautés européennes, Luxembourg, mars 1997, 102 pages, n° de catalogue CB-CO-97-379-FR-C, ISBN 92-78-22918-0

L'Agenda 2000 est la communnication de la Commission qui évalue sur la base des questionnaires envoyés aux pays candidats la faisabilité d'une adhésion de chacun de ces pays pris isolément à l'Union européenne. Le premier volume évalue l'impact que va avoir l'élargissement sur les mécanismes de cohésion et de solidarité actuellement existant dans l'Union européenne tels que la Politique Agricole Commune, les Fonds structurels et la politique régionale. Il s'agit donc plus d'un regard introspectif posé sur les répercussions l'élargissement.

• Commission européenne, *Agenda 2000, 2. Le défi de l'élargissement*, COM(97) 2000 Vol. II, Office des publications officielles des Commmunautés européennes, Luxembourg, mars 1997, 69 pages, n° de catalogue CB-CO-97-380-FR-C, ISBN 92-78-22929-6

Le volume II établit la liste des obstacles à surmonter par les Etats candidats pour réussir leur adhésion. Il fait une estimation de l'impact de l'application des politiques de l'UE sur ceux-là. Comparativement, le volume II fait un pronostic des problèmes soulevés par l'élargissement dans l'application de l'acquis communautaire, secteur par secteur de l'économie et de la société.

• Commission européenne, *Agenda 2000, 3. Les avis de la Commission européenne sur les demandes d'adhésion,* COM(97) 2000 Vol. III, Office des publications des Commmunautés européennes, Luxembourg, mars 1997, 56 pages, n° de catalogue CB-CO-97-381-FR-C

Le volume III, nettement plus court que les deux précédents, consacre six pages par pays pour donner l'avis de la Commission sur la candidature de chacun d'eux au regard des trois principaux critères définis par le Conseil européen de Copenhague : stabilité des institutions dans le respect de l'État de droit, l'existence d'une économie de marché capable de faire face à la pression résultant d'une libéralisation des échanges avec et au sein de l'UE et enfin la capacité et la volonté de participer au projet d'union politique, économique et monétaire.

• Secrétariat de l'Assemblée de l'UEO, *Une sécurité élargie : les problèmes de sécurité posés par l'élargissement de l'OTAN et des institutions européenne,* Colloque, Assemblée de l'UEO, Athènes, 11-12 mars 1996, 85 pages.

Les actes de ce colloque sont extrêmement riches en analyses sur les cadres futurs de la sécurité de l'Europe. Les participants du colloque étaient tous à des degrés divers soient des élus soient des personnes spécialisés dans les questions de défense. Les interventions retranscrites sont dépouillées de toutes annotations. Un document très instructif quant à la variété des positions partisanes sur les questions de défense et de sécurité.

• Compte-rendu in extenso des séances, Parlement européen, Division du compte-rendu, Luxembourg, 15 et 16 juillet 1997.

Un outil indispensable pour avoir dans le texte, et malheureusement non traduite, l'ensemble des déclarations et discussions faite en séance par les députés européens à l'occasion de la présentation de l'Agenda 2000 par Jacques Santer, président de la Commission européenne. La session plénière de juillet

1997 a été très riche, dans la mesure où ont été également discutés les conclusions de la conférence intergouvernementale et le programme de la présidence luxembourgeoise de l'Union avec à son ordre du jour le Sommet extraordinaire sur l'Emploi.
La version dans les 11 langues officielles de l'UE sort en général dans un délai de trois mois après la version in extenso qui est immédiatement disponible.

• Compte-rendu de la réunion du mercredi 2 juillet 1997, travaux de la délégation n°97-27, Délégation parlementaire pour l'Union européenne, Sénat, Paris, juillet 1997.
Ce document est intéressant car dans sa séance du 2 juillet 1997 cette délégation du Sénat a procédé à l'audition de Pierre Moscovici, nouveau ministre chargé des Affaires européennes sur les conclusions du Sommet d'Amsterdam. il rappelle que le gouvernement français est en faveur d'une ouverture groupée des négociations avec l'ensemble des pays candidats.

• ANTRETTER Robert, *La dimension orientale de la sécurité européenne,* rapport de la Commission politique, document 1542, 42e session ordinaire de l'Assemblée de l'UEO, 4 novembre 1996, 35 pages.
Ce document élaboré par un social-démocrate allemand dans le cadre de l'assemblée parlementaire de l'UEO permet de se faire une opinion des conceptions qui existent sur les problèmes posés par l'adhésion de pays de l'Europe du Centre-Est aux institutions européennes de défense, notamment la question de l'enclave de Kaliningrad. Y sont mentionnées les trois principales options pour la conduite de l'élargissement : examen individuel, par regroupement ou examen global.

• *Rapport Eurobaromètre Standard,* n°43, Terrain : Avril - Mai 1995, Office des publications officielles des Commmunautés européennes, Luxembourg, Automne 1995, n° de catalogue CC-AO-95-003-FR-C.
Les rapports standards annuels Eurobaromètres sont réalisés par des instituts d'enquête d'opinion - TMO Consultant pour la France. Ils reprennent depuis 1973, date du premier Eurobaromètre, les mêmes questions pour mesurer l'évolution des connaissances des Européens sur les politiques et les institutions de l'UE. Il mesure également la façon dont les citoyens s'informent. Eurobaromètre est un instrument de la Direction Générale X, chargée des questions de communication pour fournir les institutions communautaires et les décideurs européens en information sur la population de l'UE vue dans sa globalité. Les résultats sont l'objets d'un court commentaire et font figurer le détail pays par pays et parfois par catégorie socioprofessionnelles et par âge.

• *Eurobaromètre Europe Centrale et orientale*, n°6, Commission, DG X, Bruxelles, mars 1996, n° de catalogue CC-AO-95-004-FR-C.
Identique dans sa forme, cette série d'Eurobaromètre traite plus spécifiquement des pays d'Europe centrale et orientale - pays européens de l'ex-URSS inclus. Ses grands indicateurs sont la satisfaction à l'égard de la démocratisation, de l'introduction de l'économie de marché. Il mesure aussi le degré de connaissance d'autres langues européennes.

• *Eurobaromètre Europe Centrale et orientale*, n°7, Commission, DG X, Bruxelles, mars 1997, n° de catalogue CC-AO-97-001-EN-C.
Idem.

• *L'Europe sans frontières,* n°5, Commission européenne, Direction Générale Information, communication, culture, audiovisuel, Office des publications officielles des Commmunautés européennes, Luxembourg, mai 1997, n° de catalogue CC-AI-97-005-FR-C.
Ce document est un mensuel élaboré par la DG X de huit pages. Il résume l'essentiel des directives et recommendations proposées ou adoptées par la Commission. Les quatre pages sont réservées à un dossier composé essentiellement de données statistiques et de leurs commentaires.

Revues

• HAVLIK Peter, Research Reports, n°239, Wiener Institut für Internationale Wirtschafts-vergleiche (WIIW), Juillet 1997, Vienne, 65 pages.
Ce rapport fait un état des lieux des économies des pays de l'Europe centrale et orientale et se risque à quelques interprétations politiques des données.

• EATWELL John, ELLMAN Michael, KARLSSON Mats, NUTI Mario D. et SHAPIRO, *Not «just another Accession», The political Economy of EU Enlargement to the East*, Institute for Public Policy Research (IPPR), London, 1997, ISBN n° 1 86030 055 3.
Ce document a fait sensation parmi la presse et les députés car il prend position pour l'ouverture de négociations avec l'ensemble des Pays de l'Europe centrale et orienale candidats sur d'autres critères que ceux de Copenhague et propose de les associer plus largement notamment sur le plan économique. John EATWELL est président du Queen's College de Cambridge, Michael ELLMAN est professeur à l'Université d'Amsterdam et Mats KARLSSON est Secrétaire d'État en Suède.

• *La Revue*, rapport de synthèse du Centre d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales (CEPESS), n°4-5, juillet 1996, 122 pages
Revue bimestrielle éditée par le CEPESS qui est le centre d'études du Parti Social-Chrétien (PSC) en Belgique. La Revue rassemble les grandes plumes procher du PSC. Etienne MICHEL en est le rédacteur en chef en sa qualité de secrétaire général du CEPESS. Collaborent à La Revue : Bruno COLSON, Jan DE GROOF, Gilles de KERCHOVE, Tanguy de WILDE D4ESTMAEL, Hans GEEROMS, André-Marie PONCELET, André SERVAIS, Alain STEKKE, Jan STEVERLINCK, Ingrid VANDEN BERGHE. En moyenne, chaque numéro traite de trois thèmes sociétaux et politiques

Publications internes, déclarations des partis politiques

• HÄNSCH Klaus, in "Pas de taciturnité consentante" in *Le Carnet*, service de presse du Groupe socialiste européen, Bruxelles, juin 1997, 2e quinzaine, page 2.
Le Carnet est l'édition française de l'un des journaux du Groupe parlementaire du PSE. Diffusé sous une forme électronique et papier, il met en exergue les préoccupations du Groupe du PSE et plus précisément de la délégation française. Dans ce numéro, il rend compte de l'hésitation de Klaus Hänsch quant à un examen des candidatures au cas par cas.

• VALLIN Jean-François, Note interne au secrétariat du PSE, Bruxelles, 6 novembre 1996.
Cette note interne a été rédigée par Jean-François Vallin, secrétaire général du PSE sur la base de ses notes personnelles. Elle donne un aperçu des discussions des leaders socialistes et sociaux-démocrates. Il ne s'agit d'un verbatim exact, ni d'un procès-verbal exhaustif. En revanche, elle peut être considérée comme "*un relevé, en style télégraphique, de ce qui a plus particulièrement retenu [son] attention*".

• VALLIN Jean-François, Note à l'attention du Président, Bruxelles, 14 avril 1997.
Cette seconde note a été rédigée à l'attention de Rudolf Scharping, afin de rendre compte des discussions qui ont eu lieu entre les membres observatuers du PSE à l'occasion de la tenue du Forum consultatif des partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe centrale à Cracovie les 12 et 13 avril 1997. Elle est particulièrement intéressante car elle mentionne les efforts entrepris par les dirigeants du PSE pour tempérer les ardeurs des partis socialistes et sociaux-démocrates des PECO à vouloir devenir membres à part entière dès le Congrès de Malmö

• Déclaration de Malmö, Parti des Socialistes Européens, 3e Congrès, Malmö, 15-17 juin 1997, 6 pages.
L'élément le plus remarquable de cette déclaration adoptée par le Congrès du PSE tient à l'insistance à écarter l'idée des coopérations renforcées défendues par la France.

• Budapest Declaration, Parti des Socialistes Européens, Budapest, 26 octobre 1996.
Cette déclaration, la première adoptée en commun par les partis membres et les partis observateurs du PSE à l'extérieur des frontières de l'UE marque le refus des socialistes et des sociaux-démocrates pour une Europe à plusieurs vitesse car elle est synonyme de dilution du projet politique d'unification. Elle se veut le point de départ de la coopération des socialistes et des sociaux-démorates entre eux en vue de l'adhésion des PECO à l'UE.

• "Europe, Compilation - Année 1995" in *Nouvelles Internationales*, Parti socialiste, mensuel, n° Hors série, Paris, janvier 1996.
Ce numéro de *Nouvelles internationales* est un florilège de l'ensemble des communiqués de presse et articles parus dans les organes de presse du Parti socialiste ou diffusé par lui sur les questions concernant l'UE ou les partis socialistes d'Europe.

• *The future of the European Union, Reports on Labour's position in preparation for the intergovernmental*, Labour Party, Conference 1996, London, Conférence 1995, 16 pages.
Document adopté par le Labour Party lors d'une réunion spéciale consacrée à la CIG. Il est organisé en deux parties. La première fait état de la position du Labour à l'égard de la construction européenne en général, la seconde étant exclusivement consacrée à la réforme institutionnelle. Dans la sous-partie qui aborde l'élargissement, le Labour rappelle qu'il est en faveur de la création d'un Espace Politique Européen sur le modèle de l'Espace Économique Européen. Cette proposition est motivée par le souhait d'associer politiquement les pays candidats indépendamment de leur capacité économique.

• Résolution "We Need Europe", Sozialdemokratische Partei Deuschlands, Congrès de Mannheim, 14-16 novembre 1995.
Cette résolution a été prise par le Congrès qui a vu le départ de Rudolf Scharping de la présidence du SPD et son remplacement par Oskar Lafontaine. Rappelant, contrairement au Labour, que le SPD se prononce en faveur de la création des États-Unis d'Europe, le texte n'est véritablement intéressant que sur son volet militaire. En effet, le SPD rappelle qu'il souhaite voir l'Union devenir une puissance "dénucléarisée."

• "La stratégie du Groupe du PPE pour les futurs Elargissements aux PECO" in *Cahiers européens, n*°69 - Journées d'Etudes d'Helsinki - 26-30 août 1996.
Le texte est une compilation des 9 interventions faites sur ce thème par d'éminents responsables du PPE, de l'UEDC et des partis observateurd en vue de cerner les points clés de l'élargissement pour le Groupe parlementaire du PPE. Les interventions les plus remarquables sont celles d'Hans-Gert Pœttering pour la vigueur de son conditionement de tout élargissement au succès de la CIG, celle d'Arie Oostlander pour la structuration du propos, pour la distinction qu'il fait entre l'approche démocrate-chrétienne et l'approche socialiste de l'élargissement et pour la sa clairvoyance sur le rôle des médias dans l'information objective de la population sur les enjeux, celle d'Hanna Suchocka pour l'appel à l'aide qu'elle lance et enfin celle de Jan Carnogursky pour le constat pathétique de la situation de la Slovaquie.

• VAN VELZEN W. G., Adresse au Keresztenydemokrata Neppart (KDNP), Conférence, Budapest, 9 novembre 1996.
L'intérêt du texte tient à l'appel pressant fait par le président de l'UEDC a l'unité des principaux partis de droite hongrois (MDF, SZDSZ, FIDESZ et KDNP) pour reprendre le pouvoir au MSZP.

Serveurs télématiques

PPE <http://www.evppe.org>

PSE <http://www.pes.org>

Parlement européen <http://europarl.eu.inl>

Diète polonaise <http://www.sejm.gov.pl/eng/posel/index>

Parlement hongrois <http://www.mkogy.hu/frakhome.htm>

Parlement tchèque <http://ww.psp.cz>

Information sur la Slovaquie <http://web-eunet.sk/slovakia/slovakia/elections-94/parties>

Journal European Voice <http://www.european-voice.com>

Annexes

Ont été répertoriés en annexes les documents qui permettent d'éclairer autrement la question de l'attitude du Parti Populaire Européen et du Parti des Socialistes Européens à l'égard de l'élargissement de l'Union européenne à la Hongrie, à la Pologne, à la République tchèque et à la Slovaquie.
Pour faciliter l'emploi de ces quelques pages, une numérotation des planches sur une base alphabétique a été effectuée. En outre, ce foliotage - qui déroge aux règles académiques pour des raisons techniques - n'est pas pris en compte dans la numérotation générale du document. Enfin, la liste ci-dessous récapitule l'ensemble des documents annexés :

A] Les Groupes politiques au Parlement européen

B] La composition du Parlement hongrois

C] Les parlements polonais et tchèque

D] La vie politique slovaque

E] Interview de Nicole Fontaine, première vice-présidente du Parlement européen (PPE, F)

F] Interview de Herwig Kaiser, administrateur dans l'unité "Planification et prévisions du Groupe du PSE

G] Interview de Philip Whitehead, député européen du Staffordshire-East & Derby, vice-président de la délégation mixte UE-République tchèque

H] Ventilation des députés européens en fonction de leur nationalité et de leur parti

I] Radioscopie des pays candidats - Statistiques de base de la Commission européenne

J] Pays candidats d'Europe centrale et Etats membres - PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat) 1995

K] Article de Mark TURNER, "Political Parties fail to bridge East-West divide" in European Voice

L] L'Union de l'Europe occidentale et les Pays de l'Europe centrale candidats

M] Organigramme du Parti des Socialistes Européens

Index des tableaux et figures

• Figure 1 : Evolution du taux de participation entre 1979 et 1994 (page 10)

• Figure 2 : Poids relatif des quatre premières délégations nationales au sein du PPE et du PSE en 97 (page 16)

• Figure 3 : Tableau Impact de l'élargissement (en %/pays) (page 23)

• Figure 4 : Confiance dans les pays tiers (en % par pays) (page 26)

• Figure 5 : Poids cumulé du PSE et du PPE au sein du PE à chaque scrutin direct (page 29)

• Figure 6 : Evolution du nombre de députés du PSE et du PPE au sein du PE à chaque scrutin direct (page 30)

• Figure 7 : Les présidences du Parlement européen depuis 1979 (page 31)

• Figure 8 : Nombre de présidences et de vice-présidences détenues par le PSE et le PPE au sein du PE (page 32)

• Figure 9 : Bénéficiaires et perdants d'un rapprochement avec l'UE (page 74)

Tables des matières

Avertissements 2

Introduction 3

I De la difficulté d'avoir une position politique particulière ? 5

A] Des partis européens et un débat ignorés par les opinions publiques 6
1) L'ignorance de la population et l'indifférence des militants 7
2) Des délégations nationales qui brouillent le message des Groupes parlementaires 12
3) L'élargissement : un débat qui n'existe pas aux yeux des opinions publiques 21

B] Une domination numérique au sein du PE et une pratique parlementaire consensuelle 28
1) Le PSE et le PPE au Parlement Européen : la revanche des "cabris" 28
2) Un idéal identique de modération sociale et politique ?.....34

II Analyses et réactions des partis au projet d'élargissement 44

A] Entre pays candidats à l'adhésion et membres actuels : une appéciation différente des principaux enjeux posés par l'élargissement 45
1) L'enjeu diplomatique et militaire.....47
2) L'enjeu économique 58
3) L'enjeu institutionnel et politique 65

B] Comment PPE et PSE organisent concrètement le prochain élargissement 78
1) Quel calendrier pour l'élargissement ? 78
2) Réactions par rapport à la méthode proposée par la Commission 82
3) Les actions du PSE et du PPE sur leurs structures en vue de l'élargissement 87

Conclusion 94

Lexique 97
Bibliographie 100
Annexes 106
Index des tableaux et figures 107

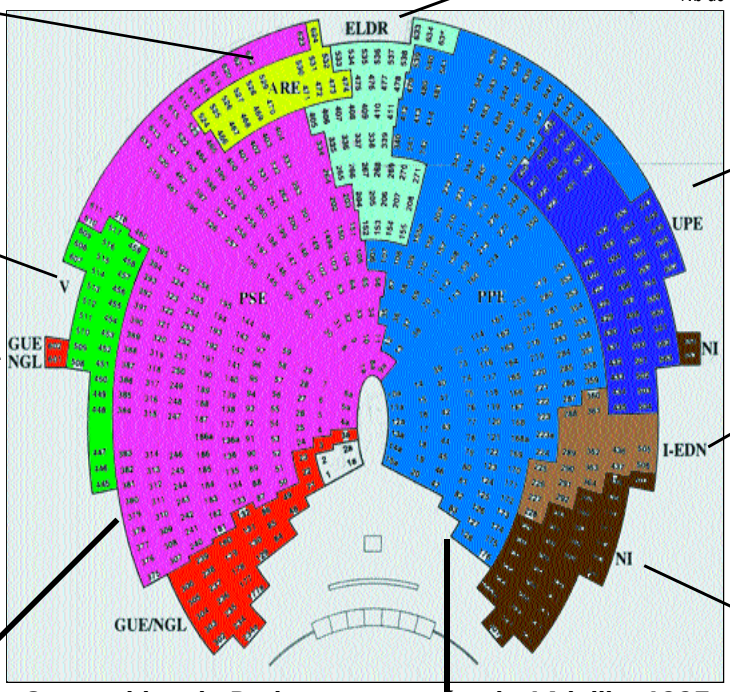
Les Groupes politiques au Parlement européen

ARE : 20 députés
Pdt du groupe : C. LALUMIÈRE
Nb de pdces de commission : -
Nb de vice-pdces : 2

ELDR : 41 députés
Pdt du groupe : de VRIES
Nb de pdces de commission : 2
Nb de vice-pdces : 6

Verts : 28 députés
Pdt du groupe : AELVOET/ROTH
Nb de pdces de commission : 1
Nb de vice-pdces : 3

UPE : 55 députés
Pdt du groupe : PASTY/AZZOLINI
Nb de pdces de commission : 2
Nb de vice-pdces : 6

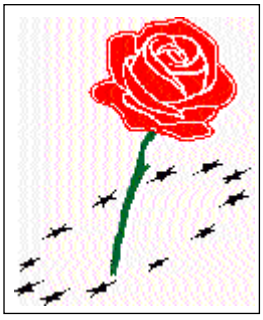


Composition du Parlement européen le 14 juillet 1997

GUE/NGL : 33 députés
Pdt du groupe : PUERTA
Nb de pdces de commission : 1
Nb de vice-pdces : 3

I- EDN : 18 députés
Pdt du groupe : BONDE
Nb de pdces de commission : -
Nb de vice-pdces : 2

Non-Inscrits : 36 députés
Pdt du groupe : -
Nb de pdces de commission : -
Nb de vice-pdces : -



Le Parti des Socialistes Européens dispose de 214 sièges, ce qui en fait la première force politique du Parlement européen.
Il détient la présidence de 9 commissions parlementaires et 24 vices-présidences de commission.

Le Groupe parlementaire du PSE est emmené par Pauline Green, députée travailliste de London-North.
Le groupe de travail parlementaire "Elargissement" est placé sous la conduite de Klaus Hänsch, ancien président du Parlement européen.

Son logo est une reprise de la rose du Labour à laquelle a été ajouté les 12 étoiles de l'Union européenne.
Le Groupe se fixe 8 objectifs : l'emploi, la croissance, la cohésion économique et sociale, la compatibilité entre économie et environnement, la diversité et la tolérance, la paix par le développement, une Europe pour tous et une Europe citoyenne.

Source : <http://www.europarl.eu.int/pes/tri/group/fr/prior_fr.htm>

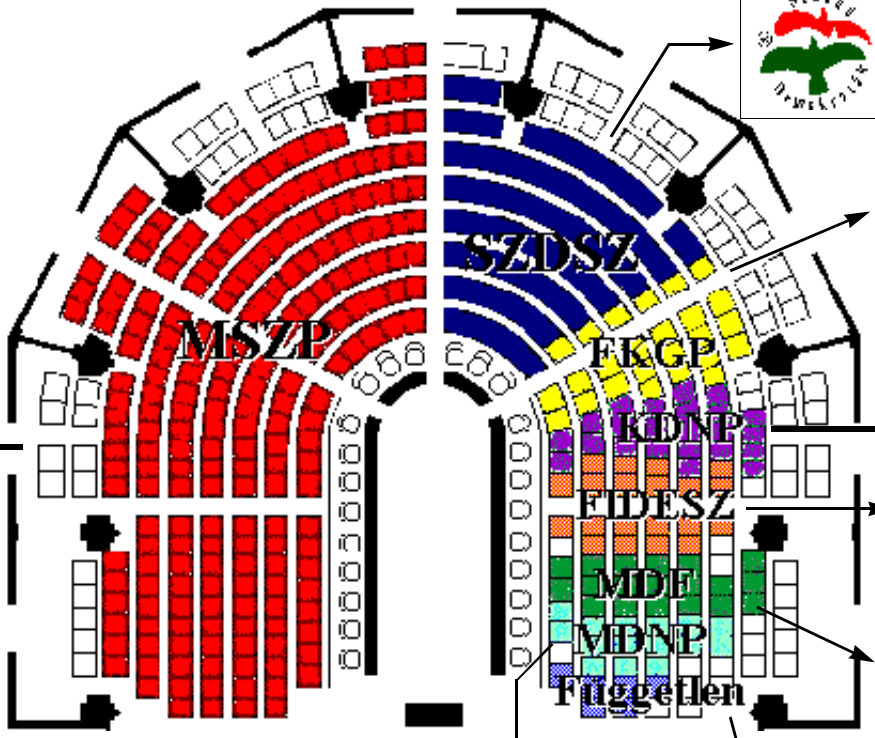
Le Parti Populaire Européen (PPE) compte 181députés ce qui fait de lui, le deuxième groupe politique du PE.
Son logo illustre le slogan du parti "Au cœur de l'Europe".

Le Groupe parlementaire est conduit par Wilfried Martens, ancien premier ministre de Belgique. Ce-dernier a la particularité d'être également le président du Parti.

Le PPE s'est entouré d'associations ou est à la base de la création des :
- Young People´s Party (YEPP),
- EEP/EUCD Women`s Section,
- European Union of Christian Democratic Workers (EUCDW),
- Economic Independent Business Associations (ESMBF),
- European Union of Pensioners (EUP),
- European Local and Regional Gouverment Association (ALRGE)

Elles participent toutes à la promotion d'un lien transnational.

La composition du Parlement hongrois



SZDSZ : SZabad Demokratak SZövetsége

Le Független kisgazda-Földmunkas es polgari Part est le premier parti paysan de Hongrie.

Le FIDESZ était à l'origine la branche "Jeune" du parti libéral SZDSZ. Il a scissionné relativement tôt. Il rassemble la "jeune garde" libérale hongroise.

Le Magyar Demokrata Forum (MDF) a été au début des années 90, la force principale du mouvement anti-communiste. Flirtant régulièrement avec le nationalisme, il a été l'un des artisans du rétablissements des anciennes armoiries hongroises. Joszef Antall en a été le président.

Fig. n° :

Magyar Demokrata Néppart

Független est un des deux partis des petits propriétaires de l'Assemblée hongroise.

Le Magyar SZocialista Part se présente véritablement comme la première force politique de Hongrie. Depuis les élections législative du 8 et 29 mai 1994, il dispose de la majorité absolue à lui seul.

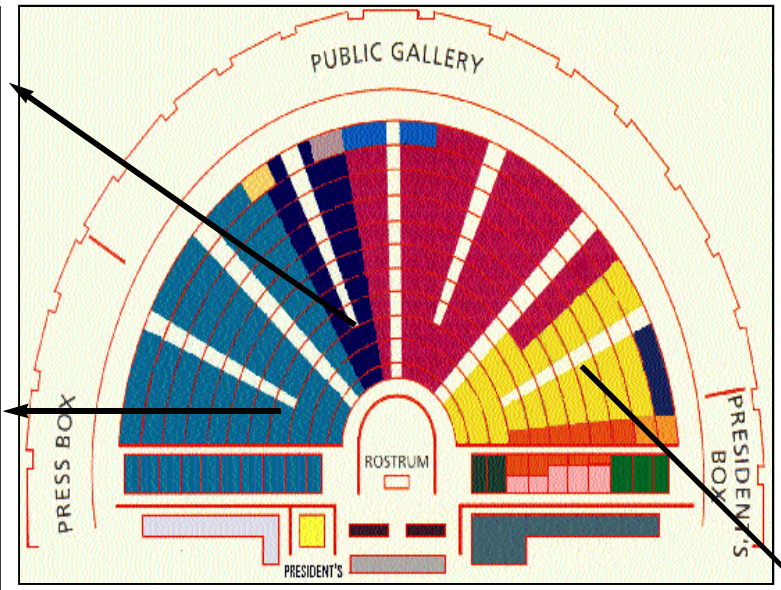
Son logo, un œuillet rouge, est caratéristique des partis ouvriers de l'Europe centrale. Ses infracstructures sont celles de l'ancien parti communiste. C'est lui qui est à l'origine de la transition douce du pays vers un régime multiparti à travers le processus des tables rondes.
Guyla Horn, le président de la République est issu de ses rangs.

Le Keresztenydemokataneppart n'est que la deuxième formation de l'opposition et la quatrième en nombre de sièges.
Il se présente comme le successeur légal du DNP, parti populaire démocratique fondé en 1944 qui cessa tout activité comme les autres en raison de la loi de 1949. Il est réapparu en 1989 et a participé à la coalition gouvernementale de droite entre 1990 et 1994. Il est actuellement présidé par le Dr. György Giczy et a comme président honoraire le Dr. Sándor Keresztes. Il compte parmi ses membres des personnes comme László Surján, Dr. Miklós Gáspár ou encore le Dr. János Latorcai, candidat malchanceux à la mairie de Budapest. Modéré à l'origine, le KDNP a brusquement changé d'orientation en établissant des contacts avec le MIEP, une formation nationaliste extrêmement radicale. Membre de l'UEDC présidée par Wim van Velzen, le parti jouissait jusqu'en juillet 1997 du statut de parti observateur avant d'être considéré comme "démissionaire d'office" par le PPE.

Les parlements polonais et tchèque

L'*Union du Travail* est dirigé par Ryszard Bugaj.
Avec 33 députés c'est la quatrième force de la Diète. Elle développe un discours modéré pro-européen fondé sur des valeurs réformistes. Elle est membre observateur au sein du PSE à égalité de traitement avec le SLD avec qui elle partage son opposition à la très forte présence de l'Eglise de Pologne dans les débats publics.

Président : Josef Oleksy
Le Sojusz Lewicy Demokratycznej (SLD) est la première force politique de Pologne. Aleksander Kwasniewski, successeur de Lech Walesa à la présidence de la République, en est le fondateur. Il a pris le contrôle de l'ancien parti communiste dénommé Parti Ouvrier Unifié Polonais (POUP) à l'automne 1989 et a débarrassé la direction du Parti de personnages tels M. Rakowski ou même le Général Jaruzelski appartenant à la vieille garde. Le SLD campe sur un message pro-européen, résolument réformateur et anti-clérical.



La Diète polonaise en 1997

Democratic Left Alliance	169
Polish Peasant Party	127
Freedom Union	65
Labour Union	33
Federate Parliamentary Club pro "Solidarity" Election Action	16
Deputy Group - Pact of the Right	8
Non-Partisan Reform Bloc	8
Peasant-Conservative Parliamentary Group	7
Confederation for an Independent Poland	6
German minority	4
New Democracy	3
Polish Socialist Party	3
Independents	11

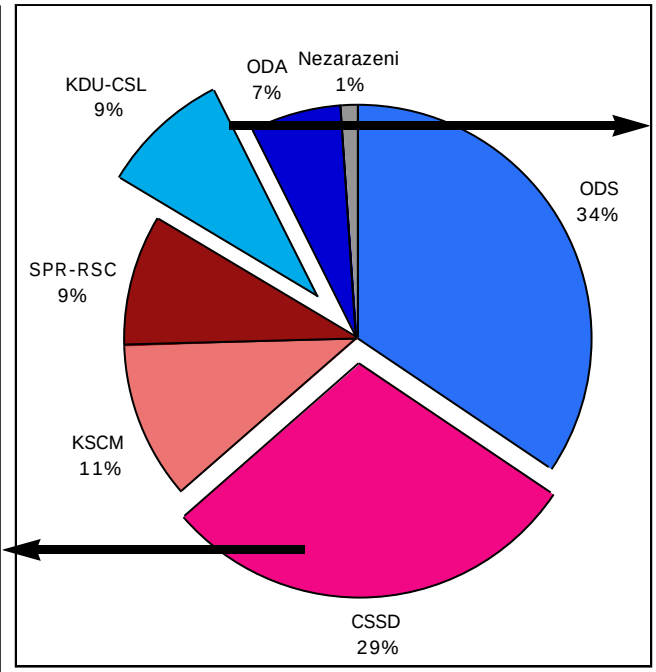
Unia Swolnocsi ou encore *Union de la Liberté* est présidée par Leszek Balcerowiz.Celui-ci a été l'un des Premiers Ministres de Lech Walesa. Elle compte des membres prestigieux de l'opposition au régime communiste ainsi que des intellectuels "laïcs" tel Bronislaw Geremek. Elle a donné à la Pologne la première Premier ministre femme en la personne d'Hanna Suchocka. Parti de gouvernement, avec ses 65 députés il est la première force dans l'opposition - avant AWS qui est le Parti Pro-Solidarité.

Le Ceska Strana Socialne Demokraticka (CSSD) est présidé par Milos Zeman. Il dispose de 58 députés sur les 200 que compte la Chambre des députés de la République tchèque. Cela fait de lui la deuxième force au parlement. Le Parti social-démocrate tchèque revendique officiellement 14000 membres.

Aussi, avec 50 000 sièges de conseiller à pourvoir, les élections municipales de 1998 se présentent comme un test important.

Le CSSD poursuit une stratégie d'alliance au centre avec le parti démocrate-chrétien (KDU-CSL). Aussi, le Parti communiste de Bohême-Moravie (KSCM) et le Parti républicain (SPR-RSC) allié aux communistes lui vouent une hostilité virulente.

Il a le statut de membre observateur au sein du PSE.



Composition de la Chambre des députés de la République tchèque le 3 juin 1997 (en %)

Le KDU-CSL n'arrive qu'en 5e position avec seulement 18 élus. Cela le place loin derrière les grosses formations que sont le Parti démocratique civique (ODS) du Premier ministre Klaus et le Parti social-démocrate tchèque (CSSD).
Sa faible performance le place même derrière le KSCM, la nouvelle formation communiste, qui le supplante de 4 sièges.

Le Parti est profondément anti-communiste. Il est en faveur d'une adhésion à l'Union européenne et milite pour une entrée rapide de la République tchèque dans l'OTAN.

Il participe aux côtés de l'Alliance démocratique civique (ODA) à la coalition gouvernementale dirigée par le libéral Vaclav Klaus.

Le KDU-CSL est membre de l'UEDC.

la vie politique slovaque

Par tis de Gauche :

SDL - Strana demokratickej lavice - Party of the Democratic Left (PDL)
Président : Jozef Migas
Autres presonnalités : Peter Weiss, Pavol Kanis, Milan Ftacnik, Brigita Schmognerova, Peter Magvasi

SDSS - Socialno-demokraticka strana Slovenska -
Social Democratic Party of Slovakia (SDPS)
Président : Jaroslav Wolf
Autres : Boris Zala, Lubor Bystricky

ZRS - Zdruzenie robotnikov Slovenska - Association of Workers of Slovakia (AWS)
pdt: Jan Luptak
SD - Socialni demokrati - Social Democrats
RSDS- Realna socialna demokracia Slovakov - Real Social Democracy of Slovaks
KSS - Komunisticka strana Slovenska - Communist party of Slovakia

Elections de 1992

FZ-SL Assemblée Fédérale

HZDS -33.53 %
SDL - 14.44 %
SNS - 9.40 %
KDH - 8.96 %
Egyut. - 7.37 %

FZ-SL Assemblée Fédérale, Chambre des Nations

HZDS - 33.85 %
SDL - 14.04 %
SNS - 9.35 %
KDH - 8.81 %
Egyut. - 7.39 %
SDSS - 6.09 %

SNR - Conseil National Slovaque

HZDS - 37.26 %
SDL - 14.70 %
KDH - 8.88 %
SNS - 7.93 %
Egyut. - 7.42 %

Coalitions pré-électorales :

HZDS + RSS
Common Choice (SDL + SDSS + SZS + HP)
Magyar Koalicio (Egyutteles + MKDH + MOS)

Par tis apparaissant sur la liste d'un autr e par tis:

SPZ (sur la liste de DS) NDS (sur la liste de DU)
Strana Slobody (sur la liste de DU)
SZA (sur la liste de HZDS)
SKOI SR (sur la liste de KDH)

Par tis de droite :

KDH - Krestansko-demokraticke hnutie -
Christian-Democratic Movement (CDM)
Président : Jan Carnogursky
Autres : Ivan Simko, Mikulas Dzurinda, Frantisek Miklosko

KSU - Krestansko-socialna unia - Christian Social Union (CSU)
Pdt: Viliam Oberhauser
DS - Demokraticka strana - Democratic Party (DP)
Pdt : Jan Langos
SKOI SR - Stala konferencia Obcianskeho Institutu SR - Permanent Conference of Civic Institute
pte-parole: Jan Langos
other: Anton Vavro, Martin Porubjak

NS - Hnutie Nove Slovensko - Movement New Slovakia
pdt: Rudolf Mosny
SSL - Strana Slobody - Freedom Party
pdt: Silvester Minarovic
ZPR - Zdruzenie pre republiku - Rpublikani - Association for the Republic - Republicans
RS - Republikanska strana - Republican party

Partis nationalistes :

HZDS - Hnutie za demokraticke Slovensko - Movement for a Democratic Slovakia (MDS)
Président : Vladimir Meciar
Autres : Ivan Gasparovic, Olga Keltosova, Viliam Sobona, Ivan Lexa

SNS - Slovenska narodna strana - Slovak National Party (SNP)
Président : Jan Slota- Autres ; Jozef Prokes

Partis de la minorité hongr oise :

MKDH - Madarske krestansko-dem. hnutie - Hungarian Christian Dem. Mov. (HCDM)
Président : Vojtech Bugar • Autres: Pal Csaky
Coexistentia - Egyutteles - Spoluzitie - Coexistention
Président : Miklos Duray • Autres: Arpad Duka-Zolyomi
MOS - Madarska obcianska strana - Hungarian Civic Party (HCP) pdt: Laszlo Nagy

ANNEXES E

Interview Nicole Fontaine, vice-pdte du PE,
membre du bureau du groupe parlementaire du PPE
Palais de l'Europe • vendredi 18 juillet 1997

"Je crois que dès que le Mur de Berlin est tombé, et que les pays de l'Europe de l'Est se sont libérés du joug communiste, nous avons, ici, dans ce parlement, et là je crois que c'est vraiment une convergence quasi-unanime, nous avons immédiatement réalisé que ces pays amis avaient vocation à nous rejoindre. Et c'est valable pour le PSE et c'est valable pour le PPE, je dirai que c'est valable aussi pour beaucoup d'autres groupes, vous le verrez si vous interrogez d'autres groupes - enfin puisque vous vous basez sur le PSE et le PPE , je crois pas qu'il y ait un seul collègue qui a pu penser le contraire. Le seul problème étant le "quand" et le "comment". Voilà, je dirai que ce n'est déjà pas rien et c'est là où les choses peuvent diverger. Mais, sur les objectifs, sur la nécessité de reconstituer la grande Europe, aucune divergence.
En revanche, une différence très fondamentale s'est tout de même produite, et là essentiellement à l'intérieur de mon groupe. Ce sont sur les intentions. Ainsi, par exemple, pour un certain nombre de nationalités composant le PPE, l'idée est que ces pays de l'Europe centrale et de l'Europe orientale avaient vocation à adhérer ; c'était parce que l'on estimait qu'ils avait vocation à rejoindre une Europe de type fédérale, une Europe forte, une Europe unie, une Europe solidaire, une Europe efficace. Pour certains, vous ne l'ignorez pas, et je suis obligée d'en parler parce qu'ils sont à l'intérieur du PPE, pas du Parti, mais du groupe ; il s'agit des Britanniques, les intentions sont beaucoup moins claires. Et là, vous retrouvez deux conceptions qui sont diamétralement opposées. Les uns qui se disent la venue de ces pays - et sont très motivés sur le plan politique - au sens sécurité, pas seulement sur le plan économique, ceux-là se disent, ils vont renforcer l'Europe que nous voulons et puis, les autres, dont les Britanniques, mais pas seulement les Britanniques, qui se disent "nous sommes partisans de la grande l'Europe ouverte parce qu'elle va amplifier l'Europe du Grand Marché, l'Europe du libre-échange. Et plus le marché est grand et plus, bien sûr, les possibilités et les potentialités pour les entreprises seront grandes, mais on s'arrête là. Et plus on sera nombreux et moins ce sera facile de réformer l'Union.
Et alors là c'est un clivage profond.

Et l'UDF au sein du PPE ? Je pense sincèrement que toutes les composantes de l'UDF - qu'elles soient au Groupe ou qu'elles soient ailleurs - sont favorables à la première conception. En revanche, je n'en dirai pas tant de nos amis du RPR. Vous me direz que votre mémoire ne porte pas sur l'UPE, alors il n'y a pas de problème, mais enfin il est évident que lorsque Philippe Séguin brandit la Grande Europe dont il parle avec le talent qu'on lui connaît et des trémolos dans la voix, tout le monde a compris que cette Grande Europe ce n'est pas du tout la Grande Europe, enfin l'Europe telle que la conçoit le PPE.

Au sein du PPE, quelle est la position des pays nordiques, notamment des pays anglo-saxons qui nous ont rejoint comme la Finlande, comme la Suède ? A mon avis, c'est une position ambiguë. Et la grande divergence que l'on constate aujourd'hui et qui traduit ce problème

de fond d'ailleurs, c'est de savoir si l'on souhaite élargir quand même, même si l'on n'a pas réussi à réformer l'Europe ou si l'on veut absolument aboutir à la réforme institutionnelle, avant l'élargissement. Le problème est qu'Amsterdam ne l'a pas du tout trancher. Il l'a tranché par la fuite en avant. On a repoussé la grande réforme, enfin les réformes institutionnelles de façon très ambiguë. Parce qu'il n'est pas très clair de savoir - en principe avant qu'un nouveau pays n'entre, on devrait régler la question de la repondération des voix, de la taille…

…de la taille de la Commission ?

…de la Commission. Oui, mais comme le disait très justement un certain nombre de collègues dans leur intervention, c'est un peu marginal. Le plus important , c'est la majorité qualifiée au Conseil. Et là je note que l'on n'en parle plus. Entre nous, est-ce vraiment très grave s'il y a 25 commissaires. On a suffisamment d'esprit de créativité pour inventer une nouvelle Commission. Dans un gouvernement , vous avez bien 30 ministres. Il ne faut pas exagérer et on arrive à ce que cela fonctionne correctement. Il y a plein de choses à faire, les tâches ont quand même été très amplifiées, les domaines d'interventions du Parlement européen sont de plus en plus importants, ceux de la Commission aussi, ceux de la Communauté aussi. Vraiment, je crois qu'on a eu tort. Mais je dévie sur une position personnelle. Je crois que la proportionnalité est un combat qui nous a mis tous les petits pays à dos, alors que cela n'était pas nécessaire. Alors qu'en réalité les deux points importants, c'est la repondération des voix au Conseil parce que là, il faut qu'il y ait un équilibre et le vote à la majorité qualifiée au Conseil. Pourquoi ? Parce que tant que l'on continuera à voter à l'unanimité dans des domaines aussi importants que la Culture, que la fiscalité, que l'environnement, que dire encore, le social ; enfin dans tous ces domaines qui sont absolument fondamentaux, vous aurez toujours un pays pour bloquer. Si c'était évident. Si c'est malheureusement valable à 15, cela le sera encore plus à 25 et encore plus à 30.

Sur le plan des intentions, sur la préparation aussi des pays, il y a une très grande unanimité au sein du groupe PPE. Vous le constaterez d'ailleurs dans les votes hier, dans les réactions au rapport Santer. Beaucoup on regretter sans le dire - pour ne pas froisser M. Santer, parce que vous le savez M. Santer il est chez nous, et que ces choses là on ne peut pas dire que ça joue, enfin moi, je n'ai pas la langue de bois, alors je vous le dis très sincèrement beaucoup de nos positions sont malgré tout très influencées par le fait que vous avez la grande famille PPE, M. Martens, M. Santer, M. Juncker, etc., que cela marche main dans la main depuis des années et des années et que l'on ne va pas se faire de peine. Je ne trouve pas que cela soit très bon d'avoir créé deux catégories de pays. Ceux qui sont tout de suite dans l'antichambre du Ciel et ceux qui doivent encore faire un Purgatoire, dont on ne connaît pas le terme d'ailleurs. Moi, je pense que cela aurait été préférable de commencer les négociations avec tous les pays et puis chacun aurait été à son rythme. Chaque pays serait entré quand il aurait été prêt. Parce que là, il va se poser un problème. M. Santer nous a dit que tous ces pays n'allaient pas entrer ensemble. Bon, très bien, mais qu'est-ce à dire ? Est-ce que cela veut donc dire qu'un jour on va dire la Tchéquie est prête mais les autres non… ça va être des hurlements. Ça veut donc dire que l'on a créé un package, ça veut dire que ces six-là vont entrer en même temps. Donc, je pense que cela aurait préférable à mon avis, mais là c'est un avis personnel, mais qui a bien été sous-jacent dans un certain nombre d'interventions tout de même, pour exprimer un regret que l'on ait créé deux catégories et que cela risque de démobiliser les opinions de ces pays qui pourtant sont des opinions bien courageuses et qui ont entamé des périodes de sacrifices qui sont assez méritoires. Ce n'est pas seulement un point de vue personnel. C'est quand même dans les interventions des uns et des autres,

notamment celle de Poettering, qui bien sûr a encensé Santer, mais qui a beaucoup insisté tout de même. D'où la fameuse phase de pré-adhésion, de partenariat pré-adhésion avec les autres pays. On essaie de les consoler en leur disant "vous allez voir ce que vous allez voir".

Il y a aussi, au sein de notre Groupe, quelque chose qui évidemment pèse très très lourd. Cela ne vous aura certainement pas échappé, c'est que nous avons 48 Allemands et que les Allemands, disons depuis le début, sont particulièrement motivés pour l'intégration de tous les Pays de l'Europe Centrale et Orientale pour des raisons évidentes que je n'ai pas besoin de vous décrire, et à l'égard desquels ils faut que nous soyons attentifs, parce qu'il ne faudrait pas qu'il y ait une dérive de l'Europe vers le Grand Est, le grand Nord et le Grand Est et qu'un équilibre entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud soit trop… c'est pour cela que l'on a mis Chypre d'ailleurs mais ce n'est pas Chypre qui va rééquilibrer les choses. Alors les Allemands à mon avis, et c'est plus subtils, les Allemands sont pour l'élargissement, je serais tentée de dire même si l'on ne réforme pas. Alors, il n'osent pas trop le dire mais quand vous voyez l'évolution de nos positions - mais ça il faudrait que vous ayez les documents si vous voulez faire quelque chose de très prudent - vous verriez qu'au début on votait des résolutions qui disaient "jamais nous n'élargirons avant d'avoir renforcé", c'était l'approfondissement, c'était le fameux débat élargissement/approfondissement. Et on a juré craché que ça alors là c'était clair et puis nous avons baissé pavillon à l'entrée de la Finlande , de l'Autriche et de la Suède parce que nous avions décidé, nous étions plutôt pour refuser - pas du tout parce que nous en avions après la Finlande, l'Autriche et la Suède - mais parce qu'on sentait bien qu'il n'était pas du tout raisonnable d'élargir l'Union même à trois pays avant d'avoir renforcé. D'ailleurs la suite nous a tout de même donné raison, parce que mes renseignements m'ont permis de savoir que ces pays avaient énormément pesé notamment dans le peu de progrès que nous avons pu enregistrer dans la Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Parce qu'il ne faut pas oublier que ce sont des pays neutres, ou qui ont des traditions de neutralité, et qui ont donc renforcé l'Irlande qui était jusqu'à présent le seul. Et ça ce n'est pas innocent. Incontestablement la Finlande, et la Suède ont renforcé la conception anglo-saxonne d'une Europe libre échangiste. Et là, je dois vous dire que je crains beaucoup que les causes produisent les mêmes effets. Je ne vois pas comment on va pouvoir obtenir des résultats avant l'an 2000, parce qu'il va y avoir la fameuse CIG que M. Santer nous promet en l'an 2000. Est-ce que cette CIG aura plus de chance d'aboutir ? Ce n'est pas du tout évident. De toute façon le PPE suivra parce que les Allemands pèseront suffisamment pour que….

Alors la seule chose qui maintenant a beaucoup évolué, mais d'ailleurs en vous parlant et j'ai bien l'impression qu'il y ait de grandes différences finalement entre ce qui se passe chez nous et ce qui ce passe au PSE. Et c'est d'ailleurs normal, on retrouve les mêmes états d'âme si vous voulez. Je crois que vous retrouvez la position britannique est au fond la même. Elle n'est pas exprimée de la même façon, mais les Tories, les travaillistes ils se disent élargissons mais ils ne sont pas du tout pour une Europe fédérale. C'est évident.

Alors il y a quand même une chose qui a pas mal évolué. C'est ce qui concerne le quand. Mon groupe, mais d'une façon très insensible et sans que ce soit dit, bien sûr - je vous parle sans que ce soit dit, parce que si c'était dit ce serait le tollé - mon groupe a quand même pris conscience que l'élargissement, d'abord cela avait un coût. Bon la réunification leur a coûté plus chère, ils ne la regrettent pas certes, mais enfin tout de même. Ensuite ils ont pris conscience - vous savez qu'ils ont beaucoup de problème maintenant à payer - et ils en ont assez d'être contributeur net. Ils ont le sentiment d'être les seuls contributeurs nets (ce qui serait d'ailleurs à nuancer parce que nous avons bien participé à la réunification de l'Allemagne - enfin je ferme la parenthèse) il y a un peu tout ça. On se rend compte qu'au

fond, finalement, tout ça allait quand même prendre beaucoup de temps. D'où d'ailleurs, et tout cela a été très significatif, notre évolution. Au début on est parti en brandissant le drapeau, «on élargit», «nos amis ont vocation à rentrer dans l'Union européenne», «on réforme, un, et deux, on les admet». Et on a cru que tout cela allait passer comme une lettre à la poste. Maintenant, ça n'est plus si clair que l'on réforme avant d'intégrer, mais en revanche, on prend son temps.Il y a eu une sorte de déplacement des objectifs. Avant, c'était : un, on réforme - deux, on intègre - trois, tout de suite. Et maintenant c'est : un, on intègre - deux, on réforme si on peut - trois,… on prend son temps.

Est-ce qu'il y a des réunions avec les conservateurs et homologues de l'Europe centrale ?

Oui, elles sont constantes et fréquentes. Nos amis allemands passent leur temps partout, dans les pays de l'ex-Yougoslavie, en Pologne, partout. On s'arrache la délégation pour les relations avec la Pologne. On a vraiment pour ces pays là les yeux de Chimène. C'est très banal de le dire, mais pour n'importe quel groupe, vous ne trouverez que des personnes qui ont leur petite valise en préparation pour aller rencontrer…

J'ai l'impression que cela ne se fait que dans un sens. De l'Union vers ces pays, mais pas des Pays d'Europe Centrale vers l'Union.

On les invite quand même. Il y a des rencontres, des réunions. Hier, j'étais à Luxembourg à une réunion pour préparer la COSAC - et bien, on a décidé de les inviter. Les contacts sont tout à fait fréquents. J'ai présidé trois déjeuners avec des Roumains au plus au niveau. Constantinescu est venu, Erléa est tout le temps là - qui d'ailleurs est Français, donc en plus ça facilite les choses. Non, vraiment et ça depuis très longtemps. De là même façon, on a ouvert tous nos programmes. D'ailleurs en ce moment on est en train de discuter justement d'un rapport pour introduire la Roumanie dans nos programmes.

Est-ce que vous avez l'impression que dans la population dans les États membres, la thématique de l'élargissement est quelque chose qui existe ?

Non, il y a eu un très grand engouement au début, et maintenant les opinions s'en fichent parce qu'il y a eu un repli nationaliste incontestable."

ANNEXES F

Interview d'Herwig Kaiser (PSE)
Administrateur de la Planification et des prévisions
Palais de l'Europe • jeudi 17 juillet

Les débats sur l'élargissement viennent seulement de commencer avec la présentation hier par la Commission de l'Agenda 2000. Y a t-il eu précédemment des démarches entreprises pour anticiper ce document et les propositions de la Commission ? Et de quelle manière le PSE et les P.S. des PECOs sont-ils associés au processus d'élargissement ?

Il y avait déjà avant que je n'arrive en octobre 1995 des relations et des échanges de vue entre le PSE et les partis dans les PECOs pour déterminer comment le processus d'élargissement pourrait se développer. Un groupe de travail "Élargissement", présidé auparavant par le Membre allemand Magdalena HOFF, existe depuis près d'un an. Klaus Hänsch a repris cette fonction dès la fin de sa présidence du PE. Ce matin nous avons eu une réunion de ce groupe de travail qui entend couvrir tous les aspects de l'élargissement et constituer une plate-forme d'échange de vues pour nos Membres. Après la déclaration de la Commission hier, commence maintenant un travail soutenu jusqu'à l'adoption des rapports traitant des questions d'élargissement - soit le 3/4 décembre à Bruxelles. Outre le travail de notre Groupe en ce qui concerne les rapports sur l'élargissement, il faut aussi mentionner les liens entre le PSE et les partis des PECOs, qu'ils soient membres de l'Internationale Socialiste, observateurs, ou qu'ils désirent devenir observateurs.
Aujourd'hui, il y a une réunion à Francfort avec Klaus Scharping sur la question de savoir comment renforcer les contacts existant, contacts qu'il faudrait réviser en fonction de l'affinité avec les idées socialistes. Dans le cas de certains partis il faudrait encore clarifier s'ils peuvent devenir Membre du PSE. De plus en plus on voit un rapprochement entre le travail qui a déjà été fait par le PSE d'une part et le travail qui est fait par le Groupe socialiste au Parlement et par les membres socialistes, membres des délégations inter parlementaires mixtes d'autre part.

Cela fait un an, un an et demi, qu'il y a eu ce processus de discussion avec les PECOs
Oui et non car dans les pays, cette discussion existe déjà depuis plus longtemps. Par exemple par les contacts entre le parti européen et les partis des PECOs ainsi que par les délégations aux commissions parlementaires mixtes.

Est-ce que l'on peut dire que le processus d'intégration des PECOs correspond ou en quoi est-ce qu'il diffère des pays de la dernière vague qui ont été associés - c'est-à-dire l'Autriche, la Finlande et la Suède ?

Je pense que cet élargissement est totalement différent du dernier élargissement en raison de la structure économique et sociale et du PNB des pays du PECOs qui sont très différents de ceux de l'Autriche, de la Suède et la Finlande. De plus, la question de l'incorporation de l'acquis communautaire se pose d'une façon complètement différente. C'est pourquoi,

personnellement, je ne pense pas que l'on peut vraiment comparer les deux vagues. On peut seulement dire qu'il sera nécessaire de maintenir une égalité dans le traitement de tous les pays candidats de la vague
actuelle, comme cela a été le cas pour la dernière vague. Il est absolument indispensable que le processus d'intégration ne change pas. Mais évidemment les pré-conditions sont tout à fait différentes.

Oui, mais sur le plan politique j'entends. Est-ce que les critères sont les mêmes ? On peut supposer que le SPÖ ou les différents partis socialistes ou sociaux-démocrates comme le SPD - la façon dont eux ont été associé est-elle comparable ou pas avec la façon dont est prévu le travail d'association avec les partis socialistes ou sociaux-démocrates des PECOs?

Je ne m'occupe pas des liens avec les partis. Antony BEUMER du secrétariat du PSE pourrait vous informer des liens qui existent entre le PSE et les partis de la famille socialiste dans les PECOs. Il pourrait vous renseigner sur la façon dont seront associés les partis des PECOs. Je ne pourrais pas vous dire en détail d'un point de vue pratique, si l'association est comparable ou pas. Je définirais mon travail en ce qui concerne l'élargissement et le groupe de travail que j'organise, plutôt comme l'opportunité de donner aux membres une plate-forme pour d'une part discuter des différents pays et des différentes questions qui se posent et d'autre part organiser une plate-forme de contact entre le parti européen et les membres.

Quels sont les principaux problèmes que l'élargissement va engendrer pour le PSE ?

Il reste une chose à clarifier: la Commission a déclaré hier 5+1. Et pour les socialistes, le point de départ a toujours été de dire qu'il faut commencer les négociations avec tous les pays.
On sait qu'il sera extrêmement compliqué de procéder aux négociations avec tous les pays candidats en même temps. Il faudrait d'autre part examiner de quelle nature va être cette conférence européenne que la Commission a proposée. Est-ce que l'unique but est de mettre en place une plate-forme diplomatique pour rester en contact avec la Turquie ou est-ce qu'elle entend être un moyen pratique permettant de coopérer avec les pays qui restent en-dehors de la première vague d'élargissement. Voilà une question-clé dont il faut discuter. Klaus Hänsch dans son intervention d'hier a laissé cette question en suspens - les socialistes doivent encore déterminer leur position sur ce sujet. La déclaration de Budapest exprimait la volonté de commencer les négociations avec tous les pays. Actuellement on a amorcé un échange de vues approfondi sur les propositions de la Commission et au cours de ce processus de discussion on va clarifier si cette Conférence Européenne avec des fonctions et des devoirs amplifiés pourrait permettre d'intensifier les contacts et la coopération avec les pays qui ne seront pas dans la première vague. Sinon, cela risque de devenir problématique pour notre Groupe, pour le PSE ou pour les partis des pays candidats. Car, que vont dire les pro-européens, en Roumanie par exemple - qui ont lutté pour être dans la première vague - et qui n'y seront pas. Que se passera-t-il lors des élections à venir ? Les nationalistes roumains vont-ils gagner ? C'est vraisemblable s'ils donnent de bons arguments au peuple. Prenons la Slovaquie: Santer l'a souligné deux fois. Tout le monde est d'accord pour dire que la démocratie est le principe qui n'autorise aucune transigeance. Tout le monde reconnaît qu'il existe des problèmes en Slovaquie. Les gens en Slovaquie se demandent ce qui va arriver après les prochaines élections ? Est-ce que la Commission par sa position a donné un bon signal ? Est-ce que le processus de démocratisation va s'en trouver renforcer ? Il faut discuter de ces problèmes. Dans les discussions du Groupe, dans les discussions de Malmö (Congrès du PSE) et au cours des discussions qui ont permis d'élaborer la déclaration de Budapest, les socialistes ont toujours trouve problématique de donner l'impression aux pays candidats qu'ils ne sont pas encore des "in" mais seulement des "pré-in". Il y aurait un problème

si la Conférence prévue n'apportait rien de neuf.
Deuxième problème: la question sociale. Je n'ai pas encore lu l'Agenda 2000 en profondeur, mais les implications sociales de l'élargissement ne sont abordées que sur une page et demi. La situation spécifique des pays qui vont être confronté à la migration des travailleurs doit être prise en compte. Voyons par exemple la situation de l'Autriche vis-à-vis de la Hongrie ou de la République Tchèque. La question principale est de savoir comment est-ce que l'on pourrait aussitôt que possible entamer le débat sur le droit du travail, la sécurité du travail, le salaire minimum, la sécurité sociale et le temps de travail et tous les dangers liés à un élargissement précipité. Si on n'aborde pas auparavant les problèmes liés à l'élargissement - que ce soit pour les pays membres de l'Union ou pour les pays qui sont encore en dehors - on va avoir de sérieux problèmes. C'est ce que Klaus Hänsch a également affirmé hier: si cet élargissement se contente d'être un processus de recherche de nouveaux marchés pour les grosses entreprises, ce ne sera pas notre élargissement. Voyez-vous, j'ai des relations amicales avec quelqu'un qui travaille pour une grande entreprise en Allemagne. Cela fait maintenant deux ans qu'elle est en train de "coloniser" la Pologne et la Turquie avec ses supermarchés, sans se rendre compte des conséquences sociales. Ce sont surtout les P.M.E. et les entreprises représentant un segment spécifique du marché qui sont mises en danger par ce processus. Pour les socialistes, il est clair que cette question n'est pas traitée de manière assez approfondie. Je précise que je n'ai pas encore lu les documents dans leur intégralité. C'est une question qu'il faut, en tant que socialistes, analyser en profondeur. Le Groupe va s'en charger.
Troisièmement: La question du financement.
SANTER base ses calculs pour le financement de l'élargissement sur une croissance de 2,5% par an - ce chiffre est peut-être trop optimisme. Ce n'est que lorsque ces conditions seront remplies que l'on parviendra à financer l'élargissement comme la Commission l'entend. Cela reste un point très discuté chez nous. Une autre question liée au financement concerne la réforme de la PAC, les Fonds Structurels et la politique régionale. Il est clair, pour nous socialistes, qu'une réforme de ces trois points de la politique est essentielle indépendamment de tout élargissement de l'UE. La question est également pernicieuse car les deux problèmes sont liés. Et pour les citoyens européens, le danger est de dire "s'il faut une réforme pour élargir, alors on ne veut pas élargir, on préfère garder l'état tel quel". C'est une question essentielle: il faut expliquer clairement aux citoyens que cette réforme est nécessaire indépendamment de tout élargissement. En ce qui concerne la politique agricole, le rapport REHDER (un socialiste allemand) contenait déjà les lignes générales qui visent à une réforme approfondie de la PAC. Au sein de notre groupe il y a, en principe, un large consensus sur la nécessité d'une réforme fondamentale de la PAC. D'un autre côté, on aura certainement des discussions sur la réforme des fonds structurels et sur celle de la politique régionale. Là aussi on peut prévoir que l'on aura des discussions et des problèmes pour expliquer aux gens que l'on ne peut pas continuer à accorder un soutien financier à plus de 50% de la population européenne, car qu'aujourd'hui 50% des gens vivent dans des régions en droit d'obtenir des aides communautaires. Le changement est inéluctable. On est vraiment au tout début d'un débat qui doit encore être approfondi.

J'ai l'impression, suivant les députés que je rencontre qu'ils soient du sud ou du nord, qu'il y a vraiment une approche différente suivant que la personne vient d'un pays contributeur net ou un pays bénéficiaire de 1' aide ?

C'est absolument exact. Et là, nous devons conseiller les députés en amont. Avant on pouvait discuter sur des éventualités, à présent on doit vraiment prendre position. Pour nous, le processus de prise de position s'étendra du mois de septembre au mois de novembre, ou peu

avant. On va avoir au moins sept réunions du groupe de travail "élargissement", on va avoir une réunion du Groupe de travail élargi - un séminaire conjoint avec le PSE et des représentants des partis socialistes et sociaux-démocrates des "pays candidats" et des représentants des groupes parlementaires de ces pays. Cela permettra d'avoir des échanges de vue sur les positions des différents pays, par exemple de la Pologne ou de la République Tchèque, etc., mais aussi de rester en contact avec tous ceux qui pour le moment ne sont pas prévus dans la première vague d'élargissement. On va voir ce que l'été et les mois de septembre, octobre et novembre vont donner.
Pour en revenir au financement de l'élargissement: on a maintenant prévu un Sommet sur l'Emploi à Luxembourg. Pour donner un vrai signal, il faut trouver des moyens financiers pour mettre en pratique des politiques qui permettent aux personnes sans travail de trouver un emploi. Ce point est très étroitement lié au budget. Or, si on prend des sommes dans la marge budgétaire actuellement allouée à l'élargissement afin de financer des mesures contre le chômage, on risque de mettre en même temps en danger le calcul de la Commission. Tout ce plan Marshall reste un peu en suspens. Néanmoins - pour autant que je puisse en juger d'après les interventions d'hier et d'aujourd'hui au sein des groupes de travail - on se félicite du fait que la Commission ait su trouver une approche globale au problème en ne disant pas "d'un côté il y a l'élargissement et de l'autre la réforme de la PAC, et ce sont deux choses tout à fait différentes". Ce point est considéré comme extrêmement positif.

Y a-t-il une position commune à l'intérieur du PSE sur la question de la réforme institutionnelle préalable à tout élargissement ?

Il est tout à fait clair que la réforme des institutions est une pré-condition. Dans le traité, il est dit que si il y a plus de 5 pays, on doit réviser, on doit procéder à une réforme institutionnelle. Ce sont en fait 5+1.

Oui 5+1 cela fait 6, donc cela veut dire que l'on doit procéder à la réforme

Oui. Si on le fait vraiment. Je ne sais pas combien de temps on va encore attendre avec la réforme, mais pour nous - et sur ce point je peux me référer à l'intervention de Klaus Hänsch - il est absolument indispensable que l'élargissement ne mène pas à une désintégration de l'Union. Ceux qui sont dans l'Union et ceux qui veulent y entrer ont le plus grand intérêt à ce que l'Union reste fonctionnelle et que l'entrée de nouveaux pays ne change pas la nature de l'Union. La discussion n'est pas aussi poussée, mais je suis absolument sûr que pour les socialistes, la question de la démocratie est essentielle: l'Union doit être démocratique d'autant plus que l'on exige ce critère de la Slovaquie par exemple.

J'ai eu l'impression avec certains députés du PSE, que de toute façon, on pouvait jouer la politique du pire - c'est-à-dire procéder à l'élargissement pour provoquer la réforme. Est-ce une position partagée ?

On envisage après l'an 2000, une nouvelle CIG. Les premiers élargissements devraient se faire en 2002,2003. Donc on a assez de temps. Si ce planning est respecté, il n'y aura pas de problème. Si au contraire on dit "on va attendre", ou si la Commission ou si le Conseil disent "nous ne sommes pas prêts pour organiser une deuxième CIG on va au-devant de problèmes graves avec les socialistes au Parlement.

Je suppose que vous étiez au congrès du PSE à Malmö ?

Oui, mais seulement à l'accueil. (Rire)

Il y avait des délégations étrangères. Quelle était leur place ? Étaient-ils observateurs ? Étaient-ils intégrés aux groupes de travail ?

Oui, ils étaient aux groupes de travail, aux discussions.

Avec la possibilité de voter ?

Si je me souviens bien en ce qui concerne les résolutions il n'y a que les pays membres qui votent. Il faudrait que vous clarifiez cela avec Ton BEUMER car c'est le parti qui a organisé ce congrès. Je m'occupe plus particulièrement de l'élargissement mais pour le Groupe du PSE.

Est-ce que d'après vous, on assiste au début de la formation d'une opinion publique européenne? Ou bien n'y a-t-il que des opinions publiques nationales ?

En ce qui concerne l'élargissement, dans le scepticisme, on s'approche d'une opinion publique européenne. Je pense, en effet, qu'il nous reste énormément de travail dans ce domaine Par exemple en Autriche, les gens que je connais en Styrie et le peuple en général n'ont pas vraiment la volonté, sauf si le marché apporte plus d'avantages qu'il ne présente de risque. Il faut expliquer les avantages et éviter les dangers d'un marché unique qui ne servirait qu' à augmenter l'emprise de certaines entreprises. Plus les gens sont proches des frontières, plus ils anticipent les problèmes. Dans certains régions d'Autriche il y a des problèmes parce qu'il y a des vagues de migration de personnes qui viennent travailler la journée en Autriche et qui retournent le soir chez elles en Hongrie ou en Tchéquie. Prenons aussi l'exemple des grands chantiers à Berlin: C'est incroyable ce qui ce passe là au niveau de la sécurité du travail. C'est vraiment incroyable. Tout cela fait peur aux gens. Je pense qu'il faudra beaucoup travailler pour résoudre les problèmes de transition d'une part et expliquer aux gens quels seront les avantages de cet élargissement d'autre part. J'en reviens à Klaus Hänsch qui dit dans son intervention "pour ne pas importer l'insécurité de l'Est, il faut exporter la sécurité. Il s'agit de sécurité sur différents plans. Sur le plan social, sur le plan économique, sur le plan politique. Il faudrait également évaluer, dans l'éventualité où l'on s'opposerait à l'élargissement, combien nous coûtera le non-élargissement. Car les problèmes continueront de subsister dans ces pays s'ils n'ont pas la possibilité de se développer. Quelles sont les alternatives ? Est-ce qu'il y aura un deuxième Rideau - d'or cette fois - qui va s'abattre ? C'est dans cette perspective que l'on doit travailler. C'est la tâche des députés dans leurs régions.

Est-ce qu'il y a une différence fondamentale sur toutes ces positions entre le PPE et le PSE? Et si oui, sur quels points ?

Il y en a certainement. Mais on ne peut pas encore juger ce point dans les différents pays. Les différences vont apparaître seulement dans les semaines et les mois à venir. Je suis absolument sûr que sur la question sociale et sur la question de savoir si le Marché va régler ces problèmes, il va y avoir des divergences. Parce que la confiance dans la puissance du marché est beaucoup plus grande chez le PPE que chez nous. Pour nous, certaines normes doivent être assurées avant qu'un élargissement ne soit réalisé d'une manière acceptable. C'est à ce niveau que je prévois des divergences. Si on veux vraiment approfondir cet aspect, il faut analyser les votes qui ont eu lieu sur le rapport Oostlander. Mais il est encore trop tôt pour porter un jugement en profondeur. On aura des divergences sur les rapports présentés par les différents rapporteurs des groupes politiques.
En ce qui concerne la sécurité, il y aura également des divergences. Pour nous, devenir membre de l'UE n'est pas quelque chose qui peut remplacer l'OTAN ou que l'on donne en

cadeau parce que l'on ne rentre pas dans l'OTAN. Je pense que dans ce cas la position du PPE n'est pas aussi clairement définie. Il y a aussi des opinions divergentes.

Internes au PPE ?

Je pense aussi, oui. Je ne peux pas en juger. Mais vous voyez, parmi les socialistes, il y a aussi des positions divergentes sur ce sujet, prenons simplement l'exemple de l'Autriche et des autres pays.

C'est un pays neutre...

La chose qui me paraît vraiment intéressante, c'est qu'il faut déterminer les différents intérêts et positions qui existent déjà dans les différents pays sur différents pays et sur différents sujets liés à l'élargissement,. Il faut trouver une position qui puisse constituer une base de travail. Voilà le travail des jours à venir.

Annexes G

Interview de Mr Philip Whitehead (PSE, RU)
Vive-Président de la délégation mixte UE-République tchèque
Palais de l'Europe - Mercredi 16 juillet 1997

First question, why did you choose the join delegation EU-Czech Republic ?

In my personnal case, because I have known Czeckoslovakia for more than 30 years. I was going there when since 1962, by professional duty. I was Television producer and I made films during the Warsaw Pact Invasion in 1968. I was ban from the country in the communist period. Persona non grata. So of course, I went back as soon as I could afterwards. I have many Czech friends. So for me it was very good to be able to become vice-chairman of this delegation at the time when Czech Republic has to decide and we have to decide wether it is nearly a new member of the EU.

What the main priority of the Labour Party on the topic of Enlargement ?

I think the main priority for the Labour Party is to make certain that we do not have a new division in Europe between the existing member States and those countries that make considerable sacrifies for now in their living standard, in sense of security by introducing a democratic Market System. We support Enlargement because we

The Labour Party has always believed that we need a wider Europe. Because we have to prevent the creation of a Gold Curtain insteed of Iron Curtain.

Is there a british Interest for Enlargement of the EU ?

Mostly the Labour Party and Conservative and the smaller Democrat Party, all agree that in principle we should expand the European Union Eastward and we should look fairly at every application and that includes Roumania and the Ukrain eventually as well as the States we know now. The agreement between the british political parties is that there is no boundary as far as we are still inside Europe, to have we should expand European Union because we should remain the advantages for Europe living Peace and Harmony to have those countries integrated.

Do you feel there is an interest inside Great-Britain for the topic ?

Not as much as in some other countries. I think Britain is, as everyone knows, a little bit set apart from the rest of Europe, because we are an island country. Because we are less used to an Europe without frontiers. I think Britain and Denmark in that way, are more hesitant to that european integration. For Britain and Denmark there is a real question hanging over what they can do with the Enlargement.
It believes rewarding east European countries to become democratic but it probably not pay a very big price for that. If you say to British farmers "you'll get less subsidies because the arrival of Poland would make a no-sense of the Common Agriculture Policy", they would say : "Stuff Poland, we want to keep it as we are".

On the european level now, do you feel there is an interest inside the PES ?

Yes. I think that it is true. It is certainly true than in the Labour Party in Britain. At the level of the PES, there is a number of things repeated in the national delegations. There is a real concern.

What are the main problem you see for the applicants ?

They are against the internal Market free-trading. The principle is like imposingimport deposits on people who are trying to take their trade to the Czech republic. You have to put money in a bank in favour of the Czech Government before you were allowed to be an importer into the Czech Republic. That's something that no European Union country would accept from any member State.
So we have this problem of adjusting these things and making sure that in other areas they really do what they say. I can give you an example from my own specialism because I'm a TV producer. We had a big battle to get the "TV sans frontière" directed through - which is very strongly supported in France, it's certainly supported by the Left in Britain but not by the Right, which puts on /lays down for mainstrem Braodcasting the obligation to take a proportion of European programming, because that way we can sustain our own industry. Now, if we look at the Czech Republic, they're rapidly privatising their broadcasting systel but by buying the cheapest movies from the US without regulation nor balance of programming, just a very rude system. We have to pay for them unless it were able to accept the broadcasting directive. This will tell against you when you come into negociation aboout accession. But there are many things like that.

Are the positions of the national delegation homogeneous inside the PES toward the Enlargement ?

I think so. With one provision that in the main geographical areas of the EU there's a feeling that this kind of process of balance should be retained. Greece will be happy to see the obligation of Slovenia processed and will insist that we begin nearingful negociations with Bosnia-erzegovina and with former yougoslav territories in time, although they have not yet applied for membership, because Greece wants to be less isolated in its own region. It sees south-eastern Europe as an aera which might be left behind if the dynamic of the EU led by Germany is now are very keen to see Poland and Hungary in the Community at the fist new entry. Some other are not so sure - Poland is very large, it has econommmmic problems it has such a huge agricultural sector that the French would be more reluctant. The entrance of polish agricultural threatens France more than almost an other country -may be Italy too - and that would be a factor.
Broadly speaking, PES is in favour of Enlargement with different countries having different favorites as to who the first candidates should be. So, there will be some compromises and trades-off there to see that different people. And we were saying «stay in the frame».

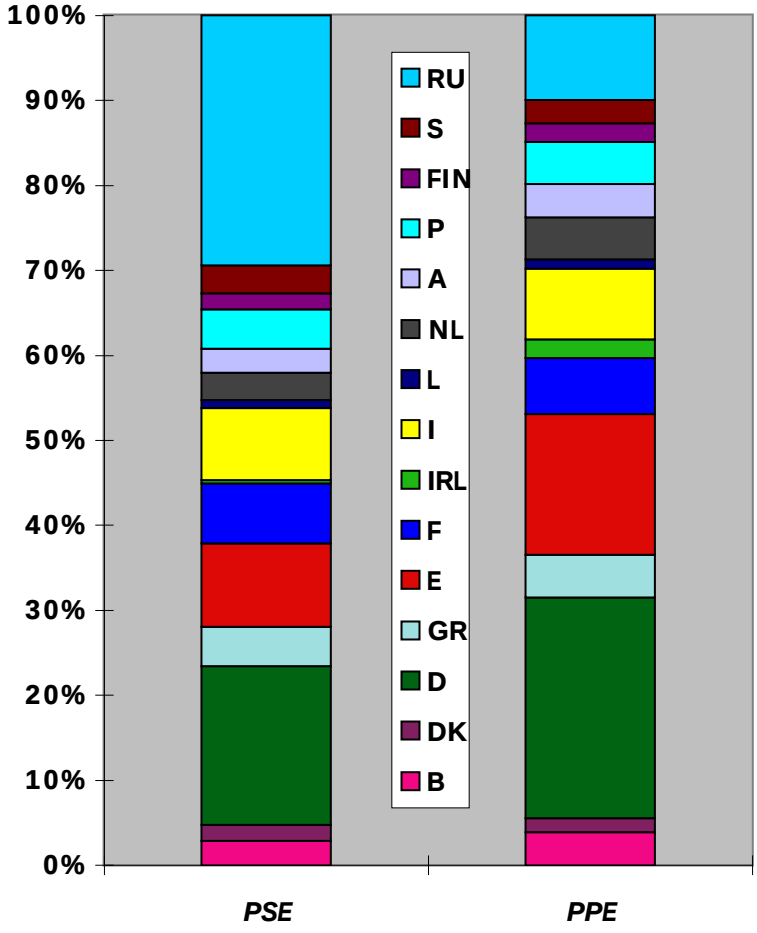
How the Central and Eastern European Countries are associate to the Enlargement ?

By a process of active negotiation of what begins later this year. They now have the agenda of the Commission. They know that the Council has taken a political decision that the «avis» are accepted as the basis for negotiations. The real negotiation can begin. I think that, from everything I've seen Poland and Hungary as well as in the Czech Republic, in all of these countries the governent and the opposition are saying that they must make a whole-application and that this indispensible sine que non of their foreign policy : to gain entrance to what they think is the security involved in the membership of the EU. Actually, in the short term, life will be more difficult for them, though it will depend on the process of transition and how long a period they got for transition. It won't be easy.

Ventilation des députés européens en fonction de leur nationalité et de leur parti

	B	DK	D	GR	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	RU	TOTAL	en %
PSE	6	4	**40**	10	**21**	15	1	18	2	7	6	10	4	7	**63**	**214**	**34,19**
PPE	7	3	**47**	9	**30**	12	4	15	2	9	7	9	4	5	**18**	**181**	**28,91**
UPE				2		**17**	**7**	**24**		2		3				**55**	**8,79**
ELDR	**6**	**5**			2	1	1	4	1	**10**	1		**5**	3	2	**41**	**6,55**
GUE/NGL				4	**9**	**7**		**5**				3	2	3		**33**	**5,27**
V	2		**12**			1	2	4		1	1		1	4		**28**	**4,47**
ARE	1				2	**12**		2	1						2	**20**	**3,19**
I-EDN		4				**11**				2					1	**18**	**2,88**
NI	3					**11**		**15**			**6**				1	**36**	**5,75**
TOTAL	**25**	**16**	**99**	**25**	**64**	**87**	**15**	**87**	**6**	**31**	**21**	**25**	**16**	**22**	**87**	**626**	**100,00**

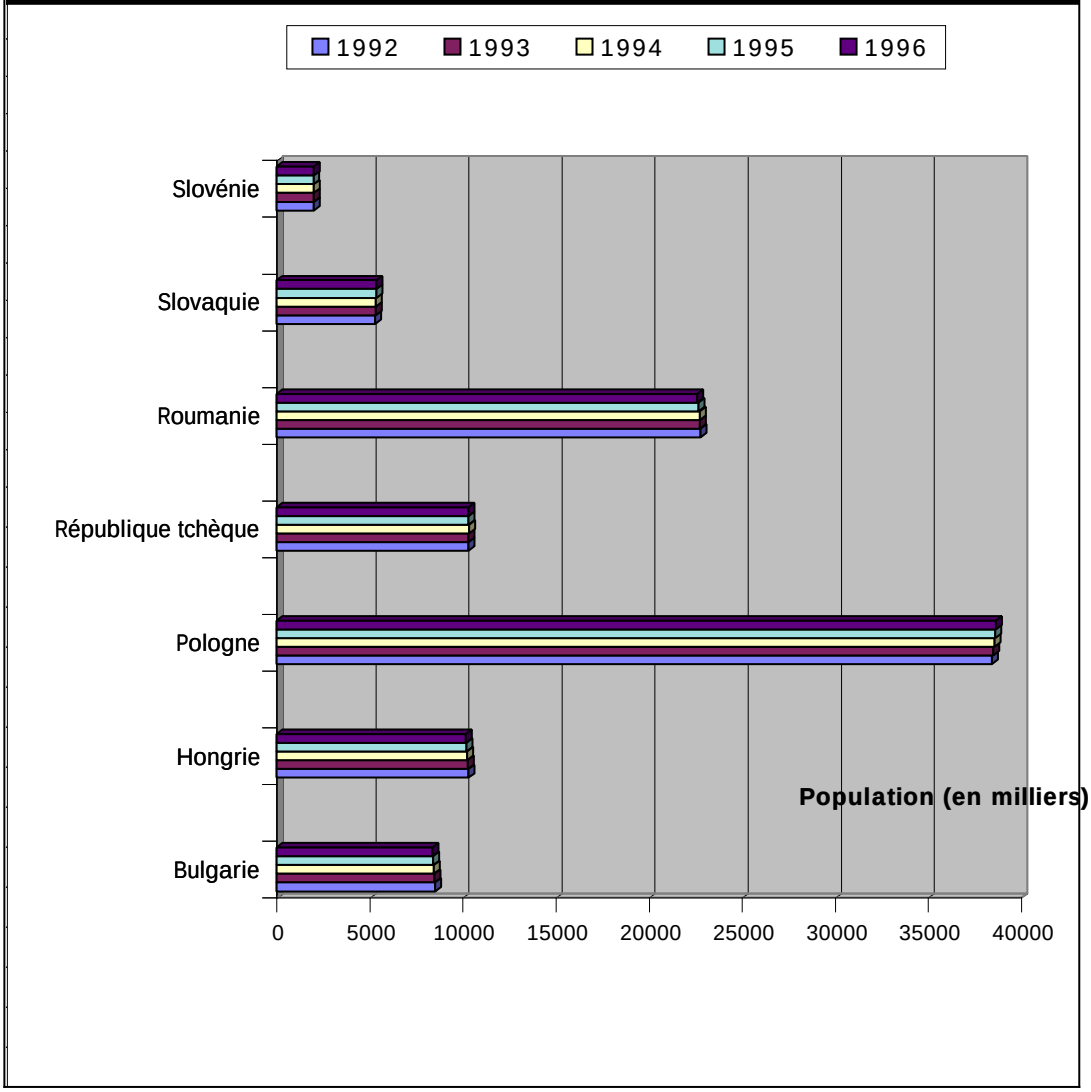
Taille relative des délégations nationales au sein de chaque groupe parlementaire



Sources : Le point de la session in Info session, Strasbourg, page 4

La population des principaux PECO

Pays	1992	1993	1994	1995	1996
Bulgarie	8540,1	8472,3	8443,6	8406,1	8365
Hongrie	10310,2	10277,2	10245,7	10212,3	10174
Pologne	38418	38505	38581	38609	38639
République tchèque	10317,8	10330,6	10336,2	10330,8	10315,4
Roumanie	22789	22755,3	22730,6	22681	22607,6
Slovaquie	5306,5	5324,6	5347,4	5363,6	5373,8
Slovénie	1995,8	1990,6	1988,9	1987,5	1991,2



Sources : Base de donnée du WIIW, Research Reports n°239, Jui. 1997

Annexes K

Political Parties fail to bridge East-West divide

AN ANGRY battle between the European People's Party and one of its sister parties in Hungary has highlighted the continued difficulties facing those championing the cause of pan-European political parties.

With the release of the Commission's Agenda 2000 report heralding imminent enlargement talks with five central European countries, the stakes have risen as MEPs look to forge long-lasting alliances for the new millennium.

But the European Parliament's political groups are still finding it difficult to secure similar-minded partners in the countries of central and eastern Europe (CEECs), where parties often tend to occupy the extremes rather than the mainstream of ideology. "It really is a problem," said one Christian Democrat official. "Both the People's Party and the Socialists find only around 10% of their possible partners are really suitable." In general, the Christian Democrats do not find counterparts who share the same religious but moderate approach to market economics, and are hampered by a political immaturity in right-wing parties in the CEECs which will only change with time.

Since many of the natural members of the Christian Democratic movement were kept out of politics by the old regime, they often have relatively little education and few western European languages.

To make things worse, "the younger generation often has a view that does not fulfil our ideas today," said Wim van Velzen, Dutch head of the European Christian Democratic Union (EUCD).

European Socialists, by contrast, have to contend with old-guard Communists who, in many cases, have changed in little but name. According to critics, they sometimes show little discernment in whom they bring on board. "The Socialists accept all the nomenclature parties," said Van Velzen.

Austrian Socialist Herbert Bösch, who heads the Parliament's Slovakia committee, admits their task is a difficult one. "It is not so easy sometimes, especially when you find Socialists connected with the former Communist parties. The distinction is not always there," he said.

Liberals, Greens and other smaller parties have more trouble still, with some way to go before the new democracies entirely escape from the left-right, old-new dichotomies.

Earlier this month, the EUCD judged that the Hungarian party KDNP (the Christian Democratic People's Party) had 'expelled itself' from the group because of its increasingly hard-line nationalist tendencies.

The party, which had a reputation as the most moderate element of the country's 1990-1994 governing coalition, had been the natural Christian Democrat ally in Hungary since 1990.

News that the KDNP had entered into contacts with Hungarian right-wing nationalists MIEP consequently came as a shock and, following some last ditch efforts at reconciliation, led to its expulsion in July.

This resulted in a flurry of angry letters, with the Hungarian Christian Democrats remonstrating with the EUCD for its "insulting" stance, and arguing that its actions were in practice allowing the ex-Communists to gain control.

The EUCD was unrepentant. "This kind of response shows the clear hangovers from the Soviet era," said one official. "This post-independence style of politics is still a serious concern."
It is notable, however, that in its avis the Commission judged that only one eastern European country - Slovakia - failed to qualify for Union membership on political criteria.

Bulgaria and Romania were "on their way" to satisfying EU standards, while all other applicants showed "the characteristics of a democracy", the report concluded.

This view reflects a tacit acceptance in Brussels that with time, the eastern political landscape - which has already made great advances - will begin to find more balance and is most likely to do so through continued support.

Poland's forthcoming elections are already showing how the 'one party per person' syndrome is giving way to more western-style alliances, which may in turn lead to more obvious allies for European Parliamentary parties. •

Mark Turner
Edition électronique du journal European Voice,
<http://www.european-voice.com>
31 juillet 1997

L'Union de l'Europe Occidentale et les Pays d'Europe Centrale candidats

Fig. n° : Carte des membres pleins de l'Union de l'Europe Occidentale (en bleu), des membres associés (en jaune), des observateurs (en vert) et des associés partenaires (en

"En juin 1993, le Conseil européen a annoncé que les pays d'Europe centrale et orientale qui avaient signé des "accords européens" avec l'Union seraient à terme invités à en devenir membres. En principe, dix pays d'Europe centrale et orientale seront ainsi admissibles, notamment les trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) et la Slovénie. Au Conseil européen de Corfou, tenu en juin 1994, il a été décidé que Chypre et Malte devraient aussi entrer en ligne de compte pour la phase d'élargissement suivante. Une nouvelle étape a été franchie dans le processus d'élargissement au Conseil européen d'Essen de décembre 1994 durant lequel a été adoptée une stratégie visant à préparer les pays admissibles en vue de leur accession à l'Union européenne.

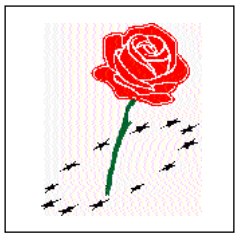
L'Union de l'Europe occidentale a été réactivée en 1984 dans le but de développer une Identité européenne de défense commune par la coopération entre ses membres dans le domaine de la sécurité et de renforcer le pilier européen de l'Alliance de l'Atlantique Nord.

Dans le cadre de la coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale, le Conseil des Ministres de l'UEO a invité les Ministres des affaires étrangères et les Ministres de la défense de huit Etats (Bulgarie, Tchécoslovaquie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne et Roumanie) à participer aux travaux du Forum de consultation de l'UEO, qui s'est réuni pour la première fois en octobre 1992.

A la réunion ministérielle de Rome, tenue en novembre 1992, les Etats membres de l'UEO sont convenus d'élargir l'organisation et ont invité la Grèce à en devenir le dixième pays membre, sous réserve de ratification par le Parlement (la Grèce est devenue membre de plein droit de l'UEO le 6 mars 1995). L'Islande, la Norvège et la Turquie, en leur qualité de pays membres de l'OTAN, se sont vu octroyer le statut de membre associé; quant au Danemark et à l'Irlande, membres de l'Union européenne, ils sont devenus observateurs à l'UEO. Après leur adhésion à l'Union européenne le 1er janvier 1995, et l'achèvement des procédures parlementaires, l'Autriche, la Finlande et la Suède sont elles aussi devenues observateurs de l'UEO au début de 1995. En mai 1994, à la réunion de Luxembourg, le Conseil des Ministres de l'UEO a rendu publique la "Déclaration du Kirchberg", qui accorde aux neuf pays d'Europe centrale et orientale membres du Forum de consultation (y compris la République tchèque et la Slovaquie, qui sont maintenant des Etats indépendants) le statut d'associés partenaires, et suspend ainsi les réunions de ce Forum. La réunion du Kirchberg a ainsi établi quatre niveaux d'adhésion et d'association au sein de l'UEO : membres de plein droit, membres associés, observateurs et associés partenaires."

Sources : *<http://www.nato.int/docu/idb/idb3.htm>*

Organigramme du Parti des Socialistes Européens



Rudolf SCHARPING (SPD, All.)
Président

8 vice-présidences

- Philippe BUSQUIN (PS, Bel.) Communication, Information et Relations avec la Commission
- Heinz FISCHER (SPÖ, Aut.) en charge de l'Europe Centrale et Orientale
- Pierre GUIDONI (PS, Fr.) en charge de la Politique Extérieure et de Sécurité Commune
- Raimon Obiols (PSOE, Esp.) en charge de la politique méditerranéenne
- Achille OCHETTO (PDS, Ita.) en charge de l'Europe Centrale et Orientale
- John PRESCOTT, (Labour, GB) en charge de la PESC et des relations avec les syndicats
- Lena HJELMS-WALLEN (SAP, Suède)
- Akis Tsochatzopoulos (PASOK, Gr.) Politique méditaréenne

Jean-François Vallin
Secrétaire Général
Antony Beumer
Sec. Général adjoint

Nick Crook
Budget

Vagelis LEPOURAS
Méditerranée, Balkans

Friedrich O.J. Roll
PECO, Stagaires

Bernard Tuyttens
Politique Sociale, ECOFIN

Christiane Mertz
Rel. avec le Groupe au PE, Fax Info

Ludivine Weech
Conférence des Leaders

Afërdita Ertekin
Presse, PECO

Josefina Gonzales
Syndicats

Christiane Jacobs
CIG, Élargissement, Budget

Marco Piantini

Marina PÖhlmann
Bureau PSE, Secrétariat Ga

Marion Poma
Congrèls, Politique sociale, PESnet

Effy Tsonos
Balkans

Paulette Weis
Archives, Secrétariat Générral